

L'allocation de veuvage

Vingt mille femmes
sont concernées
par la nouvelle
légalisation

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.50 F

Algérie, 2 D; Maroc, 2,30 D; Tunisie, 2,20 D;
Achéh, 1,40 D; Indonésie, 1,40 D; Belgique,
2,10 D; Canada, 5,10 D; Côte d'Ivoire, 2,50 D;
Danemark, 5 D; Espagne, 60 D; C.-B., 35 D;
Grèce, 40 D; Iran, 125 D; Irlande, 55 D;
Italie, 700 L; Liban, 200 P; Luxembourg, 20 F;
Norvège, 4 D; Pays-Bas, 1,50 D; Portugal,
40 D; Sénégal, 240 D; Suède, 3,75 D;
Suisse, 1,30 F; E.-U., 95 c; Yougoslavie, 36 D.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 09

C. F. 4297-23 PARIS

Tél. Paris 06 630572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Élections anticipées en Israël ?

La perspective d'élections anticipées se précise en Israël, où les dirigeants de la majorité sont de plus en plus nombreux à reconnaître ouvertement que M. Begin risque de ne pas pouvoir aller jusqu'au terme normal de son mandat, en novembre prochain. Certains soutiennent pour la première fois que la coalition devrait elle-même prendre l'initiative de dissoudre la Knesset.

Deux des chefs de file du Likoud viennent de se prononcer pour une telle solution au cas où M. Begin ne parviendrait pas à trouver un compromis dans le conflit qui oppose actuellement son ministre des finances M. Horowitz, au ministre de l'éducation, M. Zevulun Hammer. Tous deux menacent de démissionner. M. Horowitz continue de refuser catégoriquement le principe d'un réajustement des salaires des enseignants, qui, selon lui, minerait tout espoir de réduire l'inflation. Une nouvelle réunion de conciliation présidée par M. Begin vient d'échouer, et le conseil des ministres sera appelé à trancher définitivement le débat dimanche prochain.

Cette crise n'est en réalité qu'un révélateur du fait que le gouvernement ne peut plus se survivre. Le président du groupe parlementaire du Likoud, M. Abraham Shafir, a déclaré que le premier ministre ne pouvait plus continuer à « faire de la corde raide », tandis que le président de la coalition, M. Haim Carmel, ajoutait que M. Begin n'aurait pas d'autre choix que de remettre prochainement de remettre la démission du cabinet ou soumettre un projet de dissolution de la Knesset s'il ne parvient pas à mettre d'accord M. Horowitz et Hammer.

De plus en plus isolé, M. Begin demeure cependant persuadé qu'il pourra résister encore se maintenir même si des membres de la formation du ministre des finances, le Rafi (qui dispose de trois sièges au Parlement), venaient à quitter la coalition comme ils en ont l'intention. Dans ce cas, la « majorité » ne compterait plus que soixante députés sur cent vingt. Le premier ministre semble disposé, si besoin est, à diriger un gouvernement minoritaire, mais il est seul à l'envisager.

Contrecarrant le projet de M. Begin, une forte tendance se dessine au sein du parti national religieux, membre de la coalition, qui compte deux sièges à la Knesset, pour soutenir des élections anticipées, ce qui est assez surprenant, ce parti étant actuellement en très mauvaise posture. Deux de ses dirigeants sont impliqués dans des « affaires » qui font scandale : le ministre des affaires religieuses, M. Aaron Abouhatzera, est inculpé de corruption, et le responsable de l'intérieur, M. Yosef Burg, vient d'être accusé par l'ancien chef de la police, qu'il a limogé, d'avoir entravé une enquête sur des malversations commises au profit d'institutions religieuses et de son parti. Pour la première fois, le P.N.R., dont l'électorat semble diminuer quelque peu selon les derniers sondages, risque de perdre le rôle d'appui indispensable qu'il a eu dans toutes les coalitions de gouvernement depuis la création d'Israël.

Ces derniers jours, des rumeurs ont à nouveau fait état d'un possible accord électoral entre le parti national religieux et le parti travailliste, connu largement gagnant par tous les sondages, et qui s'apprête plus que jamais à reprendre le pouvoir. Dans la position incertaine où il se trouve, le P.N.R. pourrait être tenté de conclure dès maintenant un tel accord, car tout indique que les élections pourraient faire apparaître un mouvement centriste capable de le remplacer comme force d'appui à un gouvernement travailliste. Ne croyant plus à un ultime réajustement, la classe politique de Jérusalem prépare activement l'« après-Begin ».

Le ministre de l'industrie demanderait à Elf-Aquitaine de ne pas mettre en œuvre l'accord conclu avec la Libye

Paris entend rassurer ses alliés africains après la conclusion du traité tchado-libyen, qui suscite des réserves à N'Djamena

Le ministre de l'industrie, dans un communiqué publié après le conseil des ministres du 7 janvier, a déposé sa responsabilité dans la signature, par Elf-Aquitaine, d'un contrat d'exploration-production avec la Libye.

Toutefois au « forum de l'Expansion », le 8 janvier, M. Barre a reconnu que ce permis avait été obtenu « dans le cadre de la responsabilité des dirigeants de la compagnie », même si celui-ci est octroyé à « un moment où la situation en Afrique appelle de la part du gouvernement français un certain nombre d'interrogations et de réserves ».

M. Giraud demanderait donc au conseil d'administration d'Elf-Aquitaine, qui se réunit le 14 janvier, de ne pas mettre en œuvre l'accord signé avec Tripoli et de ne pas inscrire la Libye au budget d'exploration de la société pour 1981.

Cependant, le plan de fusion entre la Tchad et la Libye suscite des réactions hostiles ou réticentes. A N'Djamena, le gouvernement d'union nationale transitoire minimise la portée de l'accord que son chef a conclu à Tripoli, tandis que le lieutenant-colonel Kamougue, deuxième personnage de l'Etat tchadien, a manifesté dès mercredi son désaccord avec ce texte.

A Paris, M. Robert Galley, ministre de la défense et de la coopération a indiqué qu'il ne saurait être question que la France approuve une fusion entre la Tchad et la Libye, mais qu'en toute hypothèse aucune intervention armée n'était concevable. Dans les milieux militaires français, on s'inquiète de la crédibilité des garanties militaires offertes par la France en Afrique que le « précédent » tchadien pourrait avoir ébranlée.

A cet égard, Paris entend rassurer ses amis africains. Dans le cadre de ses nouvelles attributions auprès de M. Robert Galley, M. Ollivier Stern va se rendre les 16 et 17 janvier à Dakar, où il s'entretiendra avec le président Diouf, le premier ministre, M. Habib Thiam, et plusieurs membres du gouvernement. En annonçant ce voyage, le porte-parole du Quai d'Orsay, en a souligné l'importance plus grande encore dans le contexte actuel, ajoutant : « Il est significatif qu'à quelques jours d'intervalle le ministre et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères se rendent dans deux capitales importantes de l'Afrique francophone. »

En Afrique, de premières réactions défavorables au traité tchado-libyen s'expriment, dans la presse, au Sénégal, en Égypte et au Maroc.

Double jeu ?

La crise du Tchad se poursuit, mais la politique de la France ne s'aligne pas, bien au contraire. Les péripéties intervenues ces derniers jours, quelle que soit la version qu'on en accepte, s'ajoutent pour le gouvernement et surtout pour le chef de l'Etat, en fait le seul responsable de notre politique africaine.

Depuis plusieurs semaines, on soupçonnait la France de mener un double jeu dans l'affaire tchadienne, c'est-à-dire de fermer publiquement les yeux sur l'offensive libyenne qui devait aboutir à la déroute des forces de M. Hissène Habré, pour sauvegarder, voire conforter, les relations commerciales avec Tripoli. Ces soupçons n'avaient pas été dissipés, loin de là, par le communiqué de l'Elysée en date du 13 décembre dernier mettant en garde la Libye — sans toutefois la nommer — contre une intervention au Tchad, quelques heures à peine avant que les armées libyennes aient réglé le problème.

Ce qu'il est dorénavant convenu d'appeler l'« affaire Chalandon » ne lève en rien les doutes que l'on pourrait nourrir sur la bonne foi des autorités françaises. A en croire M. Giraud, le gouvernement « n'a pas

été consulté sur l'opportunité » de la conclusion du contrat Elf et « n'a donc pas donné son approbation ». Peut-être. Mais il faudrait alors, pour se satisfaire de cette mise au point en forme de condamnation de M. Chalandon, en déduire que le gouvernement ignorait tout du voyage effectué en Libye par le président d'Elf les 19 et 20 novembre et tout des rumeurs qui couraient depuis deux semaines dans les milieux bien informés et qui faisaient justement état du contrat pratiquement dénoncé aujourd'hui par Paris.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

« Cherchez le pétrole »

« Cherchez le pétrole » est devenu la clé des comédies et tragédies internationales comme « cherchez la femme » est la clé des tragédies et comédies humaines, affirme déjà un député lors de la discussion de la loi de 1981. Pour avoir « cherché le pétrole » dans l'attitude passive de la France lors des dernières sous-merises du conflit tchadien, la presse a déclenché une réaction du ministre de l'industrie qui confine au grotesque.

Dans un communiqué, M. Giraud déclare : « Le gouvernement français n'a pas été consulté sur l'opportunité de la conclusion d'un accord pétrolier entre la société

Elf et le gouvernement libyen, et n'a donc pas donné son approbation ». Le ministre de l'industrie demande à l'Erap d'appeler l'examen de cette affaire conclue sous la seule responsabilité de la S.N.E.A., au prochain conseil d'administration de cette société ».

Le communiqué joue évidemment sur les mots. D'abord parce que la négociation de titres miniers, qui est le pain quotidien des compagnies pétrolières, relève de la mission, donc de la seule responsabilité de ces dernières.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 4.)

Le Niger après le boom de l'uranium

Sans connaître l'invasion libyenne, comme son voisin oriental, le Tchad, le Niger n'en est pas moins soumis à de très vives pressions de la part du gouvernement de Tripoli.

Notre envoyé spécial Philippe Decraene, qui a récemment séjourné au Niger, fait ici le point sur les menaces en provenance de Libye.

I. — La montée du péril libyen

Niamey. — « Chaque pays connaît des querelles internes et des particularismes ethniques et nationaux. C'est justement de ces particularismes que veut se saisir un certain libyen nommé Kadhafi pour mener la subversion chez nous », déclarait, en novembre, le président de la République du Niger.

Relativement modérée, les propos du lieutenant-colonel Kountché n'en marquent pas moins une escalade dans la dégradation des rapports entre Niamey et Tripoli. Quelques semaines plus tôt, en effet, le chef de l'Etat nigérien observait un mystérieux face à face aux attaques verbales formulées par le colonel Kadhafi à l'encontre de son gouvernement.

De notre envoyé spécial
PHILIPPE DECRAENE

La presse écrite et la radio nigériennes sont, elles aussi, sorties de leur réserve. Dans les colonnes du quotidien le Sahel, le capitaine Tanja Amadou, ministre de l'intérieur, et M. Brah Mahamane, ministre du développement rural ont eu l'occasion d'exprimer sans détour ce qu'ils pensaient des visées du président Kadhafi en Afrique. Sous le titre « Kadhafi, faux frère », les deux hommes stigmatisaient « les visées subversives » du président libyen, et rappelaient « les toutes héroïques des fils du Niger contre la pénétration coloniale ». Et les signataires de conclure : « Le Niger, pays qui a toujours prêté une coopération sincère et loyale avec la Jamahiriya arabe libyenne ne sera pas le Tchad, qu'on se le dise ! »

financée par la Libye. Le centre culturel libyen de Niamey, qui expose dans ses vitrines de nombreuses photographies présentant le potentiel militaire des armées libyennes, attire certains éléments de la jeunesse nigérienne.

Depuis longtemps déjà — cela nous a été confirmé à Niamey — les sources très diverses de la Libye recrutent des Nigériens, tant pour grossir les rangs des combattants du Front Polisario que pour rejoindre ceux de la fameuse « légion islamique ». Cette dernière compte en réalité non seulement des éléments originaires des Etats du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad), mais également des Maghrébins (Tunisiens notamment) et des Centrafricains.


(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Conjugaison

Je prends le métro surpeuplé
Il prend l'autoroute saturée
Nous prenons Concorde avec majesté
Vous prenez le déficit avec fraternité
Ils prennent la France pour le pays de l'égalité.

HENRI MONTANT.



René Dubos

courtisons la terre

« Un manifeste écologique extraordinairement intelligent »
Georges Siffert

Stock

POINT

Platon Mme Rozès et M. Sadon

Si le vocabulaire diplomatico-militaire avait sa place dans le monde judiciaire, il ne serait pas abustif de s'interroger sur les « tensions » constatées ces jours derniers au palais de justice de Paris : deux conceptions de la protection sociale devant la criminalité s'y sont affrontées. Pour le procureur général, M. Paul-André Sadon, il faut pratiquer une sorte de « tout nucléaire » judiciaire et s'en tenir à la répression. S'interroger sur les origines de la délinquance, sur la condition pénitentiaire est vain, en même temps qu'il est une seule règle doit être observée : pas de quartier ! A la rigueur des quartiers de haute sécurité... Président du tribunal de Paris, Mme Simone Rozès s'est montrée plus lucide en prononçant un discours qui sera certainement tenu pour hérétique par les cercles officiels.

Laisser entendre, devant son auteur, que la loi « sécuritaire et libérale » peut compromettre le fonctionnement de la justice ; rejeter comme sans objet le débat entre la répression et le laxisme, voilà des propos qu'on n'entend guère aujourd'hui chez les hauts magistrats.

Certes, il ne s'agit pas de laisser le champ libre aux délinquants. Qui le nierait ? Mais qui nierait que le dix-neuvième siècle, plus rigoureux que le nôtre, subissait aussi une criminalité passablement plus étendue ?

Mme le président du tribunal de Paris a eu aussi la sagesse de convoquer tous les Français à se méfier des chiffres. Relevant le recours grandissant à la plainte, pour des litiges dont autrefois la justice ne connaissait pas, elle s'est inquiétée d'une évolution vers « la déflation généralisée ». Une crainte qui, soit dit par parenthèse, a dû plaire au ministre de la justice qui, autrefois, avait vanté les vertus civiques d'une telle pratique...

Platon et sa République ont donc un moment hanté les murs du palais de justice de Paris. Mme Rozès demeurant magistrat ; M. Sadon choisisant pour sa part de rejoindre la classe des guerriers, à la recherche d'un Valmy judiciaire contre le crime.

(Lire page 9.)

LE SORT DES AUTONOMISTES CORSES

Le garde des sceaux justifie le maintien en détention de certains inculpés

Lire page 9 nos informations et le reportage de Laurent GRELLSAMER.

L'ENSEMBLE 2e2m A L'IRCAM

Bulletins de santé

En ce début d'année, la musique contemporaine fait preuve de nouveau d'une belle vitalité après une période de doute et de désenchantement : l'ensemble musical dirigé par Diego Masson a repris son activité et s'étend dans une série de concerts à Saint-Denis et dans la région parisienne ; une nouvelle association, les Lundis au musée Guimet, annonce vingt-cinq séances, avec des œuvres de septante compositeurs d'aujourd'hui ; le Groupe de recherche musicale de l'INA fera de nombreuses créations dans son « Cycle acoustique » qui débute le 19 janvier à Radio France.

On pourrait multiplier ainsi les annonces comme autant de « bulletins de santé », sinon de « pronostics », par exemple avec la première française du Lenz de Wolfgang Rihm, qui tombe jàcheuse-

ment le même 19 janvier, et les cinq séances de Langage du corps, « action musicale » de Dieter Schnebel, présentées par le Goethe Institut au Musée d'art moderne du 17 au 21.

A quoi attribuer ce phénomène alors que les moyens financiers sont fort réduits ? Sans doute à la curiosité persistante d'un important public et à la poussée des jeunes musiciens eux-mêmes, de plus en plus nombreux et avides de s'exprimer. Mais il est certain aussi que la présence de Pierre Boulez, l'existence de l'IRCAM et le succès de l'ensemble intercontemporain (devenu, qu'on se réjouisse ou non, la colonne vertébrale de la musique moderne à Paris) ont raffermi les volontés et redonné confiance.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 18.)

صكنا من العمل

LA PRÉSIDENTENCE

Nous sommes en République

C'est devenu le débat favori des Français : sommes-nous toujours en République ? Jacques Soustelle en est convaincu, qui voit dans la violence même des critiques adressées au pouvoir la preuve que celui-ci respecte la liberté d'opinion et d'expression. Mais Jacques Robert, qui s'attache à comparer la présidence de la V^e République à celle des États-Unis, constate qu'il ne reste plus grand-chose du système parlementaire. La possibilité de septennats successifs implique, à ses yeux, le risque d'un passage « de la République impériale à l'Empire » : ce qui ne serait pas, d'après lui, une Restauration, mais une aventure.

EN lisant la page du Monde (31 décembre 1980) intitulée « Drôle de République », je ne pouvais m'empêcher de penser à la phrase de Talleyrand : « Ce qui est exagéré ne compte pas ».

Pour l'un des valeureux paladins qui se sont confiés la mission de sauver la République, le régime sous lequel nous vivons n'est pas autre chose qu'un « fascisme », à « visage libéral » il est vrai. Pour un autre, c'est une monarchie sans Charte. Pour un troisième, nous n'avons pas un roi, mais une ombre. Ainsi vont les cris discordants des oies du Capitole. L'outrance contradictoire de tels propos devrait suffire à les discréditer.

Membre du gouvernement qui a élaboré la Constitution de la V^e République, cosignataire du texte fondamental approuvé le 28 septembre 1958 par 21 millions de Français (sur un peu moins de 26 millions de suffrages exprimés), je me crois en mesure d'apporter à ce débat quelques éléments précis, en dehors de toute vaine rhétorique.

Et d'abord, quels étaient les principes de la Constitution adoptée en 1958 ? Tout simplement ceux que le général de Gaulle avait définis le 18 juin 1946 à Bayeux : séparation des pouvoirs, équilibre des pouvoirs, « arbitrage national » par un chef de l'État au-dessus des partis. Or ces principes ne sont pas autre chose que ceux du régime parlementaire classique : c'est d'ailleurs ce que Michel Debré,

alors garde des sceaux et cheville ouvrière de la réforme des institutions, exposa devant le Conseil d'État le 27 août 1958.

Dans un tel système, comment le président de la République sera-t-il désigné ? La réponse est claire : « Par un collège qui englobe le Parlement mais beaucoup plus large » (de Gaulle), « Arbitre entre les partis membres du Parlement », il ne peut être élu par ce seul Parlement, mais « recourir au suffrage universel (serait) recourir à la Constitution présidentielle, qui a été écartée » (Debré). Et René Capitant de déclarer : « Le président de la République ne doit pas être élu du Parlement... Est-ce à dire qu'il faille prévoir son élection au suffrage universel ? Nullement. Nous écarterons, au contraire, cette solution plébiscitaire dont notre histoire politique a répété le danger ».

On pourrait apporter vingt, cent citations du même ordre : la doctrine gaulliste, en ce qui concerne la source du pouvoir exécutif, c'était l'élection du président par un collège de quelques dizaines de milliers de parlementaires, élus locaux, notables. Et c'est cette doctrine qui a été incorporée à la Constitution établie par le gouvernement de Gaulle, approuvée par tous les ministres — y compris Guy Mollet, Antoine Pinay, Pierre Filliol, Berthoin — et votée par 80 % des citoyens. Sur cette base reposait l'équilibre des pouvoirs assuré par l'arbitrage du chef de l'État.

par JACQUES SOUSTELLE (*)

Or, en contradiction avec une position maintes fois confirmée par lui depuis seize ans, c'est le général de Gaulle qui a eu recours, en 1962, à cette « solution plébiscitaire » que ses compagnons et lui-même avaient toujours repoussée.

La réforme de 1962 fut obtenue par un référendum lancé dans le cadre de l'article 11, alors qu'il eût fallu, de toute évidence, se conformer à la procédure de révision prévue par l'article 89.

De même qu'une charge explosive placée au bon endroit suffit à provoquer la délocation d'une vaste machine, de même la réforme du mode d'élection du président a introduit au cœur du délicat organisme institutionnel un facteur de trouble et de déséquilibre. Le régime conserve des traits parlementaires, puisque l'Assemblée peut renverser le gouvernement et que l'exécutif a le droit de dissolution. Mais, hybride, il confère au président une légitimité supérieure à tout autre puisqu'il est, seul, élu de la nation entière.

Il est plaisant, en vérité, d'entendre se lamenter face à un tel état de choses, et s'en prendre à l'actuel président ceux qui, nostalgiques, reprochent surtout à M. Giscard d'Estaing de ne pas être le général de Gaulle. Si la Constitution vraiment démocratique

et libérale conçue en 1958 a été faussée, à qui la faute ? Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, ont reçu en héritage le cadeau de l'élection à l'américaine avec tout ce qui en découle : campagnes bruyantes et peu propres au débat sur les vrais problèmes, programmes et mises de position qui nuisent dans la suite, à la fonction d'arbitrage du chef de l'État, et, en fait, affaiblissement de l'autorité qu'on a dit vouloir renforcer. Mais, je le répète, à qui la faute ?

Le Parlement, dit-on, est abaissé. Les constituants de 1958, dont j'étais, avaient assisté pendant douze ans à la liquidation de l'État et au déclin de la France, dont le régime d'assemblée portait la responsabilité. A ce régime, nul ne veut revenir, et il est peu honnête de reprendre, comme le fait M. de Saint-Robert, la rengaine sur « les nostalgies de la IV^e République ». Mais il est vrai que la Constitution, et peut-être encore davantage le règlement que l'Assemblée s'est imposé à elle-même, ligotent trop étroitement le pouvoir législatif. On est passé d'un extrême à l'autre. La priorité absolue automatiquement attribuée dans l'ordre du jour aux projets gouvernementaux limite abusivement l'initiative parlementaire ; un aménagement de cette règle (art. 48), nécessaire, ne serait pas difficile.

D'autres corrections pourraient être apportées dans le même sens à d'autres points de procédure.

Je ne peux toutefois accueillir sans scepticisme la complainte de ceux qui s'attaquent aux modalités « tortueuses et restrictives » de la motion de censure. Il est bien clair que l'opposition vote allégrement les motions de censure dans la mesure même où elle sait que ces motions ne « passeront » pas : quant aux députés de la majorité qui nourrissent à tort ou à raison des griefs contre le gouvernement, ils s'abstiennent cependant de voter la censure. Bref, tout le monde veut bien critiquer le gouvernement, mais se dérobe devant le danger d'une dissolution. Alors, qu'on ne dise pas trop que le Parlement est réduit à l'impuissance : car c'est lui-même qui se condamne à cette impuissance. La logique démocratique exigerait que l'Assemblée, si elle juge intolérable la politique menée par le gouvernement, renverse celui-ci. A ses risques et périls ? Oui, si à tout pouvoir doit correspondre une responsabilité, et à toute responsabilité un risque.

Il faudrait relire aujourd'hui les analyses de grands parlementaires de jadis, aussi différents que le furent par exemple Léon Blum et André Tardieu, ou même remonter à Aristide Briand et à sa condamnation des « mœurs stagnantes du suffrage universel ». Le scrutin d'arrondissement malencontreusement adopté en 1958 par de Gaulle à la demande de Guy Mollet rongea insidieusement la base parlementaire du régime. Ses vices sont connus : députés enfermés dans les petits problèmes d'une circonscription, absence de vues générales, influence excessive des cabales et des clans. Pourquoi ne pas adopter, comme en Allemagne fédérale, un mode de scrutin qui fasse sa part à la représentation des opinions, même minoritaires ? Un exécutif fort n'a rien à redouter d'une Assemblée qui soit un fidèle miroir du pays. Ne serait-ce pas un moyen de porter remède à la paralysie qu'engendre la division de l'Assemblée en quatre blocs ?

La France pays de liberté

Comme il est de mode aujourd'hui, alors qu'on s'approche de l'échéance électorale, de fronder à tout propos (y compris à propos du Larzac et... des annuaires téléphoniques !), certains feignent de s'alarmer : nos libertés, selon eux, seraient menacées, voire déjà confisquées par un régime qualifié tantôt de fasciste, tantôt de féodal, tantôt de monarchique. A en croire certains, notre pays offrirait quotidiennement le spectacle d'expulsions abusives, d'arrestations arbitraires, de violations flagrantes du droit ; et de dénoncer « tant qu'il en est temps encore » ces atteintes aux libertés démocratiques.

Oh ! certes, je ne prétends pas qu'il n'y ait jamais en France, comme ailleurs, des actes d'arbitraire ou des détournements de pouvoir. Je ne ferme pas les yeux devant les abus d'administrations bureaucratiques trop stériles d'elles-mêmes et trop méprisantes envers le citoyen. Mais, tout de même... n'oublions pas le sens des proportions. Dans un monde où sévissent un peu partout les dictatures, les polices omnipotentes, les goulags, le terrorisme, qui peut prétendre que la France ne soit pas au nombre de ces pays, devenu rares où règne la liberté d'opinion et d'expression ?

La violence même des critiques qui se déploient sans retenue démontre que cette liberté est respectée.

Sommes-nous en République ? Je réponds : oui. Comme toute œuvre humaine, notre République est imparfaite ; elle est aussi perfectible. Elle reflète ce qu'il y a de bon, et de moins bon, dans notre caractère national. Mais nul ne peut, de bonne foi, nier que la France soit une démocratie. Le grand débat qui s'ouvre et qui va occuper les quatre premiers mois de l'année nouvelle ne devrait pas remettre en cause cette donnée fondamentale. C'est dans le cadre de cette République, restaurée à l'issue de la guerre mondiale et reconstruite il y a vingt-deux ans, que peuvent s'affronter les opinions légitimement diverses ; rien ne serait plus néfaste que de saper le régime républicain sous prétexte de défendre la démocratie.

Le « statu quo » indéfini ?

TOUTS les présidents élus n'ont ni la même stature, ni la même conception de leur mission. Certains régiment ; d'autres gouvernent ; plusieurs arbitrent ; beaucoup ne font qu'animer. On ne peut comparer le président islandais, autrichien, portugais ou finnois à son homologue de l'Élysée ou de la Maison Blanche. Et, entre ces deux derniers, il y a encore la différence fondamentale que l'un est le seul titulaire de l'exécutif alors que l'autre le partage, dans une structure dualiste, avec un premier ministre. On ajoutera que la présidence est conçue pour le second, à l'inverse du premier, comme un substitut symbolique de la monarchie.

A ce titre, on le voit, France et États-Unis ne se situent point dans la même catégorie constitutionnelle, même s'ils se rapprochent par la place donnée dans la vie nationale à l'élection présidentielle et l'étendue des pouvoirs du président. Dans les deux cas, toutefois, il s'agit toujours d'être un « souverain ».

Paradoxalement, cependant, ces deux pays qui ont connu, au départ, une même évolution politique vont en arriver aujourd'hui à des situations constitutionnelles opposées.

Les Américains ont réussi à tuer leurs « présidences impériales » qui les dominaient trop alors que, bien au contraire, en France, la présidence impériale s'y épanouit fastueusement. Mais d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre, on envisage tout de même d'en revenir aujourd'hui à des démocraties mieux vécues.

Historiquement, le Congrès américain a été conçu comme l'institution prédominante. Il s'imposait de tout son prestige et de tout son poids à des présidents dont peu eurent vraiment la volonté ou la chance de laisser trace de leur passage.

Il fallut la crise économique du premier après-guerre, le second conflit mondial et l'affrontement ultérieur entre les Super-Grands pour que, aidés par la puissance des mass media, la fonction présidentielle prenne une dimension nouvelle au point de faire de son titulaire une sorte de monarque élu. Mais cette situation n'allait point manquer de se renverser avec la multiplicité des alliances et des engagements que les États-Unis étaient amenés à conclure, dont certains les aventurèrent dans des impasses désastreuses où, enlisés, les présidents américains ne pourraient que réagir avec trop d'autoritarisme, de témérité.

Alors le Congrès, aidé par l'opinion, allait se dresser contre cette « présidence impériale » et reprendre, petit à petit, ses anciennes prérogatives. Dans un climat politique confus où sur de graves questions d'éthique se débaîssaient les fragiles majorités présidentielles, la présidence impériale sombra dans la faiblesse présidentielle aggravée par la médiocrité des candidats.

Fournant si fière de leur Constitution, les Américains en sont aujourd'hui à se demander s'il n'en faudrait pas changer les règles. Pourquoi, par exemple, puisque la séparation des pouvoirs bloque le système, ne point faire

par JACQUES ROBERT (*)

choisir leur président par le Congrès après les élections législatives ? Pourquoi — autre possibilité — ne pas faire élire, sur un mandat plus long pour un président et les candidats de chaque État au Congrès, pour que ces derniers soient liés au président par le choix des électeurs (en somme une sorte de contrat de législature) ? Pourquoi, enfin,

Le balancier est-til trop loin

Pourtant, au départ, l'évolution a été la même. Aux origines de la III^e République et pendant toute la durée de la IV^e République, le Parlement a été pensé et voulu tout-puissant. L'instabilité ministérielle était chronique, les cabinets éphémères, les chutes fréquentes, les interpellations incessantes, les ministères harcelés. C'est en réaction contre l'impuissance d'exécutif malmenée par les Chambres que la V^e République a soulevé un président fort et un Parlement diminué. Mais le balancier est allé trop loin dans sa course. Partir de l'omnipotence parlementaire, il ne s'est arrêté qu'à l'omnipotence présidentielle. Nous avons depuis longtemps, en France, dépassé le régime présidentiel de 1958 : nous en sommes venus-mêmes à la « présidence impériale ».

Mais il y a entre cette présidence impériale telle que l'ont

ne pas remplacer le mandat de quatre ans du président, renouvelable une fois, par un mandat unique de six ans ?

Or c'est précisément au moment où l'on pense à Washington à un mandat plus long pour un président rapproché du Congrès que l'on se félicite en France que le président de la République ne soit plus l'élu du Parlement tout songeant en même temps à raccourcir la durée de son mandat !

Les Français ont toujours eu, dans le fond de leur âme, la nostalgie de leurs princes. Rien d'étonnant dès lors qu'un halo monarchique nimbe notre pouvoir.

Une véritable cour s'est reconstruite, avec ses rites, ses minuties protocolaires, ses balancements de tête, ses défilés. Dans les palais qu'elle hante, tout n'est qu'ordre, luxe, calme et beauté !

De même qu'on voulait plaire au roi, on évite de déplaire au prince. On s'efforce de prévenir ses désirs. On va au-devant de ses vœux. D'un rien pourrait dépendre la fortune ou la disgrâce.

Tout vient de lui. Tout remonte à lui. Les décisions les plus fondamentales comme les indications les plus subalternes. C'est vraiment la source de tout pouvoir. Pouvoir absolutiste qui domine et subjugué l'administration, que sèvre et soutient la justice, qui diffuse et amplifie l'information.

Car le prince communique directement avec ses sujets. Avec ses collaborateurs d'abord et en premier lieu son premier ministre par lettres personnelles incitatives, qui fixent les objectifs et déterminent les missions. Avec ses ministres, ses hauts fonctionnaires, civils et militaires, à l'occasion de réunions où il les entend tour à tour « en ses conseils ». Avec les Français et les Français qu'il explique plus qu'il ne commande.

Il n'est point jusqu'à ce contrat antique passé jadis entre le souverain et ses sujets que l'on ne voie ressusciter de nos jours. Contre l'obéissance des sujets, le prince assure leur protection. Le « monarque nucléaire », telle la vestale du temple, garde aujourd'hui les colonnes de la cité. Il veille sur la foudre que lui seul peut abattre si d'aventure les Barbares frappent aux portes.

Ayant ainsi déjà droit de vie ou

de mort sur l'ensemble de la nation, le monarque entend conserver aussi ce droit sur chacun de ses sujets. Droit de mort et de grâce : droit régalién. Prérogative royale. Tout est dans tout. La présidence impériale ne transige pas sur l'ampleur de ses majestés.

Un tel système peut avoir sa logique et sa légitimité. Mais il est lourd de dangers quand il ne se trouve plus limité par les nécessaires et traditionnelles contre-pouvoirs que constituèrent, dans les royaumes anciens, les provinces, les cités libres, les ordres, les jurandes, les Parlements...

La société atomisée qui est la nôtre offre moins de résistance. Elle s'oppose même plus les règles qu'elle s'est données.

Nous sommes théoriquement toujours un régime parlementaire. Mais qu'en reste-t-il ? Jamais peut-être dans une démocratie qui se proclame encore « parlementaire » le Parlement n'avait été à ce point dessaisi. Les grandes options ? C'est le président. Les lois votées ? Elles sont d'origine gouvernementale.

Le contrôle de l'exécutif ? Qu'en reste-t-il puisque l'exécutif, c'est le président et que celui-ci est irresponsable devant le Parlement ?

Certes, nous ne sommes pas les seuls en France à être gouvernés par un souverain élu, voire un monarque républicain ou un despote éclairé. C'est aussi le sort des grandes démocraties européennes, de l'Allemagne de l'Ouest ou de la Grande-Bretagne. Mais la décentralisation allemande ou anglaise compense les excès du pouvoir alors que notre jacobinisme les aggrave.

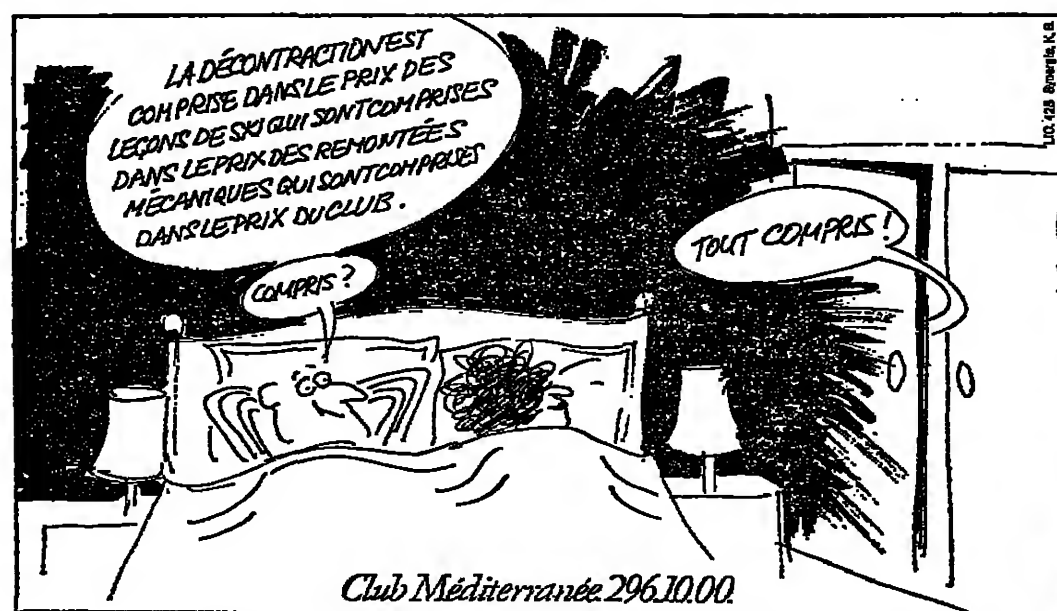
Deux barrières pourraient être mises à cet « impérialisme » présidentiel : la réduction du mandat du chef de l'État ou la non-réélection immédiate du président.

La réduction du mandat présidentiel permettrait tout à la fois de tenter de faire coïncider l'élection du président et celle des députés afin de limiter les risques de discordance et de permettre, comme aux États-Unis, un second mandat présidentiel.

À défaut de cette réduction, il faudrait empêcher une réélection immédiate afin d'éviter d'enfermer le président lui-même dans un mandat trop long et d'éviter la tentation facile du « statu quo indéfini ».

Dès l'instant qu'on envisage quatorze ans, pourquoi ne pas, évidemment, en admettre vingt et un ?

Ainsi passe-t-on insensiblement de la République impériale à l'Empire. Ce ne serait pas pour nous une Restauration, mais une aventure.



Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

Le conflit entre le gouvernement et Solidarité sur les samedis libres s'intensifie

La question des samedis libres, dont l'introduction a été promise par les accords de Gdansk du 31 août dernier, a fait, mercredi 7 janvier, l'objet d'un dialogue de sours entre Solidarité et le gouvernement. A Gdansk, la commission nationale de coordination de Solidarité a décidé, tant que le gouvernement n'aura pas fait de propositions nouvelles explicites, de proclamer la semaine de cinq jours sans modification de la durée quotidienne du travail, des salaires et des congés payés. A Varsovie, M. Jagielski, vice-premier ministre et négociateur des accords de Gdansk, a expliqué, le soir même, à la télévision, que l'état de l'économie ne permet pas une réduction aussi importante du temps de travail et qu'il faudra donc, en 1981, se contenter d'un samedi libre sur deux. D'autre part, la commission de coordination a annoncé qu'un intellectuel catholique, M. Tadeusz

Mazowiecki, rédacteur en chef du mensuel catholique indépendant «Wiz», serait le rédacteur en chef de l'hebdomadaire «Solidarność» que le syndicat s'apprête à lancer.

Une délégation de la C.G.T., comprenant trois secrétaires confédéraux, M. Pierre Gensous, communiste; M. Gérard Gaumé, socialiste; et M. Joannès Galland, de «sensibilité» catholique, s'est entretenue, mercredi, à Gdansk, avec les dirigeants de Solidarité et a comme l'a déjà fait la C.F.D.T., invité M. Waleśa et ses amis à venir en France à la fin du mois de mars. Avant de repartir Paris, la délégation devait rencontrer, ce jeudi, la direction des «syndicats de branches» (formées par les résidus des anciens syndicats officiels) et être reçue par Mgr Bronisław Dabrowski, secrétaire de la conférence épiscopale, avant de gagner Katowice.

A Moscou, la «Pravda» dénonce vive-

ment, ce jeudi, les «forces antisocialistes et antisoviétiques» et s'en prend notamment à l'un des animateurs du KOR, M. Adam Michnik, lui reprochant de travailler pour les «ennemis du socialisme». L'organe du P.C. soviétique met en relief, dans le même article, l'attitude des dirigeants de l'association d'amitiés polono-soviétiques qui a condamné, mercredi, «les tentatives de diversion des éléments antisocialistes et antisoviétiques».

Nous publions, ci-dessous, l'interview d'un autre animateur du KOR, cible aussi des critiques soviétiques, M. Jacek Kuron. L'un des experts de Solidarité, il explique pourquoi l'heure n'est plus aux compromis secrets et aux négociations en coulisses. A son avis, la population n'acceptera pas de limitations aux accords conclus, si on ne lui explique pas de manière convaincante pourquoi certains sacrifices sont nécessaires.

«Il faut appeler les choses par leur nom pour éviter une tragédie à notre pays»

nous déclare M. Jacek Kuron

«Quels sont, selon vous, les problèmes-clés en Pologne?»

— Permettez-moi de ne pas dissuader sur la probabilité ou l'improbabilité d'une intervention soviétique, on en parle que trop à l'Ouest. Non que je la trouve impossible, mais parce que notre société a fait tout son possible pour l'éviter. Sur ce point, la discipline des ouvriers et des autres groupes sociaux est admirable. Le reste ne dépend pas de notre volonté, et je préfère m'en tenir à ce qui en dépend. Nous nous trouvons depuis le début devant un problème crucial: comment construire un ordre social qui permettrait de concilier les aspirations sociales, que personne ne saurait plus étouffer, avec des garanties de l'immuabilité des fondements du système. Pour parler en termes clairs, c'est un cercle vicieux, car l'Union soviétique doit avoir le sentiment de contrôler la situation et la société polonaise la possibilité de réaliser ses aspirations.

— Quel ordre social permettrait de sortir de ce cercle vicieux?

— Il va de soi que le pouvoir de décision sur les questions qui sont importantes à la société — politique étrangère, armée, sécurité — doit rester entre les mains du pouvoir communiste. Mais il y a une restriction importante à faire en ce qui concerne la sécurité: elle doit être exercée dans un cadre légal strict, d'où la nécessité d'une juridiction indépendante. En revanche, l'ensemble des problèmes de politique intérieure doit faire l'objet de négociations entre la société et le pouvoir. Il est absurde de nous écarter, comme l'a fait récemment Kania, d'aspirer à un système de double pouvoir.

«Quoi qu'il en soit, le modèle du monopole du pouvoir du parti communiste n'est plus acceptable pour la société polonaise, car il tue toute vie en elle et provoque ainsi sa résistance naturelle. Essayer d'étouffer la collectivité, de la priver de son droit à l'autogestion et à l'indépendance, serait aujourd'hui particulièrement

aventuriste et particulièrement dangereux. Or nous avons face à face un appareil qui ne comprend pas vraiment le changement radical de la situation et une société qui n'a nullement envie d'avoir peur. Il ne suffira pas de l'intimider en brandissant la menace des chars pour résoudre les conflits et éviter le danger. Il faut encore que le pouvoir réussisse à convaincre les citoyens qu'il ne s'opposera pas à toutes leurs revendications, mais au contraire, qu'il s'en accommodera. Cette formule nouvelle de coexistence entre le pouvoir et la société devra être proposée par le pouvoir ou il faudra la lui imposer.

Ne craignez-vous pas que la vague de revendications ne devienne incontrôlable et empêche alors non seulement toute possibilité de rétablir l'équilibre de l'économie mais également toute stabilité politique. N'est-elle limitée?

— C'est effectivement un problème majeur. On attend souvent de Solidarité qu'il rappelle la situation en question. C'est encore qu'en gestion. Mais là n'est pas le danger principal. Il réside dans l'état d'arrêt de divers groupes actifs dans la vie politique polonaise, élite du

parti ou milieu qui traditionnellement, représentaient le sentiment social et avec lesquels la société pouvait s'identifier. Certains de ces groupes ne saisissent pas la mesure — nouvelle — de la situation actuelle, où la société est devenue active dans son ensemble et où faire quoi que ce soit derrière son dos serait non seulement vain mais dangereux.

«Les arrangements de cabinet, les compromis fondés sur des gentils accords ne sont plus de mise dans la situation actuelle. Il n'y a aucune chance de passer la collectivité à un compromis sans lui dire clairement où elle en est, sans discuter ouvertement des limites à respecter et des motifs de telles limitations. La société n'a pas envie de parler par sous-entendus: elle n'écoute plus tout simplement.

«Pour éviter une tragédie à notre pays, il nous faut parler clairement et appeler les choses par leur nom. Sans cela, tout accord sera illusoire et donc dangereux: on aura créé l'illusion d'une entente, mais diverses forces sociales pourraient entreprendre, en dehors du cadre de cet accord, des actions qui pourraient être interprétées comme des conséquences seraient imprévisibles.

«La peur du voisin...»

— Arrêtés en août, pendant la répression, ces amis du KOR, nous n'avons été libérés que sous la pression des ouvriers. Depuis, vous êtes la cible d'un tir soutenu de la propagande officielle de la Pologne, de l'U.R.S.S., de la R.D.A. et de la Tchécoslovaquie. En décembre, les déclarations de l'abbé Orszulik, directeur du bureau de presse de l'épiscopat polonais, ont fait beaucoup de bruit. L'Église elle-même serait-elle contre vous?

— Du côté du pouvoir, on essaie sûrement d'appliquer la méthode salami: enlever d'abord une première tranche, la plus visible, pour ensuite en couper d'autres jusqu'à la normalisation. Au dehors du pouvoir, certains se disent: si on peut garantir la survie des syndicats, autant sacrifier le KOR, même si ses mérites pour le mouvement actuel sont importants. De tels calculs pour garantir la survie des syndicats ne sont que pure illusion.

«D'autres nous attaquent sans doute en raison d'objectifs politiques précis. Ils représentent une tendance politique définie,

même s'ils ne l'avaient pas, et leurs attaques visent en fait un concurrent politique devenu à leurs yeux trop puissant et qu'il faudrait affaiblir.

«Mais, au-delà de toutes ces motivations, il y a, je pense, la peur du voisin et la crainte de toucher à un de ses points sensibles dans le domaine du symbolique. Car on croit généralement que ce domaine importe le plus à ce voisin. Je suis loin de le minimiser et je sais qu'en parlant ouvertement de l'impérialisme de l'U.R.S.S., je l'agace profondément.

«Je ne sais pas si l'Union soviétique serait prête à lancer ses chars pour contrecarrer les changements dans le domaine du symbolique, mais il ne fait aucun doute, pour moi et mes collègues, que si un état d'anarchie s'installait dans notre pays, l'éroulement de l'État qui en résulterait l'inciterait sûrement à le faire.

«Or, je suis profondément convaincu que l'anarchie et la décomposition de l'État nous guettent inévitablement si les puissants mouvements sociaux ne disent clairement et sans ambiguïté ce qu'ils veulent, à quoi ils aspirent et quelles limites il faut leur respecter. Je redouble donc à l'heure actuelle de la force et de la clarté de mon discours radical. C'est là tout mon «radicalisme irraisonnable».

«J'estime que ce qui était possible dans un club de discussion, dans un salon ou à une petite table de conférence, ne l'est plus quand il s'agit de millions d'êtres humains. Si nous voulons convaincre ces millions de nos compatriotes et leur faire accepter les restrictions que nous estimons nécessaires, nous devons leur dire clairement les raisons et les objectifs. Si paradoxe que cela puisse paraître, notre langage radical a pour but d'appeler à la raison et à la responsabilité.

«De plus, si nous appelons à la modération et à la raison, ce n'est pas parce que nous nous

Le Monde

publiera demain

- RÉPONSE À J.-M. PAUPERT : Gardez-moi de mes amis, par le rabbin Josy Eisenberg.
- IDÉES : Histoire : la Gaulle à la mode ; Un fantôme pris pour une science.
- TOURISME : Voyage et archéologie.

ARTUN UNSAL

Italie

Les détenus politiques de la prison de Palmi se prononcent pour la libération du magistrat enlevé

De notre correspondant

Rome. — A l'unanimité, les détenus politiques de la prison de haute sécurité de Palmi — où sont incarcérés les leaders historiques des Brigades rouges — se sont prononcés pour la «libération» du juge, M. D'Urso, séquestré depuis le 12 décembre par les B.R. Dans son huitième communiqué annonçant la condamnation à mort de l'otage, le groupe terroriste avait affirmé que le verdict et la décision d'«appliquer ou non la sentence» devaient être exprimés par les détenus des prisons de Palmi et de Trani, dont «le magistrat D'Urso est aussi le prisonnier». Le document du comité de lutte des prisonniers de Palmi a été confié au juge de surveillance et aussitôt transmis à Rome.

Le texte est divisé en deux parties. Dans la première, les détenus justifient la décision de gracier l'otage, expliquant en substance que la condamnation à mort était juste, mais que M. D'Urso avait «collaboré avec la justice prolétarienne» et que des objectifs importants, telle que la fermeture de la prison de haute sécurité de L'Asinara, ont été obtenus. Dans la seconde partie, les détenus poseraient néanmoins un certain nombre de conditions qui, n'ont pas encore été rendus publics. La ministre de la justice a démenti avoir envoyé un haut fonctionnaire à la prison de Palmi. Il n'y a donc officiellement aucune forme de négociation avec les détenus, qui auraient spontanément communiqué leur texte aux avocats du Secours rouge appelés sur les lieux.

A la prison de haute sécurité de Trani, qui s'était ouverte le 23 décembre dernier, une délégation de

cinq députés du parti radical s'est entretenue pendant deux jours avec les détenus «de toutes tendances». Trois députés sont restés sur place afin de servir vraisemblablement d'intermédiaires entre le comité de lutte des détenus et le gouvernement. Les deux parlementaires radicaux retournés à Rome ont annoncé que les prisonniers, sans prendre position sur le sort de M. D'Urso, ont demandé la libération de M. Gianfranco Faina, leader du groupe terroriste anarchisant Azione Rivoluzionaria, victime d'une tumeur, la fermeture de la prison pour femmes de Lecce et que les détenus soient placés dans des lieux de détention voisins du domicile de leurs proches.

Quelques choses bougent donc derrière la «fermeté» décidée par l'ensemble des forces politiques italiennes.

Les polémiques se poursuivent autour de la décision de certains journaux et de la télévision d'Etat d'appliquer «le silence de presse» sur les requêtes des terroristes. L'ordre des journalistes, qui a pris la décision de suspendre les deux rédacteurs de l'Espresso, MM. Scialoja et Bultrini, a lui aussi, critiqué, après le Syndicat des journalistes, le fait de ne pas informer complètement l'opinion sur le terrorisme. L'Inquisition des journalistes italiens devant ce précédent est d'autant plus forte que le Parlement doit prochainement débattre d'une loi — déjà votée par le Sénat l'an dernier — qui prévoit des peines de quatre à douze ans de prison pour délit «d'apologie et d'instigation au terrorisme», y compris par voie de presse.

MARC SEMO.



L'histoire
chaque mois
un rendez-vous
avec les grands
historiens
d'aujourd'hui

1940: Vichy joue Hitler

La violence chez les Gaulois

Napoléon, l'armée et la dictature

L'étrange affaire Troppmann

Bon pour un numéro spécimen

Nom _____
Adresse _____

désire recevoir sans engagement un numéro spécimen de
L'histoire
A retourner à L'histoire 57 rue de Seine 75006 Paris

M7/81

صكنا من الامل

LA POLITIQUE DE TRIPOLI ET SES RÉPERCUSSIONS

Les ambitions nucléaires du colonel Kadhafi

ainsi que de près de 300 tonnes d'uranium achetées au Niger.

Le régime du colonel Kadhafi a toujours, néanmoins, affirmé ses intentions pacifiques en matière nucléaire. Le Libye a d'ailleurs signé et ratifié le traité de non-prolifération nucléaire, et a conclu en juillet dernier avec l'Agence internationale de l'énergie atomique un accord de garanties qui place sous contrôle international l'ensemble des activités nucléaires libyennes.

Le jeu ?

(Suite de la première page.)

ambassadeur à Tripoli.

Ignorer l'insulte, fermer les yeux sur les interventions, n'a jamais constitué une bonne politique. Une telle attitude, comme M. Giscard d'Estaing peut s'en apercevoir aujourd'hui, n'aboutit qu'à encourager de nouveaux abus. D'où l'urgence pour la France de définir rapidement et clairement sa position à l'égard de la Libye aussi bien que du Tchad. Souhaiter, comme on paraît le faire aujourd'hui à Paris, « bien du plaisir » au colonel Kadhafi dans son opération d'annexion du Tchad est un peu court. C'est faire bon marché de la vie de milliers de Tchadiens. Ça s'appelle la politique du pire.

JACQUES AMALRIC.

Les réactions

« le pétrole »

(Suite de la première page.)

et des affaires étrangères avec l'accord du secrétaire général de l'Elysée, M. Jacques Wahl. Mais l'hostilité entre M. Giraud et le président de la S.N.E.A. est trop vive pour que le premier n'ait pas vu la l'occasion d'enfoncer le clou. D'autant que M. Chalandon se pignie d'avoir, lui aussi, des idées sur l'énergie, ce qui est insupportable. Ne disait-il pas récemment, toujours à Paris-Match, à propos du gaz : « Les contrats importants — celui avec l'U.E.S.S. représentera 30 % de notre consommation

« Les Américains nous mettent à l'épreuve, en pressurant pour qu'ils n'aient pas possible de faire autrement, d'accord. Mais dans le cas du gaz, la mer du Nord, l'Afrique, offrent une alternative pour la production gazière considérable. La SNEA propose de ne dépendre ni d'un pays, ni d'un seul type de pétrole, nous le nous ». Or cette déclaration intervient au moment où le gouvernement s'apprête, à la mi-juin, à donner son feu vert à Gaz de France pour la signature d'un nouveau contrat avec la S.S.S. Le premier conflit entre les deux hommes — à propos d'un éventuel achat par la SNEA d'une compagnie américaine (le 14 août) — était résolu par un rare accord structurel annoncé comme une solution à tous les problèmes.

L'actuelle tension confirme

une réforme de structure ne
écout jamais un conflit
hommes. Elle devrait se termi-
ner par une non-application de
l'accord libyen et la demande
suite à Elf-Aquitaine de ne pas
épenser un centime dans l'explo-
ration-production en Libye. Mais
on peut parier qu'il y aura d'au-
tres épisodes.

BRUNO DETHOMAS.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nor Djeddah via Khartoum. Le communiqué kényan consoldie l'hypothèse d'une opération de renouveau de la capitale de Nairobi. Celles-ci seraient en janvier 1976, extrade vers Israël, Palestiniens et gens Allemands. Les trois rois ont une attaque contre un avion "El Al". L'origine juive de la bombe est la propriété du Norfolk. L'explosion a eu lieu au moment du lieu de l'attentat. Le gouvernement kényan a déclaré que les "attentats" ont été "orchestrés" et annonce "des mesures strictes pour renforcer la sécurité des lieux". Le chef de la mission diplomatique kényane à Washington a également condamné l'attentat.

Enfin, les noms des ambassadeurs

rabes au Kenya, le bureau de la
ligue arabe à Nairobi a indiqué
que celles-ci avaient d'emblée
ouvert leurs cœurs aux autorités
kenyannes en vue de participer à
la découverte des secrets de cet
incident et de ses auteurs ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

» Le scénario que dessine cette réponse est peut-être inexact, mais il a tous les mérites de la vraisemblance. Il a celui d'être cohérent. Il a celui d'être équilibré. Il a celui d'être conforme à la doctrine officielle du chef de l'Etat dans l'affaire tchadienne, comportement dont l'ambiguïté a été démentie par la mise en garde adressée au général de Gaulle au Libye au moment même où ses mercenaires de la Légion étaient toujours réamplifiés de la capitale de Tripoli.

» On doit hésiter à l'écrire parce que c'est l'image de la France qui est en jeu. Mais si vraiment le chef de l'Etat a donné son accord qu'il avait au-

« Quel enchevêtrement de situations !... On ne peut pas aller à l'a-t-il pu être conduit à dénoncer l'accord de recherche de pétrole conclu il y a quelques semaines par le gouvernement français et à dénoncer de ce fait avec éclat le signataire français de cet accord, l'ancien ministre gaulliste Albert Leveau ? Dans les déclarations (...) qui présentent le double inconvénient d'accroître la confusion qui prévaut aux initiatives gouvernementales et de faire et d'effrayer un camouflet public à un dignitaire gaulliste à quelques semaines de l'élection présidentielle ?
 « L'ancien ministre du gouvernement français ne pouvait laisser accredité auprès de l'opinion l'existence d'un accord secret, laquelle le colonel Kadhafi avait acheté le silence de Paris dans l'affaire du Tchad par la distribution de quelques concessions pétrolières. »

(FRANÇOIS-HENRI DE VIREUX)

Nairobi. Le gouvernement kenyan a rendu publiquement, dimanche 2 janvier, les corps de deux personnes présumées de l'attentat de la Saint-Sylvestre à l'hôtel Norfolk de Nairobi qui fit quinze morts et 100 blessés, le 31 décembre 1981 (voir page 10 du Monde du 6 janvier). Il s'agit d'un ressortissant marocain âgé d'une vingtaine d'années, M. Qadoudi Mohamed, et d'Abd el Hamid, un jeune marocain. Abd el Hamid a communiqué, cet homme, après avoir appartenu à l'organisation Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), de l'attentat par le moyen duquel il a été tué. Les autorités kényennes ne précisent pas si le terroriste du Norfolk était toujours au FPLP.

M. Abd el Hamid était arrivé au Kenya le 23 décembre en passant par l'aéroport de Nairobi. Il avait dit qu'il a quitté la chambre numéro 7 de l'hôtel Norfolk le 31 décembre en fin de matinée après y avoir dormi toute la nuit. Il a déclaré, d'ailleurs, qu'il s'est ensuite envolé

pour Djeddah via Khartoum. Le communiqué kényan consolide l'hypothèse d'une opération de contre-terrorisme menée par le Nairobi. Celles-ci avaient, en janvier 1976, exécuté vers Israël une série d'attaques. Les responsables sont accusés d'avoir préparé une attaque contre un avion d'El Al. L'origine juive de la menace est ainsi mise en évidence. Il semble ne pas être étrange au choix du lieu de l'attentat.

Le communiqué kényan condamne cet « acte barbare et lâche » et annonce « des mesures énergiques pour renforcer la sécurité des pays arabes ». Il se termine sur une déclaration diplomatique de l'O.L.P. à Nairobi : « Le peuple arabe condamne l'attentat ».

Enfin, au nom des ambassades arabes au Kenya, le bureau de la presse du Nairobi a indiqué que celles-ci « avaient exprimé leur inquiétude et ouvert leurs cœurs aux autorités kényanes en vue de participer à la poursuite de la lutte de libération et de ses auteurs ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

du voyage de M. Chalaudon en Libye le 20 novembre 19 Le président de la République a présidé un enbrekien public par Paris-Match le 26 décembre : « La règle générale que nous appliquons est de ne pas recevoir d'ambassadeurs et d'envoyés à l'étranger nous travaillons dans quarante-trois pays — nous préoccuper des relations diplomatiques avec les autres pays politiques n'est pas notre affaire. Notre rôle est de maintenir notre. Quand nous nous établissons dans un pays, c'est pour rester dans ce pays. Nous n'avons pas besoin de stabilité. Il nous faut donc échapper aux alicés de la stabilité. » M. Chalaudon ajoutait que, dans les cas importants, les autorités étaient consultées.

Au-delà du moyen douteux utilisé par le gouvernement pour se blanchir dans l'affaire tchadienne nous nous sommes intéressés à la relance la question entre M. Giraud et M. Alain Chalaudon. Au ministère de l'Industrie, on a dit que M. Chalaudon avait démissionné et l'on murmure que le communiqué était l'œuvre com-

trés éprouvés. BRUNO DETHOMAS.

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
• Concours juridiques et économiques
ENA
• Examens de l'entrée à :
SCPO
PRÉPARATIONS COMPLÈTES
DE JANVIER à fin JUIN
et PRÉPARATION INTENSIVE
fin JUILLET à fin AOUT
• Entrée en AP
• Soutien en cours d'AP
• Préparation d'admission aux concours
TOUTS CONFIRMÉS DE REUSSITE
DEPUIS
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tel. 224 10 72
TOLBIAC 63, Av. d'Italie 75013 Paris
Tel. 355 10 72

AFRIQUE

Le Niger après le boom de l'uranium

(Suite de la première page.)

Le colonel Kadhaïf estime d'autre part avoir un certain rôle de protecteur vis-à-vis des minorités blanches qui peuplent les États sahéliens dont les gouvernements sont noirs. Touaregs du Mali et du Niger, Toubous du Niger et du Tchad. Les autorités de Tripoli délivrent très libéralement des passeports libyens aux Maliens, Nigériens et Tchadiens qui en font la demande. Beaucoup de ces derniers sont enrôlés dans les rangs de la légion islamique, ou même parfois dans l'armée régulière libyenne, tandis que la majorité d'entre eux trouvent du travail sur les chantiers pétroliers de l'intérieur du pays ou dans des entreprises de Tripoli et de Benghazi.

Dans un meeting tenu en octobre dernier à Ouagadougou, dans le sud-ouest de la Libye, le colonel Kadhaïf n'a pas hésité à attaquer de front les autorités de Niamey et de Lagos, accusant de persécution certains éléments de leurs populations : « Les frontières libyennes sont ouvertes aux Touaregs, fils de la nation arabe, qui souffrent de la répression et des camps d'extermination au Mali et au Niger », a-t-il dit à cette occasion. Cette déclaration fit, à l'époque, d'autant plus sourire à Niamey que nul n'ignore au Niger que les Touaregs sont des Berbères qui linguistiquement et ethniquement, n'ont rien à voir avec « la nation arabe », contre laquelle ils se sont souvent battus.

Les dirigeants nigériens savent qu'il ne faut pas prendre à la légère les menaces d'un voisin puissamment armé avec lequel ils possèdent plusieurs centaines de kilomètres de frontière commune. Depuis plusieurs années déjà, des soldats libyens occupent l'oasis nigérienne de Toumou et, en dépit des protestations des autorités de Niamey, n'ont jamais accepté de restituer ce puits à ses propriétaires.

Comme les Toubous tchadiens du Tibesti, les Toubous nigériens du Kourar et du Djado sont soumis à une intense propagande libyenne. Des portraits du colonel Kadhaïf circulent dans les camps de réfugiés et des vivres venus de Libye, le président Kountché se sent de plus en plus étroitement concerné par les nouveaux développements de la situation à N'Djaména. « Nous subissons les effets directs de ce régime », dit-il, à cause des Toubous, à cause du pétrole, à cause des incursions étrangères, mais surtout parce que nous redoutons la contagion du régime libyen, que nous faisons de la sécurité à nos frontières un objectif prioritaire... »

L'hypothèque des nomades

Néanmoins, si l'on excepte la région de Ngazmi, limitrophe du Lac Tchad, il semble curieusement que, face à la tragédie tchadienne, l'indifférence a, dans l'opinion publique, succédé à l'inquiétude. En revanche, le chef de l'État nigérien ne sous-estime pas l'hypothèque que constitue la dégradation de la situation au Tchad fait peser sur l'ensemble de l'Afrique occidentale et centrale.

Cependant, les autorités nigériennes sont convaincues de disposer de sérieux atouts face aux menaces de déstabilisation en provenance de Libye : l'absence de problème nomade, l'appui de voisins tels que l'Algérie ou le Nigeria, la coopération avec la France et surtout le contrôle de l'appareil d'État par l'armée.

Targui de la région de Filingue, Mouddour Zacharia, décédé depuis lors, faisait autrefois orgueil de ses frères de race. Haut juché sur un méhari, il ouvrait pendant près de quinze ans tous les défilés officiels, faisant à chaque fois une éblouissante démonstration de ses qualités de cavalier. Déjà chargé d'un secrétariat d'État à la chefferie et aux affaires nomades à l'époque de la loi-cadre Defferre, il fut chargé des affaires nomades et sahariennes jusqu'au coup d'État d'avril 1974.

Niamey s'étant convaincu qu'il n'y a plus de problème dans ce domaine, les affaires nomades relèvent désormais du ministère de l'Intérieur. Deux Touaregs font partie du gouvernement. « Il n'y a plus de nomades, mais des Nigériens éleveurs », répète à l'envi le président Kountché, qui précise : « J'ai supprimé le ministère des affaires nomades parce que je voulais éviter de

politique sensiblement analogue à l'égard, par exemple, des Touaregs du Hoggar. Niamey attache un grand prix au maintien d'étroites relations avec l'Algérie, puissant voisin du Nord qui fait valablement contrepoids à la force d'attraction libyenne. « Quel que soit le régime établi à Alger, il aura besoin du Niger pour conserver libre accès à un territoire », nous dit un diplomate occidental, avant de conclure : « Ni Alger ni Lagos ne resteraient les bras croisés si la Libye portait sérieusement atteinte à l'intégrité territoriale du Niger... »

Le président Shagari du Nigeria entretient de bons rapports avec son homologue nigérien. Originaires du Nord, il est né dans une province qui, depuis des temps immémoriaux, vit en symbiose culturelle et économique avec certaines parties du Niger méridional. Le Katsina nigérien et les sultanats de Maradi et de

ple, la France finance des projets dans la région de Dosso, le Canada à Diffa, la République fédérale d'Allemagne à Tahoua et à Agadez, les États-Unis à Niamey et la Banque mondiale à Maradi.

De 1970 à 1979, l'aide publique accordée au Niger a été de l'ordre de 400 milliards de francs C.F.A., dont 34 % en provenance de France. Cependant, les effectifs des coopérateurs français décroissent. On compte actuellement quatre cent trente et un postes, dont les deux tiers confiés à des enseignants. Une trentaine de postes demeurent vacants parce que concernant des techniciens de haut niveau pour lesquels les salaires versés en Europe sont déjà élevés.

Parmi les grands projets que finance la France figurent l'implantation du réseau national de télévision et l'extension du réseau de télécommunications, deux opérations vitales pour un pays vaste comme deux fois la France. La France participera également à la réalisation du barrage de Kandaji, au nord de Niamey, près de la frontière du Mali. Les travaux devraient en principe débuter en 1982. La production d'électricité du barrage et celle des charbonnages d'Anon-Araren devraient permettre aux Nigériens de s'affranchir de l'énergie servitude que représentent les importations de fuel.

Certes, les rapports entre les deux pays passent par des phases de tiédeur, puis de réchauffement. L'attitude française dans le domaine des rapports commerciaux irrite quelque peu les Nigériens. Ceux-ci voudraient voir leurs partenaires français disposer à partir de 1981 de la liberté de commerce, ce qui leur permettrait de vendre plus facilement leurs produits. Mais, pour l'instant, l'axe Niamey-Paris semble solide. Dans l'esprit du président Kountché, son maintien reste, comme la présence des militaires à la tête de l'État, l'un des meilleurs garants de la stabilité du Niger. Nuancé en ce qui concerne les rapports avec Paris, il est catégorique sur le deuxième point, lorsqu'il nous déclare sans autre commentaire : « Pas question pour l'instant de passer la main aux civils, ni même de revenir au régime des partis, alors que nos voisins nigériens envisagent de ramener de cinq à deux ou trois le nombre des partis autorisés chez eux... »

PHILIPPE DECRAENE.

Prochain article :

UN DÉSENCHANTEMENT CERTAIN

Zaire

• DÉMENTI GOUVERNEMENTAL A PROPOS DE TROUBLES AU KASAI : l'agence zairoise de presse A.Z.A.P. a pris, à partir, mercredi 7 janvier, le quotidien de la Libre Belgique, et dément les informations publiées par celui-ci selon lesquelles des troubles auraient éclaté dans la province du Kasai à la suite de la mise en résidence surveillée d'un groupe de commissaires du peuple compromis dans la « conspiration de la Saint-Sylvestre ». « On est très surpris à Kinshasa d'apprendre ces informations par ailleurs démenties de tout fondement », écrit notamment l'agence zairoise. — (Reuters.)

Libye

Le Congrès général du peuple remanie le « gouvernement » et militarise écoles et industries

Le Congrès général du peuple, la plus haute instance législative et exécutive de la Jamahiriya libyenne, a achevé ses travaux, mercredi 7 janvier, à Tripoli, en adoptant une série de résolutions dont la plus importante concerne le « développement des recherches nucléaires et des fins pacifiques » et la création d'un secrétariat (ministère) à l'énergie atomique. (Lire page 4.)

Le C.G.P. a également décidé, comme c'était prévisible (le Congrès a été convoqué en 1979, des liaisons entre l'exécutif et le commandement révolutionnaire) dirigé par le colonel Kadhaïf.

Le ministère de l'Intérieur, qui avait disparu en février 1979, a été recréé et confié à l'ancien responsable de la santé, M. Omar M. Obeidi, qui était à la tête du secrétariat au C.G.P., remplacé au bureau des relations extérieures par M. Ahmed Obeidi, venu récemment en visite à Paris, et dont on ignore la nouvelle affectation. Il semble que M. Obeidi sera chargé, comme c'est le cas actuellement de la diplomatie, en liaison avec le commandement révolutionnaire, tandis que M. Obeidi s'occupera des « bureaux populaires à l'étranger » (ambassades) et des contacts avec les « organisations populaires étrangères ».

La nouvelle équipe

Le nouveau Comité populaire général libyen, dont on trouvera la liste ci-dessous, est équilibré à un gouvernement, doit être « chapeauté » par un secrétariat général de cinq membres, dans lequel on devrait retrouver le commandant Jalloud, numéro deux du régime. Le colonel Kadhaïf a le titre de « guide de la grande révolution du 1^{er} septembre » (1969).

Le « gouvernement » comprend vingt-deux membres appelés « secrétaires » :

M. Jeddah Al Zawi, secrétaire général (président) (*). M. Abdel Atti Al Obeidi, secrétaire au bureau des relations extérieures.

M. Mohamed Belkassam Zwi, justice.

M. Abdel Majid Al Konoud, énergie atomique.

M. Moutah Al Osta Omar, intérieur.

M. Mohamed Al Mankouch, logement.

M. Omar Ahmad Al Maqel, industrie légère (*).

M. Joudah Al Arabsh, électricité.

M. Abou Zaid Omar Dourdah, économie (*).

M. Moutah Kalbah, sports.

M. Ali Abdessalam Triki, affaires étrangères (*).

M. Moussa Abou Fureyash, Plan (*).

M. Bachir Joudah, terre et réformation agraire (*).

M. Omar Al Mounassir, industrie lourde (*).

M. Mohamed Al Mabrouk, services publics.

M. Ibrahim Hassan, Sécurité, sociale.

M. Abdel Hafiz Al Zili, éducation.

M. Abdel Salam Al Zagar, pétrole (*).

M. Mohamed Hijazi, municipalités.

M. Boukhari Salem Hoda, communications et transport maritime.

M. Mourad Ali Lanki, santé.

M. Mohamed Kasseem Chahala, Trésor.

(*) Conservant leur portefeuille.

15 calculatrices programmables aux

POUR bien choisir une calculatrice, il faut demander conseil à un spécialiste qui connaît toutes les marques, tous les modèles, toutes les performances aux meilleurs prix : à Duriez, qui n'est orienté par aucun fabricant.

Prix Duriez

Remarquables : • Casio fx 3500, 38 pas + 6 mém., prix Duriez : 280 F tte. • Casio fx 502 P, 256 pas + 22 mém., adaptable sur magnétophone, prix Duriez : 685 F tte. • Sharp PC 1211, 124 pas en base, prix Duriez : 1250 F tte. • Texas Instruments T.I. 59, prix Duriez : 1300 F tte. • Hewlett Packard HP 41 C, la plus puissante, 1485 F tte.

Garantie un an pièces et main-d'œuvre. Satisfait sans délai ou remboursé. Duriez 132, bd Saint-Germain, Métro Odéon.

LE MONDE
maquette pour la diffusion de
ses lecteurs des publications d'annonces
numériques
vous y trouvez tout
LES BUREAUX
qui vous renseignent

Les grandes demeures. Architectures étonnantes, histoires attachantes: un livre à visiter tranquillement.

Les grandes demeures françaises méritent un grand livre. Ouvrez-le : castels, prieurés ou bastides vous y révèlent toute leur noblesse et leur charme. Sélection vous présente une centaine de ces

grandes demeures parmi les plus fascinantes sur les plans artistique et historique. Grâce à ce livre, découvrez une architecture d'autant plus belle qu'elle reste vivante.



Sélection du Reader's Digest éditeur de livres ?
Ouvrez celui-ci et vous découvrirez un éditeur exigeant.
Quel que soit le sujet, il est traité par les auteurs les plus qualifiés.

LES FAITS ne sont jamais déformés pour être simplifiés. De la couleur, des illustrations, des encadrés : Sélection crée de beaux livres dont la lecture est toujours passionnante.

Résultat : des ouvrages de référence dont l'intérêt ne s'épuise pas.

Sélection du Reader's Digest.

En vente chez votre libraire.

صكنا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Iran : la guerre « bénie »

IV. — L'« IMPOSSIBLE DÉFAITE »

La guerre favorise l'aile « militante » du clergé qui profite tout à la fois du vent patriotique qui souffle sur le pays et de la radicalisation des revendications populaires. Les « pasdaran » (gardiens de la révolution) s'affirment comme une force militaire et politique au détriment des « libéraux » qui paraissent être sur leur déclin. (Le Monde des 6, 7 et 8 janvier.)

Téhéran. — Négociation, compromis, cessez-le-feu, médiation : voilà des mots qu'un diplomate digne de ce nom ne devrait pas prononcer en présence des dirigeants iraniens. A moins qu'il ne proclame publiquement que dans la guerre du Golfe non seulement l'Irak est l'agresseur, mais aussi que le président Saddam Hussein est, au choix, un infidèle, un fasciste, un criminel méritant la potence.

Tous ceux qui se considèrent des amis de la République islamique, se sont précipités à Téhéran pour offrir leurs bons offices ont été fermement éconduits. Les responsables iraniens, pour une fois unanimes, en étaient pleinement indignés. Comment pourrait-on, disent-ils à leurs interlocuteurs, être tout à la fois ami et médiateur : en d'autres termes, neutre entre l'agresseur et l'agressé, entre la victime et le bourreau ?

Les dirigeants iraniens ne croient pas non plus aux vertus de la diplomatie secrète. Confrontés à leur principe que « toute la vérité doit être dite au peuple », ils ont l'habitude de diffuser unilatéralement un compte rendu, plus ou moins fidèle, de leurs entretiens avec des interlocuteurs étrangers. Ainsi a-t-on appris que M. Arafat s'était fait rudoier avant de s'entendre dire que l'O.L.P., en raison de ses positions « ambiguës », s'était « discrédité aux yeux des peuples opprimés ».

Le département d'Etat se montre toujours très prudent sur les chances d'un dénouement rapide de l'affaire des otages

M. Warren Christopher est arrivé à Alger

Le sous-secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, est arrivé, ce jeudi matin 8 janvier, à Alger, où il doit avoir des entretiens avec le chef de la diplomatie algérienne, M. Benyahia pour « faire le point » sur le problème des otages. M. Christopher, qui doit exposer au gouvernement algérien la position américaine, n'est pas porteur d'un nouveau message américain, a indiqué un porte-parole du département d'Etat. Son voyage intervient à la suite de l'échange de messages entre Téhéran et Washington dans la nuit de mardi à mercredi par l'intermédiaire des émissaires algériens.

M. Christopher est le principal interlocuteur des Algériens, qui agissent comme intermédiaires entre Téhéran et Washington depuis un peu plus de deux mois. Malgré ce départ imprévu de M. Christopher pour Alger, le département d'Etat continuait à être très prudent sur les chances d'un dénouement rapide de l'affaire des otages.

« On peut être très près d'un accord sans pour autant qu'il y ait un accord », a souligné un autre porte-parole du département d'Etat, M. David Passag. « Pour le moment, les Iraniens n'ont pas encore donné d'indication sur le fait qu'ils étaient prêts à un accord » a-t-il ajouté.

Après l'envoi à Washington par l'Iran d'une série de « questions » sur la réponse américaine communiquée à la fin de décembre à Téhéran, des responsables du département d'Etat ont été entendus par M. Christopher, s'étaient réunis avec M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, pour mettre au point une nouvelle réponse à cette demande d'éclaircissements. Elle a été envoyée tôt mercredi matin à Téhéran, via Alger. Dans

De notre envoyé spécial
ÉRIC ROULEAU

Une distinction majeure, cependant, est faite entre le « Grand Satan » et le moins grand : l'Irak s'estime en guerre contre l'Amérique. Celle-ci est accusée d'être l'instigatrice de l'invasion iranienne. La complexité du régime de Bagdad qui s'est donné pour tâche de renverser le régime de Khomeiny, objectif que Washington n'a pas atteint par d'autres moyens. Toutes les déclarations, tentatives, à la mi-octobre, du président Carter — qui a condamné l'« agression » de l'Irak, proné le retrait de ses troupes, défendu l'unité et l'intégrité territoriale de la République islamique — ont été accueillies par un silence méprisant. Quel que soit le rôle des États-Unis dans la guerre du Golfe, nous expliquait l'homme d'État iranien, l'impérialisme américain dans les domaines « économique, social, culturel et psychologique ».

L'aire géographique des forces malaisantes dépasse de loin les frontières de l'U.R.S.S. et des États-Unis pour s'étendre à la majeure partie de la planète : l'Europe et le Japon, « satellites de l'impérialisme américain » tout autant que la plupart des États musulmans ; les pays du tiers-monde, et même l'Irak, mais qui dans la pratique, sont sous l'influence de Moscou et de Washington ; l'ONU des lors d'est que « le docile instrument des superpuissances ». Même le nationalisme arabe est suspect dans la mesure où il est fondé sur une idéologie qui divise la « oumma » (la nation islamique) en plus désagréable surprise d'entendre à la radio une version, la plus souvent « fantaisiste » selon eux, de la conversation confidentielle qu'ils venaient d'avoir avec tel ou tel responsable. Dans l'affaire des otages, il a fallu de longues tractations préliminaires pour convaincre le premier ministre, M. Mohamed Radjaj, de ne pas divulguer, au jour le jour, les échanges entre Téhéran et Washington.

Les rapports qu'entretiennent Téhéran avec les capitales étrangères sont marqués par une nationalisme exacerbé, dont l'islam chite est l'expression la plus élo-

se, bat l'Iran « dans la phase actuelle », selon les termes de M. Radjaj, mais le tour de la Russie viendra, promet-on. En attendant, expliquait le chef du gouvernement, le 2 septembre, il n'est pas question de pratiquer une politique d'équilibre, d'exploiter les contradictions entre les deux Grands de s'appuyer sur l'un pour affronter l'autre. D'où le refus catégorique, proclamé au début de la guerre du Golfe, d'accepter la moindre aide militaire de Moscou qui, d'ailleurs, a démenti avoir formulé une telle offre.

Un splendide isolement

fermé dans un splendide isolement. Tant les « libéraux » que les communistes (surtout en ce qui concerne le mouvement ouvrier) ont été écartés du mouvement. Les communistes ont cessé de parler, les libéraux ont été écartés du mouvement. Les communistes ont cessé de parler, les libéraux ont été écartés du mouvement. Les communistes ont cessé de parler, les libéraux ont été écartés du mouvement.

En réponse à toutes ces critiques, dont la presse se fait l'écho, la République islamique a rétorqué : « La République islamique n'est pas isolée, les peuples nous soutiennent, et c'est l'essentiel ». L'imam Khomeiny ne s'embarrasse pas pour dire nettement que la solitude est pain bénit.

Le rapport des forces paraît nettement en faveur de l'Irak. Avant de prendre l'initiative des hostilités, Bagdad avait constitué des stocks considérables d'armes et de munitions. Le régime de Téhéran, en revanche, n'a pas de stocks d'armes et de munitions. Le régime de Téhéran, en revanche, n'a pas de stocks d'armes et de munitions.

La République islamique supporte mal la comparaison. Elle est en effet, dans le monde, en produits raffinés, mais elle a dû pour cela réduire de moitié sa consommation, passant de 1.500 à 800 barils/jour, et elle ne peut occuper durablement le territoire irakien sans réserves. Ses réserves de pétrole, évaluées à 100 milliards de barils, sont donc considérablement réduites. Ses réserves de pétrole, évaluées à 100 milliards de barils, sont donc considérablement réduites.

L'opinion en Iran est, malgré tout, quasi unanime pour estimer qu'une défaite est impossible. L'armée iranienne, faite d'hommes, ne peut pas l'emporter dans une guerre de partisans. Elle ne peut occuper durablement le territoire irakien sans réserves. Ses réserves de pétrole, évaluées à 100 milliards de barils, sont donc considérablement réduites.

Quant au rôle de l'Algérie, M. Nebavi a précisé que cette dernière n'avait pas pris d'engagement « dépassant son rôle d'intermédiaire », bien qu'elle puisse faire des propositions. Il a confirmé à ce propos que le gouvernement algérien avait fait savoir qu'il acceptait d'être « dépositaire » des garanties qui seraient éventuellement fournies par Téhéran et Washington dans l'affaire des otages. — (A.F.P.)

ASIE

LE VOYAGE DE M. SUZUKI EN ASIE DU SUD-EST

Tokyo entend assumer des responsabilités importantes dans le maintien de la stabilité de la région

Tokyo. — Rompant avec une tradition bien établie par ses prédécesseurs, qui consistait à effectuer leur première visite officielle aux États-Unis, le premier ministre Suzuki a quitté Tokyo ce jeudi 8 janvier pour Manille où il commence une tournée de deux semaines des pays de l'ASEAN (1).

Ce choix témoigne de l'importance que le Japon attache à une région avec qui « économiquement il entretient des relations d'interdépendance étroites, et dont, politiquement, la stabilité est de plus en plus essentielle à sa propre sécurité », nous a déclaré une source officielle.

Si les relations économiques et la coopération entre l'ASEAN et le Japon seront au centre des entretiens de M. Suzuki à Manille, puis à Djakarta, Singapour, Kuala Lumpur et Bangkok, le principal objectif de sa visite sera « d'explorer les possibilités pour le Japon d'aider les membres de l'ASEAN à renforcer leur action en vue du maintien de la paix et de la sécurité dans la région ».

Il paraît clair que si le Japon, comme il commence à le faire et le fera de plus en plus au cours de cette décennie, entend se départir de la réserve qu'il a observée depuis la guerre sur la scène internationale, l'Asie du Sud-Est sera la zone privilégiée de son action. Cette région est, en effet, la plus importante, commerciale et financière de la puissance mondiale japonaise. Elle est riche en matières premières dont le Japon a un besoin croissant. Enfin, elle est baignée par des mers où transitent 78 % des approvisionnements nippons en pétrole et 40 % des exportations de l'archipel.

Washington. — Malgré la victoire républicaine à l'élection présidentielle, c'est un éminent démocrate, M. Mike Mansfield, qui continuera à représenter les États-Unis au Japon. M. Ronald Reagan, qui a annoncé qu'il créera de manières instantanées, mardi 7 janvier, précisant que cette décision lui avait été suggérée par son futur secrétaire d'Etat, le général Haig. Ce dernier — en attente d'un vote de confirmation du Sénat, — s'est attiré ainsi quelques sympathies chez les sénateurs démocrates, qui voient avec plaisir leur ancien chef de groupe diriger l'une des ambassades les plus importantes.

Agé de soixante-seize ans, M. Mansfield avait été nommé à Tokyo par le président Carter. Sa reconduction devrait plaire, pense-t-on, aux Japonais qui connaissent la passion de l'ambassadeur pour le monde asiatique. « L'alliance entre nos deux pays », déclarait-il en octobre dernier, constitue la relation bilatérale la plus importante du monde. »

On retrouve à peu près la même idée dans un rapport qui a été présenté mercredi au président Carter et au premier ministre japonais, M. Suzuki. Rapport établi par une commission mixte de huit personnes, constituée en mai 1979 à l'initiative des gouvernements américain et japonais, pour étudier les relations économiques entre les deux grands du monde industrialisé. La commission compte notamment un ancien ministre japonais, M. Ushiba, un ancien ambassadeur américain à Tokyo, M. Ingersoll, le P.D.G. de Sony, M. Morita, et celui de la Bank of America, M. Clausen, qui occupera bientôt la présidence de la Banque mondiale.

Aux seuls, les États-Unis et le Japon contrôlent un cinquième du commerce international. Leurs relations, affirme le rapport, « ne sont pas seulement vitales pour la sécurité et la prospérité des deux pays ; elles sont cruciales pour le monde dans son ensemble ».

Au cours des années 70, les échanges entre les deux pays sont passés de 10,5 à 50 milliards de dollars. Le Japon attire désormais 10 % des exportations américaines, tandis que les États-Unis absorbent 25 % des exportations japonaises. La balance penche en faveur de Tokyo et de plus en plus. Le surplus a été de 10 milliards de dollars environ en 1980.

Le rapport essaie de dédramatiser ce déséquilibre en soulignant que c'est la balance globale d'un pays qui compte. Les États-Unis ne trappent-ils pas ailleurs, notamment en Europe, ce qu'ils « perdent » au Japon ?

Les États-Unis ont longtemps été considérés par Tokyo comme le champion du libre-échange. Ce n'est plus du tout le cas. Les Japonais ont même le sentiment que les mesures protectionnistes envisagées à Washington sont dirigées essentiellement contre eux. Et aux États-Unis, après avoir beaucoup admiré le partenaire nippon, on commence à dénoncer ses pratiques commerciales « déloyales ».

On accuse, d'autre part, les Japonais de profiter gratuitement du parapluie militaire américain, utilisant pour leurs industries des sommes qui auraient dû être consacrées à la défense... Bref, le doute s'insinue peu à peu — et des deux côtés. Comme on l'avait deviné, les auteurs du rapport sont contre le protectionnisme. A leur avis, les

De notre correspondant

était devenu évident pour le Japon qu'il devait « jouer un rôle plus actif dans la région que simplement renforcer la coopération économique ». Rien ne s'oppose plus à cette évolution : les États-Unis et la Chine le poussent au contraire à avoir une politique de défense plus active et à assumer des responsabilités plus grandes dans le maintien de la stabilité régionale. Quant à

l'évolution de la situation asiatique après l'invasion du Cambodge par le Vietnam et de l'afghanisme par l'U.R.S.S., elle a fait disparaître les dernières démagogues nationalistes des pays de l'ASEAN.

A tort ou à raison, en Asie du Sud-Est comme à Tokyo — et évidemment à Pékin — c'est la « menace soviétique » — directe ou proférée derrière les Vietnamiens — qui suscite les plus grandes inquiétudes.

Les vieux démons exorcisés

Pas plus qu'ils ne critiquent l'impérialisme japonais, les dirigeants des pays de l'ASEAN ne dénoncent l'effort militaire de Tokyo : dans deux récentes entrevues à des journaux japonais, M. Lee Kuan Yew à Singapour et le président Marcos à Manille ont déclaré en des termes pratiques le versement du milliard de dollars en assistance, promis par M. Fukuda en 1977.

Après la seconde crise pétrolière, les pays de l'ASEAN ont été conduits — à l'exception de la Thaïlande — à favoriser par tous les moyens les apports de capital étranger : ce qui ne fait que faciliter la pénétration japonaise de leur économie.

Les Japonais détournent 45 % des investissements étrangers dans l'ASEAN : ceux-ci ont doublé entre 1974 et 1979 pour se chiffrer à près de 5 milliards de dollars. La majorité des investissements japonais (82 %) ont été faits en Indonésie, riche en pétrole, suivie par Singapour.

On note, au cours des cinq dernières années, un accroissement important des échanges : en 1979, les importations nippones au profit de l'ASEAN se sont montées à 16 milliards de dollars contre 9,5 milliards d'exportations.

PHILIPPE PONS.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Un rapport d'experts américano-japonais invite le gouvernement nippon à jouer « un rôle international plus actif »

De notre correspondant

échanges entre les deux pays sont passés de 10,5 à 50 milliards de dollars. Le Japon attire désormais 10 % des exportations américaines, tandis que les États-Unis absorbent 25 % des exportations japonaises. La balance penche en faveur de Tokyo et de plus en plus. Le surplus a été de 10 milliards de dollars environ en 1980.

Le rapport essaie de dédramatiser ce déséquilibre en soulignant que c'est la balance globale d'un pays qui compte. Les États-Unis ne trappent-ils pas ailleurs, notamment en Europe, ce qu'ils « perdent » au Japon ?

Les États-Unis ont longtemps été considérés par Tokyo comme le champion du libre-échange. Ce n'est plus du tout le cas. Les Japonais ont même le sentiment que les mesures protectionnistes envisagées à Washington sont dirigées essentiellement contre eux. Et aux États-Unis, après avoir beaucoup admiré le partenaire nippon, on commence à dénoncer ses pratiques commerciales « déloyales ».

On accuse, d'autre part, les Japonais de profiter gratuitement du parapluie militaire américain, utilisant pour leurs industries des sommes qui auraient dû être consacrées à la défense... Bref, le doute s'insinue peu à peu — et des deux côtés. Comme on l'avait deviné, les auteurs du rapport sont contre le protectionnisme. A leur avis, les

barrières douanières ne résolvent rien, elles enfoncent même l'économie au point de rendre dans ce cas, un appel est lancé aux États-Unis pour qu'ils améliorent leur productivité, et au Japon pour qu'il modifie, non pas ses tarifs et ses quotas — jugés aussi souples qu'en Amérique — mais ses dispositions administratives. Prenant les choses de plus haut, les auteurs du rapport développent des recommandations de principe qui vont bien au-delà de l'économie :

1) Les États-Unis doivent « améliorer la qualité de leurs consultations avec leurs alliés », reconnaître « la disparation du pouvoir » qui s'est opérée depuis la seconde guerre mondiale et l'« interdépendance » entre les différents pays.

2) Le Japon doit se donner « un rôle international plus actif », consacrer à la défense une part plus importante de sa puissance économique. On l'invite à « clarifier » sa politique de défense, « renforcer » ses capacités d'autodéfense. Mais sachant parfaitement qu'il ne peut aller très loin dans ce domaine, les auteurs du rapport lui suggèrent de compenser ce manque par une assistance accrue au tiers-monde, non plus, comme par le passé, pour des intérêts commerciaux immédiats, mais pour « promouvoir la stabilité politique ».

L'étude avait été commandée par MM. Carter et Ohira. On ignore ce qu'en feront MM. Reagan et Suzuki.

ROBERT SOLÉ.

Afghanistan

Des appels menaçant de se multiplier si leur service est prolongé

Certains appels de l'armée régulière afghane menacent d'entrer en rébellion et la durée de leur service — actuellement de six mois — est prolongée de six mois, ainsi que l'envisagent les autorités. Ils rendront au Pakistan avec leurs armes s'ils ne sont pas libérés de leurs obligations militaires en temps voulu, a indiqué un officier supérieur, selon une source diplomatique à New-Delhi. Ces appels devaient être libérés ce jeudi 8 janvier, mais le ministère de la défense a proposé qu'ils prolongent de six mois leur service et que leurs soldes soient augmentés.

D'autre part, le chef de la police de Kaboul, M. Nayab Khail, a été arrêté le 30 décembre, et accusé d'« abandon de poste et d'incapacité à prévenir et à réduire la révolte des policiers » ayant éclaté, la veille, dans la capitale, à la suite de la New-Delhi. Une centaine de cons-

crits des forces de police avaient alors marché vers le ministère de l'intérieur pour protester contre le prolongement de leur période de service : quatre-vingt-huit policiers sont, depuis lors, consignés dans leurs casernes et quatre autres soumis à des interrogatoires.

Le sort de certains membres de l'armée régulière afghane connue pour l'atténuer les spéculations. A la suite d'une confusion, la presse pakistanaise avait annoncé la défection du vice-premier ministre, M. Abdurrahman Ayub, s'agissait en fait de M. Aziz Ayub, vice-ministre de l'éducation, qui s'est réfugié au Pakistan en décembre.

A New-York, M. Xavier Perez de Cuellar, sous-secrétaire général de l'ONU, a commencé des consultations avec des représentants du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Iran pour tenter de trouver une solution à la crise afghane.

C.L.E.F.

MONDE ARABE

COURS

d'ARABE JOURNALISTIQUE

Inscription immédiate :

43, rue des BOURDONNAIS

75001 PARIS

Tél. (nouveaux n°) : 508-15-87

de 14 heures à 18 heures.

FIN

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

El Salvador

Les menaces d'internationalisation du conflit se précisent

« Il n'y a pas le moindre doute que des mercenaires nord-américains se battent au côté de l'armée salvadorienne », a déclaré, le mercredi 7 janvier à Panama, le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, le Péro Miguel d'Escoto. Le ministre a ajouté qu'il était possible que des Nicaraguayens et des Panaméens combattent avec la guérilla salvadorienne, « étant donnée la sympathie de nombreux leaders de ces pays pour la cause du peuple salvadorien ».

Il a également jugé vraisemblable l'information diffusée la veille par l'opposition salvadorienne (et qualifiée de « calomnie » par les officiels salvadoriens), selon laquelle d'anciens gardes nationaux somozistes participeraient à la guerre civile au côté de l'armée.

De son côté, une organisation hondurienne de solidarité avec le peuple salvadorien (C.H.S.P.S.) a dénoncé, le mercredi 7 janvier à Tegucigalpa, la préparation d'une offensive militaire conjointe, par les forces armées des deux pays centra-américains, contre les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale installés à la frontière.

« En cas d'intervention, toute l'Amérique centrale se viendrait », a prophétisé le C.H.S.P.S.

Le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), qui regroupe l'opposition politique salvadorienne, a lancé un appel aux fonctionnaires « pour qu'ils abandonnent immédiatement leurs postes », et se joignent « aux actions qu'entreprendra, dans quelques jours, le peuple en vue de sa libération définitive ». Le F.D.R. a annoncé, à plusieurs reprises, le lancement d'une offensive armée et l'imminence d'un soulèvement général contre la junte du gouvernement.

Les rebelles souhaitent créer une « situation irréversible » au Salvador avant l'installation, le 20 janvier, de M. Ronald Reagan à la Maison Blanche.

Les révolutionnaires ont, le mardi 6 janvier, occupé brièvement la localité de Sesori, à 100 kilomètres à l'est de la capitale. Un autre groupe de guérilleros, le même jour, a occupé une station de radio, à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale, y diffusant un certain nombre de mots d'ordre codés. De son côté, le ministre de la défense, le colonel García, a assuré, le mardi

6 janvier, que les violents combats qui se sont déroulés, trois jours durant, dans la zone du volcan de Guazapa, à 30 kilomètres au nord de San-Salvador, avaient fait au moins quatre morts dans les rangs des guérilleros et trois blessés seulement parmi les soldats salvadoriens.

D'autre part, l'armée salvadorienne a décidé de traduire en cour martiale le colonel Adolfo Mejano, passé à la clandestinité après son éviction de la junte de gouvernement, à déclaré, le mardi 6 janvier à San-Salvador, le ministre de la défense. Le colonel Mejano, considéré comme le plus modéré des représentants de l'armée au sein de la junte, avait refusé le poste d'attaché militaire à Madrid qu'on lui avait proposé après la reconstruction de la junte, le 18 décembre dernier.

Enfin, on était toujours sans nouvelles, le jeudi 8 janvier, du journaliste américain John Sullivan, de la revue *Hustler*, disparu depuis le 28 décembre, jour de son arrivée à San-Salvador. Sept citoyens des États-Unis ont été assassinés au Salvador depuis un mois.

États-Unis

M. TERREL BELL EST NOMMÉ MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Washington (A.F.P.). — M. Reagan a annoncé, mercredi 7 janvier, qu'il avait choisi M. Terrel Bell, actuellement haut-commissaire à l'éducation dans l'État, pour diriger le ministère fédéral de l'éducation dont le président élu souhaite par ailleurs le démantèlement.

Avec la désignation de M. Bell, le président élu a achevé d'attribuer les treize portefeuilles de son cabinet. Il reste cependant encore à nommer le représentant spécial pour le commerce qui, sans faire partie du cabinet, a cependant rang de ministre.

Agé de cinquante-neuf ans, M. Bell a servi dans le corps des « marines » de 1942 à 1947 avant d'entrer dans l'enseignement. Il a été notamment professeur de sciences dans un lycée de l'Idaho mais a bifurqué au début des années 60 vers l'administration scolaire. Il a occupé différents postes administratifs dans des établissements d'enseignement.

Il avait été, de juin 1974 à août 1976, commissaire fédéral à l'éducation et à la main-d'œuvre sous les ordres de M. Carter. M. Weinberger, alors ministre de la santé, de l'éducation et de la vie sociale (le département de l'éducation en a depuis été séparé par le président Carter) et qui doit, si sa nomination est confirmée par le Sénat, devenir le ministre de la défense de M. Reagan.

● Incidents antisémites à Los Angeles. Des croix gammées et des slogans nazis ont été peints mercredi 7 janvier sur les murs du centre d'étude Simon-Wiesenthal à Los Angeles. Au cours des derniers mois, plusieurs centaines de croix gammées ont été peintes, des incendiaires ont tenté de mettre le feu à une synagogue d'une localité voisine et les murs d'un théâtre de la ville qui présentait une pièce juive ont également été barbouillés d'inscriptions nazies. — (A.F.P.)

La France et l'Australie ont signé un accord de garanties nucléaires

Un accord relatif aux transferts nucléaires entre la France et l'Australie, résultant de longues négociations, a été signé, mercredi 7 janvier à Paris, par M. Howland, ambassadeur d'Australie en France, et M. de Leusse, secrétaire général du ministère français des affaires étrangères.

« Cet accord, indique un communiqué du Quai d'Orsay, fixe les conditions qui s'appliqueront aux transferts de matières, d'équipements et de technologie nucléaires entre l'un et l'autre pays. Il prévoit pour l'essentiel que les éléments ainsi transférés seront soumis, dans les territoires du destinataire, aux garanties et contrôles d'utilisation pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

» L'accord permet également à chaque pays, poursuit le communiqué, de procéder au retraitement des combustibles nucléaires, à partir de l'uranium reçu de l'autre partie. Ceci signifie en particulier pour la France qu'elle pourra utiliser pour son programme électro-nucléaire le plutonium produit à partir d'uranium d'origine australienne.

Cet accord met fin à de très longues négociations, rendues difficiles par la position qu'avait jusqu'ici le gouvernement australien en matière de non-prolifération. Canberra défendait en effet des positions proches de celles de Washington et était réticent à accepter des clauses, comme celles finalement introduites dans l'accord franco-australien, donnant aux acheteurs d'uranium australien une com-

plète liberté d'usage, particulièrement pour ce qui concerne le retraitement. Le 27 novembre dernier, le gouvernement australien avait annoncé officiellement l'assouplissement de sa position. L'accord franco-australien devrait permettre le déblocage de plusieurs négociations engagées entre des groupes français et australiens.

LA LETTRE DE M. BOKASSA À M. FRANÇOIS-PONCET RESTERA SANS RÉPONSE

Aucune suite ne sera donnée à la lettre récemment envoyée par l'ex-empereur Bokassa à M. François-Poncet, indiquait-on mercredi 7 janvier, dans les milieux français.

À la suite de sa condamnation à mort par contumace à Bangui, l'ex-empereur avait fait parvenir une lettre à M. François-Poncet en lui demandant de la transmettre au secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim (le *Monde* daté 28-29 décembre). L'ex-monarque souhaitait que les Nations unies fassent la lumière sur les événements de Bangui ayant entraîné sa condamnation à mort.

Dans les mêmes milieux on confirme que cette lettre a été reçue, mais on ajoute qu'aucune suite n'y sera donnée. Le ministre des affaires étrangères n'étant pas chargé de transmettre à des tiers le courrier de l'ancien chef d'État centrafricain.

« Nous contrôlons politiquement plusieurs zones du pays »

affirment les dirigeants du Front Farabundo Martí

Mexico. — « En s'essayant sur le couvercle de la marmite, la tyrannie rend le contenu plus explosif encore. Le peuple salvadorien a recours à la violence, car c'est la seule façon pour lui de défendre ses droits », nous déclare M. Salvador Cayetano Carpio, un des cinq membres de la direction exécutive du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (F.F.M.L.N.) d'El Salvador. « Le côté radical de notre processus a des racines historiques dont la plus connue est l'assassinat, en 1932, de trente mille paysans par l'armée qui, depuis, n'a pratiquement pas quitté le pouvoir. Il s'explique, également, par l'énorme pourcentage du chômage, par le poids spécifique très important des salaires dans la population active, par cinquante ans d'une tyrannie militaire qui a toujours défendu les patrons ».

Plus connu dans son pays sous son nom de guerre de « Maximal », M. Carpio, après avoir été secrétaire général du P.C. salvadorien, a fondé une des organisations de lutte armée qui composent aujourd'hui le F.F.M.L.N. « Le Front Farabundo Martí rassemble toutes les organisations politiques — militaires de gauche, dit-il, le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.) et le Front révolutionnaire (F.R.), et à l'abandon, de son côté, un projet politique que le F.F.M.L.N. appuie. »

Le F.F.M.L.N. vient de publier un programme en six points et une commission de travail prépare la formation d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire (G.D.R.).

Villes et campagnes

Le G.D.R., selon M. Carpio, devra « garantir la souveraineté et l'indépendance nationale » ; il devra « assurer une juste distribution de la richesse et de la santé ainsi que l'exercice effectif des droits démocratiques par la majorité » ; il « appliquera une politique internationale de paix et de non-alignement » ; il « garantira la représentation démocratique de tous les secteurs populaires démocratiques et révolutionnaires ayant activement participé au renversement de la dictature militaire » ; il « appuiera tous les entrepreneurs privés qui coopèrent au développement économique du pays et à la réalisation de ce programme ».

Le cinquième point du programme, notable depuis l'éviction de la junte du colonel Mejano, stipule que « le G.D.R. créera une armée de type nouveau intégrée par l'armée populaire révolutionnaire et par les groupes d'indigènes sains et patriotes qui se trouvent parmi les soldats et les officiers de l'armée actuelle ».

« Ceux qui quittent maintenant

De notre correspondant

L'armée sont invités à discuter de la formation du nouveau gouvernement, déclare, de son côté, le commandant Beltrán, un des membres de la direction du F.F.M.L.N. Ceux qui rejoindront le Front seront invités à participer à sa formation et leurs grades seront respectés ».

La phase actuelle est, selon les dirigeants du F.F.M.L.N., une « phase de préparation de l'offensive finale ». « Il s'agit de multiplier des actions armées limitées dans toute le pays, mais aussi contre des objectifs militaires importants. Nous pouvons déjà affirmer que nous exerçons le contrôle politique sur certaines zones du pays dans la mesure où la population y est en grande majorité intégrée à nos organisations de masse, mais nous ne pouvons pas encore prétendre à l'existence de zones libérées à proprement parler », ajoute le commandant Cienfuegos, membre, lui aussi, de la direction exécutive du F.F.M.L.N.

Selon lui, l'armée révolutionnaire compte cinq mille hommes et dispose de trente mille réserves encore affectées à des tâches politiques mais qui, progressivement, s'engagent au combat. Les milices et groupes d'autodéfense, dont le nombre est difficile à évaluer avec précision se comptent dans tout le pays par dizaines de milliers. La qualité et le puissance de feu de l'armement semblent avoir augmenté. Les révolutionnaires utilisent maintenant des canons et des mortiers de 80 et de 105.

Depuis l'unification des cinq organisations au sein du F.F.M.L.N., les guérilleros ont un commandement unique. Le pays est divisé en quatre « zones » et chaque d'un état-major conjoint. Les révolutionnaires risquent de se heurter à des difficultés qui tiennent au manque d'expérience de leurs troupes dans les offensives de grande envergure. On peut aussi s'interroger sur le soutien, au moment des combats, des secteurs de la population qui ne sont pas intégrés dans les organisations de masse révolutionnaires. Le commandant Cienfuegos estime, cependant, que les combattants du F.F.M.L.N. ont déjà acquis une certaine expérience de la guerre au cours des multiples actions. « Nous n'avons pas encore utilisé tout notre potentiel, affirme-t-il. De nouvelles expériences sont nécessaires. Quant au soutien de la population, il faut d'abord rappeler que si depuis le mois d'août elle refuse de descendre dans la rue pour les manifestations pacifiques, elle demande des armes avec de plus en plus d'insistance. Dans les campagnes, elle a confiance. Dans les grandes

villes, où elle est soumise à la propagande de la dictature, nous devons faire face à une certaine incertitude quant à nos capacités à vaincre. »

« L'élection de M. Ronald Reagan ne détermine pas nos décisions », affirme le commandant Cienfuegos, mais le jour de son arrivée au pouvoir, il trouvera le peuple salvadorien à l'offensive. »

Propos recueillis par FRANCIS PISANI.

Société d'exploitation de la

BROCANTE

DU BATIMENT

matériaux anciens

REMISE 30% SUR CHEMINÉES

CARRELAGES

OBJETS en PIERRE

128, quai de Jemmapes, Paris-10° - 203.47.51

Ouvert tous les jours de 8 h à 18 h 30 (sauf dimanche)

Trois jours de l'Alternative à la FNAC

Débat à l'Auditorium, Forum des Halles

Mardi 13 janvier, 18 h :

Pologne. Où en est «Solidarité» ?

avec : Krzysztof Pomian (correspondant de l'Université volante) - Andrzej Seweryn (acteur, membre du syndicat Solidarnosc) - Alexandre Smol (porte-parole du KOR)

Jeudi 15 janvier, 18 h :

La Pologne vue des pays de l'Est

avec : Vladimir Borissov (U.R.S.S. Fondateur du syndicat libre S.M.O.T.) - Paul Goma (Roumanie) - Pierre Kende (Hongrie) - Jiri Pelikan (Tchécoslovaquie)

Vendredi 16 janvier, 18 h :

Répression en U.R.S.S.

avec : Kromid Lubarski (éditeur des U.S.S.R. News) - Piotr Egieds (fondateur de la revue samizdat Poisk) - Natalia Gorbanevskaya, poète (Continant)

Exposition

Et toute la semaine, du 12 au 17 janvier, exposition des dessins originaux samizdat du dessinateur dissident Viatcheslav Syssoliev. La vie est devenue meilleure...

Le n° 8 - janvier-février - paraît ces jours-ci

L'Alternative

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

Deux dossiers :

Pologne : «Solidarité» au présent

Ce que nous voulons et ce que nous pouvons, par Adam Michnik. Les dirigeants de «Solidarité» face au pouvoir. Lech Walesa et ses compagnons interviewés par Polityka. Les tâches de «Solidarité» par Tadeusz Mazowiecki

La Pologne vue de l'Est

Interview et articles de Tchécoslovaquie, Hongrie, R.D.A., U.R.S.S., Roumanie.

Culture : Pavel Soukup dit «Charlie». - Défense : La tribune d'Amnesty International - Chronique des événements courants, etc.

Ce numéro : 20 F

Abonnement 1 an, 6 n° : France 90 F, Etranger 100 F

L'Alternative
François Maspero 1 place Paul Painlevé - 75013 Paris

PHILOSOPHIE

Cycle d'introduction en douze leçons

Ce cours a pour but de montrer comment les grandes idées philosophiques du passé et du présent peuvent être mises en pratique dans la vie quotidienne et d'amener ainsi à penser clairement et à agir avec efficacité.

Il n'est pas réservé à un public d'intellectuels, mais s'adresse à toute personne qui s'interroge sur sa condition et sur sa place dans le monde. Le programme portera notamment sur les points suivants : sagesse, connaissance et étude, développement de la compréhension, lois naturelles, niveaux de conscience, pensée, sentiments et sensations, fonction de l'homme, ses possibilités ainsi que la manière d'aborder la réalité.

Les leçons commencent à 20 heures et durent environ 2 heures.

Le droit d'inscription pour le cycle de 12 leçons est de 1000 F.

Vous pouvez vous inscrire soit par lettre, soit par téléphone, soit encore à l'occasion de la première leçon, à partir de 19.30 heures.

Les leçons se donnent également en néerlandais et en anglais.

Le cours suivant commence le 12 janvier à 20 h, à 43 rue Gachard, 1050 Bruxelles.

ECOLE DE PHILOSOPHIE

Rue Gachard 43, 1050 Bruxelles Tél. 02/538.09.75 (entre 17 et 19 heures)

صدا من الامم

صلى الله عليه وسلم

A L'ÉMISSION DE FRANCE-INTER « LE DUEL »

MM. Fourcade et Chevènement se sont affrontés autour du « projet socialiste »

MM. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, et Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du P.S., ont débattu, mercredi soir 7 janvier à France-Inter, du chômage, de l'inflation et du pouvoir d'achat.

Invités d'une nouvelle émission, intitulée « Le Duel », créée dans la perspective de l'élection présidentielle, le sénateur des Hauts-de-Seine et le député de Belfort ont livré pendant quarante-cinq minutes une bataille de chiffres et se sont notamment opposés sur le rôle du pétrole dans la crise, le second jugeant que l'explication par le prix du pétrole des difficultés du pays « fait partie de la mystification officielle ».

Le vice-président de l'U.D.F., a surtout dénoncé les solutions économiques contenues dans le « projet socialiste » texte dominé, a-t-il expliqué, « par l'insécurité, le recentrage autour de grandes structures étatiques, par un développement des administrations et de l'intervention de l'État ».

M. Fourcade a notamment indiqué : « Depuis le début de la crise, c'est-à-dire depuis 1971, car la crise remonte au moment où les États-Unis d'Amérique ont cessé le système international des monnaies en dévaluant le dollar de 30 %, j'ai constaté que chaque fois que la société française a fait appel à des solutions libérales fondées sur la responsabilité, elle a échoué. Les choses se sont améliorées. Chaque fois, au contraire, que l'on a fait appel à des solutions collec-

tives dans lesquelles on demande tout à l'État et dans lesquelles on fait une intervention gigantesque, les choses se sont aggravées. Par conséquent, il ne peut être envisagé de stratégie de rupture, qui serait un saut dans l'inconnu. (...) L'application du « projet socialiste » risquerait de ruiner profondément l'ensemble de notre pays. (...) Les socialistes sont les champions des solutions artificielles qui finissent mal. »

De son côté, le chef de file du C.E.R.E.S. a affirmé que « Si Valéry Giscard d'Estaing était reconduit (dans ses fonctions de président de la République) nous irions à la catastrophe. (...) Nous proposons une voie nouvelle. A-t-il dit, et, comme tout ce que vous avez entrepris à l'échelle, nous sommes fondés à penser que les Français se tourneront vers nous pour que ça change. »

Après avoir jugé que la politique du gouvernement vise, « en organisant le chômage, à mettre à l'écart le système de protection sociale et à appauvrir la population », M. Chevènement a souligné la nécessité d'organiser une nouvelle croissance. Il a ajouté : « Au cœur de ce projet, nous trouvons une stratégie de recentrage de l'économie française (...) par rapport aux multinationales, destinée à relocaliser un certain nombre d'activités, à moderniser les grands secteurs de base de l'économie, la sidérurgie, l'automobile, par exemple, que vous avez laissés périr, ou le textile ; à faire en sorte que ce développement effectif des secteurs de pointe, ceux qui ne se développent pas avec vous. »

M. Mitterrand croit « possible » son élection à la présidence de la République

M. François Mitterrand a reçu récemment, dans sa résidence de Latche, des journalistes de Paris-Match. Ces journalistes ont publié, dans son numéro du 16 janvier, un reportage photographique accompagné d'un récit au long duquel on trouve une analyse du premier secrétaire du P.S. sur les perspectives de l'élection présidentielle. M. Mitterrand explique notamment : « Il y a six mois, la réaction de Giscard ne faisait de doute, car personne n'aurait osé dire qu'il était probable, mais mon élection est possible. C'est toute la différence. »

Selon Paris-Match, le candidat socialiste estime que le président de la République sera battu s'il ne dépasse pas 30 % des voix au premier tour et place pour lui-même ce seuil à 32 % (1). Après avoir estimé que M. Michel Rocard n'avait aucune chance de l'emporter contre le président sortant, M. Mitterrand indique : « Il faut des nerfs pour affronter un monstre froid comme Giscard. » Le chef de file des socialistes précise également que, pour la campagne électorale, « il faudra de l'imagination » et juge que son

(1) (N.D.L.R.). — Au premier tour de l'élection présidentielle de 1974, M. Mitterrand, alors candidat unique de la gauche, avait recueilli 29,24 % des voix. M. Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas en avaient respectivement obtenu 32,00 % et 15,10 %.

● M. Jacques Blanc a commenté en ces termes, mercredi 7 janvier, à Lille, le sondage dans lequel M. Mitterrand l'emportait sur M. Giscard d'Estaing (le Monde du 6 janvier) : « Ce sondage apparemment défavorable au président de la République sera sans doute salutaire. Il y avait une trop grande certitude dans certains milieux et cela pouvait entraîner une démotivation. Au contraire nous devons appeler tous nos adhérents et militants à une mobilisation. » (Corresp.)

● Le projet de création d'un quotidien du P.S., intitulé « Combat : socialiste », a été définitivement arrêté, mercredi 7 janvier, par le secrétariat national de cette formation. Le quotidien paraîtra sur seize pages et sera rédigé par une douzaine de journalistes. Sa parution initialement prévue pour le lundi 26 janvier, sera probablement repoussée à une date ultérieure. Les responsables du quotidien devraient, toutefois, publier un numéro zéro au moment du congrès de Créteil (24 janvier).

● Socialisme et Autogestion et l'Institut Gramsci français organisent, le samedi 10 janvier, un débat sur le thème « Hierarchie, contrôle, autogestion dans l'entreprise », avec la participation notamment de MM. Étienne Buhar, Yves Bourdet, René Buhl, Jean-Pierre Delles, Jacques Frémoulet, Claude Germon, Henri Lefebvre et Mme Christine Buel-Glucksmann.

* 78 A, rue de Sévres, Paris-77, de 9 h. à 19 h.

SELON « LES CAHIERS DU COMMUNISME »

La préparation du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique donne lieu à des débats qui touchent à la question de la démocratie

Les Cahiers du communisme, revue politique et théorique du P.C.F., évoquent, dans leur numéro de décembre, la préparation du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique, qui doit se tenir au mois de février. M. Jean Radvanyi, collaborateur de la section de politique extérieure du comité central du P.C.F., écrit que les débats qui ont lieu en Union soviétique « posent toute une série de questions de fond, englobant les décisions économiques, le renouvellement de la législation, la morale individualiste ou collective, et débouchant inéluctablement sur la démocratie et la vie politique ». Il souligne que, de 1970 à 1979, l'Union soviétique a « considérablement renforcé son potentiel économique », mais que l'on constate aussi « la persistance préoccupante de freins à la croissance ». Il conclut : « Nous sommes convaincus que le P.C. soviétique ne tiendra pas compte de ces problèmes, mais qu'il continuera à privilégier les tâches immédiates. » M. Radvanyi rattache à ces problèmes la situation de l'agriculture, « qui reste le point noir de l'économie », et le retard du secteur des biens de consommation par rapport à celui des biens de production.

L'auteur observe que les « brigades de production », qui ont fait l'objet d'une réforme en 1979, ont une « double fonction » de rénovation des méthodes de travail dans les organes dirigeants de l'économie et d'évaluation de la productivité dans les entreprises. « Cette bataille pour la productivité est d'un enjeu politique considérable », note M. Radvanyi car elle touche à la question de la démocratie dans l'entreprise.

Les droits de l'homme

M. Radvanyi constate, d'autre part, que l'élaboration de la nouvelle Constitution soviétique, en 1977, « a relancé une série de débats sur les institutions et le rôle du P.C. ». Il rappelle « la persistance d'une divergence entre le P.C.F. et le P.C.S. » au sujet de « certains aspects de la question des droits de l'homme », mais il souligne que la question de la légalité socialiste n'est pas, loin s'en faut, limitée à ce seul aspect. Il évoque le problème de la centralisation et celui des droits de la défense et du rôle du parquet dans l'application des lois.

Dans le numéro de décembre d'Économie et politique et sous le titre « Que se passe-t-il en U.R.S.S. ? », M. Claude Guille, évoque, lui aussi, le problème de la productivité. Il s'agit pour les Soviétiques, écrit-il, « de modifier le type de développement industriel, d'augmenter la production d'aboutir à une meilleure correspondance entre la production effective et des besoins qui sont de haut niveau ».

M. Hermier : le départ du P.C. de certains intellectuels confirme « des désaccords politiques anciens »

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C.F., analyse dans l'Humanité du jeudi 8 janvier, les rapports entre le parti communiste et les intellectuels, qui sont appelés à participer, le 30 janvier, à un « grand rassemblement de l'unité » à Paris. « Tout est bon, pour les grands moyens d'information pour présenter sous le jour le plus noir les rapports entre le parti communiste français et les intellectuels », écrit-il (...). Quelques démissions

présentées avec fracas, alors qu'elles confirment des désaccords politiques anciens, ont relancé cette campagne sur le thème de la « fuite des cerveaux ». Ce thème ne saurait faire illusion. M. Hermier fait ainsi référence, mais sans nommer, à ce que ce sont les départs de la romancière Hélène Parmelin et du peintre Édouard Pignon (le Monde du 20 décembre), ainsi qu'à ceux du romancier Robert Merle, du poète Cocteau et de M. André Spire, ancien directeur commercial des Éditions sociales (le Monde du 8 janvier).

« Nul doute », poursuit M. Hermier, que, après l'appel des deux cents signataires d'un texte de soutien à la candidature de M. Marchais et le plan de lutte dans les entreprises et les laboratoires, les intellectuels de gauche et de droite (des intellectuels communistes) s'adresseront à tous les travailleurs intellectuels pour engager le débat sur l'avenir du parti communiste. Un débat qui trouvera son prolongement lors des deux forums et du meeting avec Georges Marchais qui marqueront le rassemblement du 30 janvier. »

Sept cent neuf mille adhérents

L'Humanité fait état, sous le titre : « Le P.C.F. ? Ça va », d'un communiqué du bureau politique du parti communiste, qui indique que le P.C.F. « se porte bien » et précise : « Son bilan d'organisation pour l'année 1980 en fait l'insaisissable démonstration. Avec 907 000 adhérents répartis au cours de l'année, avec une grande majorité de fédérations ayant atteint ou dépassé leur nombre d'adhérents de 1979, il compte 709 000 adhérents, soit les effectifs les plus élevés de toute la dernière période. »

M. Marchais PROPOSE UN DÉBAT TÉLÉVISÉ AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Georges Marchais a proposé, mercredi 7 janvier, à Vernon (Eure), un débat télévisé au président de la République pour, a-t-il précisé, « faire le bilan de son septennat ». Le secrétaire général du P.C.F. a dénoncé la volonté des dirigeants politiques qui, « de Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand et Jacques Chirac », ont cherché à « évincer le scrutin présidentiel, font tout pour escamoter les grandes questions posées à la nation ». « Nous sommes, a déclaré M. Marchais, à une véritable opération brouillard menée par l'ensemble des formations politiques qui, à l'exception du parti communiste, font tout pour empêcher le débat politique sérieux. » Il a ajouté : « Giscard d'Estaing refuse obstinément le débat. Chirac attend le mois de février, quant à François Mitterrand, il voyage et n'a rien à dire sur les vrais problèmes de la France. »

AU CONSEIL DES MINISTRES

Air France, la formation professionnelle et les banques de données

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, le mercredi 7 janvier 1981, au palais de l'Élysée. Le communiqué officiel suivant a été rendu public.

● AIR FRANCE

Le ministre des transports a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation du transport aérien international. Le bilan de l'exécution du contrat passé entre l'État et la compagnie nationale Air France, et le projet d'un nouveau contrat.

Le premier contrat portait sur la période 1978-1980. Il fixait pour priorité, à la compagnie nationale le retour à l'équilibre d'exploitation et le rétablissement d'une compétitivité analogue à celle des compagnies similaires. L'État s'engageait à assurer les conditions de ce rétablissement en compensant les charges de service public et en participant à la modernisation de la flotte.

Ces objectifs ont été pleinement atteints jusqu'en 1979. Mais pendant toute la période du contrat son équilibre de gestion, renouveau de la flotte, en particulier par l'acquisition d'avions Airbus, et enfin la compétitivité des grandes compagnies européennes.

Le gouvernement a décidé, en conséquence, de passer un nouveau contrat pour la période 1981-1983. La compagnie devra poursuivre un développement équilibré, dégager de la main-d'œuvre des salaires d'intérêt public et doter des moyens nécessaires à ses investissements et son développement.

La compagnie nationale pourra ainsi continuer sa place parmi les autres compagnies européennes par la qualité de sa gestion et de ses services.

(Lire page 21.)

● LE MARCHÉ FINANCIER

Le ministre de l'économie a présenté une communication relative au marché financier. En 1980, le marché financier a permis d'assurer un financement satisfaisant de l'économie française dans le respect des contraintes monétaires qu'exige la lutte contre l'inflation.

Le comportement des Français en matière de placement de l'épargne a connu une importante modification : ils ont accru de manière très importante la part de leur épargne placée à long terme ; plus d'un million trois cent mille Français ont bénéficié des dispositions de la loi d'orientation de l'épargne.

En 1980, les entreprises françaises faisant publiquement appel à l'épargne ont procédé à des augmentations de capital pour un montant de 3,5 milliards de francs, en progression de 17 % sur l'année précédente et près de quatre fois supérieur au niveau de 1976 et 1977.

Les entreprises petites et moyennes ont également largement bénéficié de cette orientation de l'épargne : elles ont placé 1,5 milliard de francs dans des augmentations de capital de sociétés non cotées à fin 1980, atteignant 13,1 milliards de francs.

Ainsi, les entreprises françaises ont-elles pu renforcer, de manière significative, leurs fonds propres et leur compétitivité.

Les émissions d'obligations nouvelles ont connu une progression spectaculaire, passant de 67 milliards de francs en 1979 à 112 milliards de francs en 1980. Ainsi, les entreprises et les particuliers ont pu disposer des ressources nécessaires à leurs investissements ; de même, l'État a pu assurer le financement du déficit budgétaire sans recourir à la création monétaire.

Cette politique sera poursuivie en 1981. L'orientation de l'épargne vers les placements à long terme continuera d'être l'objectif prioritaire.

● LES BANQUES DE DONNÉES

Le conseil des ministres a entendu une communication du secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la recherche, sur les banques de données scientifiques et techniques.

Cette communication a été l'occasion de dresser un premier bilan de l'action entreprise par le gouvernement à décider de soutenir cette action en élargissant le nombre de bases de données accessibles (une vingtaine de bases de données supranationales seront implantées en 1981) et en développant notre activité sur le marché international de l'information spécialisée.

● LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la formation professionnelle a présenté le plan de développement de la formation professionnelle, préparé avec le ministre de l'éducation. Ce plan avait été soumis à la consultation

du Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi, le 22 décembre dernier, sous la présidence du premier ministre.

Ce plan a pour premier objectif d'assurer une formation professionnelle à tous les jeunes qui quittent l'école à la fin de la scolarité obligatoire. Cette formation professionnelle répondra aux besoins économiques et sociaux, afin de faciliter l'accès de ces jeunes au travail, notamment en leur donnant une première expérience de l'activité sur les lieux de travail. Ce résultat sera atteint par l'utilisation des trois voies de formation qui existent actuellement :

1) L'ÉDUCATION CONCRÈTE : stages en entreprises sous la responsabilité du ministre de l'éducation (intéressera 200 000 élèves et 3 000 enseignants en 1985). Ce type de formation devrait entraîner une réduction de moitié des abandons au cours des études, dans les lycées d'enseignement professionnel.

2) L'APPRENTISSAGE : l'objectif énoncé par le plan est qu'il y ait environ 125 000 nouveaux apprentis au moins chaque année (230 000 en 1985).

3) LA FORMATION PROFESSIONNELLE ALTERNÉE : l'objectif pour 1985 est d'en faire bénéficier 150 000 jeunes, dont 140 000 d'entre eux titulaires de contrats de formation alternée créés par la loi du 12 juillet 1980.

Ces trois types de formation seront adaptés aux besoins et modernisés, notamment par la définition d'objectifs régionaux de la formation professionnelle, et par une modification éventuelle des programmes, compte tenu des emplois qui peuvent être disponibles dans les secteurs économiques qui se développent.

Au total, en 1985, 540 000 jeunes bénéficieront des formations prévues à ce programme de cinq ans.

Pour y parvenir, l'État interviendra sous deux formes :

● AIDE AUX ENTREPRISES : — Prise en charge des cotisations sociales patronales de sécurité sociale pendant un an, pour les contrats de formation professionnelle alternée.

— Utilisation d'une fraction de la taxe d'apprentissage égale à 0,1 % de la masse des salaires, qui est actuellement versée au Trésor.

● AIDE AUX CENTRES DE FORMATION : des subventions de l'État pourront être accordées pour les actions de formation professionnelle alternée pour compléter, le cas échéant, les ressources ainsi dégagées sur la taxe d'apprentissage.

L'ensemble de ces mesures représente, au total, jusqu'à la fin de l'année 1985, une dépense pour l'État de près de 10 milliards de francs actuels.

Ce plan de développement qui constituera un programme d'action prioritaire du VII^e Plan sera soumis, à ce titre, au Conseil économique et social.

(Lire page 22.)

● LE TCHAD

Le ministre des affaires étrangères et le ministre de la coopération ont informé le conseil des ministres du développement de la situation actuelle au Tchad.

(Lire page 4.)

Mme Giscard d'Estaing en Égypte

VOYAGE « SEMI-PRIVÉ »

Mme Giscard d'Estaing se rendra vendredi 9 janvier en Égypte à l'occasion des cérémonies marquant le centenaire de l'Institut français d'archéologie du Caire. L'épouse du chef de l'État doit visiter deux institutions d'aide aux handicapés et aux désertés et se rendre dans plusieurs sites touristiques. Elle doit aussi rencontrer le président Sadate et sa femme. Ce voyage est présenté comme « semi-privé » par l'Élysée.

Qu'est-ce qu'un voyage « semi-privé » ? Qu'est-ce qu'un voyage « privé » ? Le voyage privé du président de la République aux Antilles avait été, le 21 décembre, l'objet d'un compte rendu dans le communiqué officiel du conseil des ministres (le Monde du 22 janvier). En bonne logique, le voyage « semi-privé » de la femme du chef de l'État devrait faire l'objet d'un semi-compte rendu.

● M. Raymond Barre se rendra en voyage officiel au Maroc du 21 au 24 janvier, à l'invitation du premier ministre du gouvernement marocain, annonce-t-on à l'hôtel Matignon.

TOUT CE QU'ON PEUT LIRE DANS UN SEUL NUMÉRO

les nouvelles littéraires

Exclusif: Roger Delpey parle

Monstre ou héroïne: qui est vraiment la veuve de Mao?

La vérité sur le raid anti-immigrés de Vitry

Une grande enquête: quand le fait divers devient un discours

Ce que nous avait déclaré Mc Luhan

Une interview de Georges Simenon

Des reportages: ce patrimoine humain que l'on sacrifie

Un dossier: ce qu'on ignorait de la vie des grands musiciens

Un débat: le libéralisme économique a-t-il fait faillite?

Le garde des sceaux justifie la détention des autonomistes corses

du mouvement anti-autonomiste français) avec l'état de santé de six accusés qui se sont absentés, enfin, de l'absence de greffe de la Cour de sûreté de dans le procès des autonome

greffe de la Cour de sûreté de l'Etat dans le procès des autonomistes. M. Alain Olliel, autre membre présumé de Francia, qui fut, avec M. Bertolini, séquestré à Bastelica, aurait l'intention d'en faire autant. M^{re} Jean Mazziani.

l'un des avocats des autonomistes, a commenté la nouvelle en ces termes : « Dans une affaire où les malfaiteurs sont libres et les victimes en prison, on pouvait estimer que le comble de l'absurde avait été atteint. »

Précisons que MM. Bertolini et Ollivé, dont le garde des sceaux indiquait seulement, dans sa réponse à l'abbé Petrosino, l'absence de tout mandat pour lui, ne sont pas des individus qui nous soient connus par des infractions de droit commun, mais qui n'avaient pas pour objet de porter atteinte à l'unité nationale et à la sûreté de l'Etat - sont inculpés d'association de malfaiteurs, d'attentat par explosifs et de transport d'armes de quatrième catégorie. Leurs mises en liberté, le 8 juillet pour M. Bertolini, le 21 novembre pour M. Ollivé, avaient été ordonnées par le chambre d'accusation de Paris, par suite de la décision du procureur M. Cornilhan de ne pas les renvoyer.

De notre envoyé spécial

nir, n'hésitent pas à entreprendre, par familles interposées, des démarches auprès de la justice."

Voilà quelques lignes parmi bien d'autres. Comment M. Guillaoux, parti en guerre contre l'« *réalité* » de la justice rendue en Corse, n'oublie pas les « *suppliques* » et les « *sollicitations* » présentées directement aux magistrats par des plaideurs, non plus que « *la violence et le goût immodéré des armes qui sont à l'origine des affaires les plus graves* ».

Conclusion du procureur général :
- Notre volonté est de travailler sans

Une passante a été gravement blessée lors du hold-up de Marseille

De notre correspondant

Marseille. — Une prise d'otages, fuite en voiture, une course-poursuite à travers la ville, une rade, deux gangsters tués, des sacs saufs et saufs, il n'aura manqué de spectacle au grand public qu'à ce pour cadre, le pavé, le centre de Marseille (*Monde* du 8 janvier). Pas de chance extraordinaire pour les policiers de la sûreté (une et de ce risque qu'il y a eu prise d'otages, les fuyards, au milieu passants. Une ménagère, Marie-Antoinette Garcia, cinquante-sept ans, a reçu une dans la hanche, et son état était considéré, jeudi matin, comme critique.

Alain Plomblon, vingt-six ans et Georges Navarro, trente-trois ans, n'étaient pas des inconnus pour les policiers. Le premier avait été condamné à huit ans de prison pour le meurtre d'un bouchanger, le second avait participé, en 1970, à l'une des premières prises d'otages en France, à Villeneuve-sur-Mer. Les policiers ont dépensé pendant les trois semaines et savaient qu'ils allaient commettre un hold-up. Est-ce le réflexe du bijoutier déclenchant le signal d'alarme qui embrasé l'escalade, ou les policiers rendaient-ils compte que le quartier était occupé par les policiers ?

Les policiers tirent des coups de feu de semonce. Alors, les deux gangsters quittent la bijouterie, abrutis derrière le commerçant, sur la nuque duquel ils appuient un canon de revolver. Ils se réajustent dans une boucherie

Poursuivis à l'origine et condamnés le 6 juin 1980 par le tribunal correctionnel de Montpellier pour « violences commises avec arme sans motif légitime » sur un suspect en garde à vue, les deux frères ont été relaxés par le tribunal de Montpellier. L'accusé Michel Chabot et Jacques Lavaud ont bénéficié mercredi 8 janvier d'un arrêt de la cour d'appel de Montpellier, qui a déclaré que les faits étaient « des violences légères » et ne trouvaient pas de lien avec le terrorisme. Au même époque ils se déclaraient persécutés, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient donner lieu à condamnation, puisqu'ils se seraient opposés à l'ordonnance de l'instruction et à leur arrestation.

L'affaire remonte, au mois d'octobre 1975. Deux jeunes gens, M.M. Patrick Cailloil et Yves Bonnet, soupçonnés d'être les auteurs d'un attentat contre l'armée américaine à Virvaulx (Bouches-du-Rhône) avaient été arrêtés et placés en garde à vue dans les locaux du S.R.P.J. de Marseille. Ils avaient alors, mais par erreur, été libérés, bénéficiant d'un non-vernement de 5 000 francs de dommages-intérêts à M. Cailloil et de 10 000 à M. Bonnet.

Déjà finis par l'implication et le renvoi en correctionnelle de leurs collègues, les policiers marseillais ont été, cette fois, accusés de la condamnation en dépit des trois relâches. Il y eut manifestation dans la rue, commissaires divisionnaires en tête.

Lors du débat devant la cour d'appel de Marseille, les miliciens

Us devaient expliquer qu'ils avaient reconnu l'agression ; orce qu'ils avaient fait l'objet de sévices. Ils racontèrent notamment que les policiers les avaient frappés et leur avaient introduit une matraque dans

juridiction à propos du différend qui l'oppose à M. Bernard et concernant les propriétés de la rue de la République (le Monde du 19 décembre 1980). Celles-ci avaient vendues le 9 octobre 1979 12 640 000 francs à M. Tapie, directeur de la banque d'investissement de cette vente. Deux élections avaient été saisies, d'Abidjan et celle de Paris (le Monde du 19 décembre 1980). L'absence de procès du contrat prévoyait compétence du tribunal d'Abidjan et de Huges. Celui-ci a rendu son arrêt le 19 mai 1980, en faveur de la vente.

C'est au cours de la riposte que Piombino est tué dans le véhicule, alors que dans un extraordinaire réflexe le boucher s'en extrait en sa plaquant à terre, sauvant sa vie. Les policiers de la sûreté arrivés en renfort

**UN RELIQUAIRE, pesant 50 kilogrammes et contenant une ver-
te de sainte Thérèse de
deux bagues, deux bou-
doirs et un pendentif
ayant appartenu, a été
ré, samedi 3 janvier, dans la
de Bayeux (Calvados).**

Cinquante et un morts

Djakarta (A.F.E.). — Cinquante et une personnes sont mortes noyées lors du naufrage, le 3 janvier, d'un paquebot indonésien en mer. Celles-ci furent déversées de l'île de Kabang, selon le journal indonésien *Kompas*. Le navire *Kopal-Intan*, avec cent sept passagers, avait été contraint d'avoir en mer une bonde d'eau et une pompe de machine. Cinquante-sept personnes ont été sauvées.

Deux vitesses

Comme pour compliquer le tout — et aussi pour relayer sur l'île les « compatriotes » de Paris, — sept autonomistes ont choisi, eux aussi, allongés sur des lits de camp de la sacristie de l'église alajceenne San Ruchellu, de refuser toute nourriture depuis le 1^{er} janvier. Six sont inculpés dans l'affaire de Bestelica. Le procès devant s'ouvrir le 14 janvier, il est temps de faire un rapide calcul.

Sur dix-sept accusés, douze se sont placés dans la quasi-impossibilité de comparaître. Reste cinq inculpés, solidaires des premiers. *Ghjustizja, ghjustizja.*

On se repaît de ses erreurs, on la vitupère, on en doute. La justice estamplifiée « Parla » n'a pas bonne presse ici. Mais celle rendue en Corse ? Celle-ci — monnaie rendue ? — M. Gérard Guilloux, procureur général près la cour d'appel de Bastia vient de lui tailler ce qua-

on appelle familièrement un costume. Son allocution de rentrée judiciaire, même si elle fut « en forme d'autocritique », a, en effet, été violemment à l'endroit des mœurs et usages judiciaires. Écoutons : « C'est bien cet esprit de l'impunité que nourrissent nos tréfonds de leur âme ceux qui, en Corse, commencent des infractions susceptibles de la cour d'assises. Ils savent, puisqu'il existe des précédents, d'un acquittement aux applaudissements du public et, pour l'obte-

NAUFRAGE EN MER DE CHINE

Cinquante et un morts

Djakarta (A.F.P.). — Cinquante et une personnes sont mortes noyées lors du naufrage, le 3 janvier, d'un bateau indonésien, en mer de Chine du Sud, au large de l'île de Kabang, selon le journal indonésien *Kompas*. Le navire Kapal-Intan, avec cent sept personnes à bord, a coulé après avoir eu une voile d'eau et une panne de machine. Cinquante-six personnes ont été sauvées.

NOMINATIONS DANS LA POLICE

Sur décision de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, six commissaires divisionnaires ont été nommés contrôleurs généraux de la police nationale. Il s'agit de MM. Emile Angles, détaché à la direction générale des douanes et des droits indirects; Jean-Marie Baylon, inspecteur général de la police nationale; Pierre Petit, chef du 5^e district de la direction de la sécurité publique; Yves Soumestre, directeur départemental des polices urbaines des Bouches-du-Rhône; Gilbert Thil, sous-directeur des services administratifs; et Jean-Pierre Laroche, directeur central de la direction centrale de la police judiciaire, et René Valentini, conseiller technique au cabinet du directeur général de la police nationale.

ÉDUCATION

Mme Saunier-Seïté regrette « l'hermétisme » des écoles françaises à l'étranger

Dans une interview au *Figaro* du 3 janvier, Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, confirme ses propos tenus mardi 6 janvier sur Antenne 2 et qui visaient les établissements à délivrer des diplômes nationaux (le Monde du 7 janvier). Répétant qu'à ses yeux « il n'y a eu beaucoup de regroupements », le ministre des universités ajoute : « Cet effort jugé trop brutal par certains reste très insuffisant. » Mme Saunier-Seïté revient aussi sur la possibilité de réexaminer, chaque année, les dossiers d'habilitation, même refusés précédemment, en déclarant : « Les formations universitaires sont

branchées sur la science en marche, qui progresse à une allure vertigineuse. Elles doivent donc être reconsidérées chaque année. » Pour ce qui concerne les écoles françaises à l'étranger, Mme Saunier-Seïté affirme avoir reçu « de vives protestations de savants éminents dont les élèves devraient bénéficier d'un accueil dans ces écoles malheureusement dirigées en « chasses gardées », et entendu « le regret des pays d'accueil devant l'hermétisme de ces établissements à leur égard ». Elle conclut : « L'établissement d'un lien culturel et des efforts d'usage » semble donc raisonnablement s'imposer. »

Grèves et manifestations dans plusieurs universités de province

Dans plusieurs universités de province, les mouvements de grève qui avaient débuté au mois de décembre pour protester contre la suppression d'habilitations à délivrer des diplômes de deuxième et troisième cycles reprennent après les vacances de Noël. Ainsi les étudiants des universités de Strasbourg et de Besançon se sont-ils prononcés pour la grève.

Notre correspondant à Toulouse nous indique que, mercredi 7 décembre, les étudiants de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III) qui, la veille, avaient coupé la circulation sur la route nationale 113 Toulouse-Montauban, ont occupé la salle des Illustres à l'hôtel de ville. Du balcon qui donne sur la place du Capitole, ils ont voulu lancer un appel aux pouvoirs publics pour qu'ils viennent sur certaines mesures prises, comme la suppression des six diplômes d'études approfondies (D.E.A.) pour la seule université Paul-Sabatier.

Dans le trac, qu'ils ont diffusé, les étudiants ont constaté « la dégradation du fonctionnement de l'université, la diminution du nombre des étudiants dans

les conseils d'université, la sélection trop sévère concernant les étudiants étrangers, la modification du budget universitaire, l'augmentation prévue du prix du ticket de restaurant des lycées des cités universitaires ».

À Dijon, notre correspondant nous signale que la grève commencée lundi à l'université a pris de l'ampleur mercredi, après la manifestation de quelque mille cinq cents étudiants qui ont parcouru les rues du centre-ville précédés d'un cercueil drapé de noir sur lequel s'inscrivaient en lettres blanches le mot « Université ». Néanmoins, quatre jours avant les vacances de Noël, le mouvement est animé par un comité de grève élu, qui comprend une majorité d'étudiants non syndiqués. Lors de l'assemblée générale qui a rassemblé mercredi après-midi plus d'un millier d'étudiants à l'amphithéâtre Aristote, à l'unité d'enseignement et de recherche de lettres, le mot « syndicat » a été sifflé. « Nous voulons bien des conseils d'université des organisations syndicales, mais non pas dirigés par elles », affirmaient la majorité des étudiants en grève.

SCIENCES

LA MORT DU PRIX NOBEL DE CHIMIE

Harold Urey était l'un des artisans de la bombe à hydrogène

L'Américain Harold Urey, prix Nobel de chimie 1934 pour sa découverte de l'hydrogène lourd (deutérium), est mort à La Jolla (Californie), mardi 6 janvier, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Né le 29 avril 1893 à Walkerton (Indiana), Harold Urey, chimiste de formation, était diplômé de l'université de Californie (1921). Au cours des années suivantes pendant lesquelles il enseigna dans différentes universités, il pousse les recherches qui vont le conduire à découvrir, fin 1931, l'existence d'un isotope lourd de l'hydrogène — le deutérium — suggérée par R. T. Birge et D.H. Menzel. De 1939 à 1945, il est directeur de la recherche dans un laboratoire travaillant pour l'armée et est associé au projet Manhattan qui conduira à la réalisation de la première bombe à hydrogène. Après la guerre, il revient à l'université de Californie pour y enseigner la chimie jusqu'en 1958. Ce n'est qu'ensuite qu'il rejoint l'université de La Jolla (Californie) où il restera jusqu'à la fin de sa carrière.

Esprit curieux, Harold Urey s'est penché sur le nombre de domaines scientifiques allant de l'entropie des gaz à la structure et au spectre d'absorption des molécules en passant par les changements climatiques de la Terre au cours des âges géologiques et les origines du système solaire. C'est à ce dernier titre qu'il fera partie de quelques privilégiés qui auront la chance de pouvoir étudier les premiers échantillons de pierres lunaires

rapportées par les missions Apollo. Homme de science, mais aussi homme de combat, Harold Urey est également distingué à nombreuses reprises par ses prises de positions tranchées sur des sujets parfois délicats. Déjà inquiet des conséquences que pourrait avoir l'utilisation des forces nucléaires, il avait vivement critiqué les États-Unis après le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki. Plus tard, il avait intervenu dans l'affaire Rosenberg en déclarant, après lecture de l'ensemble des dépositions du procès, qu'il ne croyait pas à la culpabilité des frères et sœurs. Il avait, enfin, récemment exprimé ses craintes quant à la multiplication des centrales nucléaires et des accidents qu'elles pourraient provoquer.

Pour la commercialisation de la fusée Ariane aux États-Unis

ARIANESPACE S'ASSOCIE AVEC GRUMMAN AEROSPACE

La société de droit français Arianspace, chargée de produire et de commercialiser le lanceur lourd européen Ariane, vient de signer un accord avec la firme américaine Grumman Aerospace pour représenter ses intérêts aux États-Unis. Aux termes de cet accord, Grumman commercialisera les services de lancement d'Ariane auprès de la clientèle américaine et lui fournira tout le support technique nécessaire.

Pour le moment, les firmes américaines intéressées par le lanceur Ariane n'ont fait que retenir auprès d'Arianspace des créneaux de lancement pour leurs satellites moyennant le paiement d'une caution de 100 000 dollars. Aucune n'a encore transformé ses options en commande ferme et il faudra sans doute attendre les résultats du troisième tir de qualification de la fusée — reporté au mois de juin de cette année à la suite de l'échec du mois de mai 1980 — pour que se concrétisent certaines de ces commandes.

CATASTROPHE

Le cyclone tropical Florine est passé sur la côte est et sud-est de l'île de la Réunion dans l'après-midi du 7 janvier. Les rafales de vent ont dépassé, sur cette région, les 150 kilomètres à l'heure. Des routes ont été coupées, ainsi que des lignes téléphoniques. Cinq cents personnes habitant des bidonvilles ont trouvé refuge dans des centres d'hébergement ouverts par les autorités. Les cultures fruitières ont subi des dommages, mais la principale culture de l'île, la canne à sucre, n'a pas souffert puisque la récolte est achevée depuis trois semaines. Les pluies dues à Florine ont permis de reconstituer les réserves d'eau, que la sécheresse avait notablement diminuées depuis plusieurs semaines. — (Corresp.)

Les enseignants de tous les jours

II. — « JE VAIS CRAQUER »

par CHARLES VIAL

Ils se croient mal aimés et ce n'est pas toujours faux. Aux prises avec des élèves plus exigeants, des parents moins indifférents ou moins respectueux, lâchés par leur administration, les enseignants ont le sentiment que tout conspire à leur perte (« le Monde » du 8 janvier). Instituteurs et professeurs se découvrent dans leur solitude. Certains, un jour ou l'autre, perdent pied.

Deux cas. Elle, pourrait s'appeler Blandine, et lui, Daniel. Instituteurs l'un et l'autre, vingt-trois ans, ils ont une année de psychologie en université, puis une école de rééducation psychomotrice, et, lui, un an dans un institut universitaire de psychologie (I.U.T.). Blandine a été plus poussée vers le métier par ses parents agriculteurs, que Daniel, qui voulait son indépendance, et dont le père, colonel, pense qu'instituteur est une profession « acceptable » pour une fille mais pas pour un garçon, parce que « c'est difficile, et plus que ce que c'était ».

Daniel est remplaçant, depuis deux ans. Comme la plupart des nouveaux instituteurs des Bouches-du-Rhône, il va d'une école à l'autre dans les quartiers nord de Marseille. Les Flamants, la Brécarde, la Bussière, Castellane, l'Estaque (1). Des cités d'urgence, où des tranches de l'âme de ces écoles, l'an dernier, ses collègues l'ont prévenu : « Tiens-toi bien ! le titulaire est en congé de longue durée pour dépression ». Daniel est arrivé dans l'une de ces écoles. L'an dernier, ses collègues l'ont prévenu : « Tiens-toi bien ! le titulaire est en congé de longue durée pour dépression ». Daniel est arrivé dans l'une de ces écoles. L'an dernier, ses collègues l'ont prévenu : « Tiens-toi bien ! le titulaire est en congé de longue durée pour dépression ». Daniel est arrivé dans l'une de ces écoles. L'an dernier, ses collègues l'ont prévenu : « Tiens-toi bien ! le titulaire est en congé de longue durée pour dépression ».

ments très différents. Deux cas ont des enseignants dérivés sans fracas vers la déprime, la maladie, la névrose. Deux cas parmi beaucoup d'autres. « Je vais craquer » est devenue une phrase courante en salue des profs », constate Michelle, professeur d'enseignement général de collège (P.E.G.C.).

La décharge d'angoisse, de fatigue ou d'agressivité est, quelquefois plus brutale. « Si l'on donne sa première année qu'on débouche bien ! », dit une institutrice dans un quartier nord de Marseille. En précisant : « L'an dernier, je travaillais à mi-temps, je n'ai pas donné une tarte de toute l'année ! ». Le psychiatre Paul Sivodon, professeur honoraire à l'université de Bruxelles, pour qui « la tâche devrait être

très diverse » tendent à devenir un droit et non plus une facilité accordée exceptionnellement dans des cas relativement graves ». Ainsi, l'absence de deux jours par an autorisée pour garde d'enfants malades « a tendance à devenir un supplément de congé que l'on utilise systématiquement ». Quand l'absence prend le motif d'une maladie, c'est bien souvent une affection mentale qui se nomme. Ce n'est pas nouveau (4). La Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.) a créé, en 1968, son premier établissement hospitalier spécialisé dans les maladies mentales, l'Institut Marcel Rivière à La Verrière (Yvelines) et, en 1969, des hôpitaux de jour.

Tous ceux qui se sentent vaciller ne consultent pas un psychiatre, ni même un généraliste. Jacqueline, institutrice à la Castellane, à Marseille, connaît un collègue qui, tous les matins, « prend du valium, pour tenir le coup ». Le professeur Paul Sira-

don, fondateur de La Verrière, relève cependant que beaucoup d'enseignants font appel à des médecins et décrivent des troubles psycho-somatiques, surtout chez les instituteurs : douleurs abdominales, vertiges, palpitations, maux de tête. Ils manifestent des phobies, des intolérances au climat scolaire : peur des grands élèves, de l'inspecteur. « Ils font, dit-il, des crises d'angoisse, comme d'autres des crises d'asthme ».

Dans une enquête au long cours, dont il vient de publier les résultats (5), le docteur Pierre Chanoit, psychiatre des hôpitaux, directeur de La Verrière, estime qu'il est difficile — et d'un intérêt limité — de savoir si le corps enseignant est plus affecté que d'autres par la maladie mentale. De l'examen des cas de son échantillon (deux mille malades hospitalisés), il tire plusieurs conclusions. Premièrement, les enseignants ont un taux de névroses à sens dessus dessous : celui des autres professions. Et cela, deuxièmement, surtout chez les jeunes, entre vingt-cinq et trente ans. Et, troisièmement, surtout chez les femmes.

LA M.G.E.N. : UN FRANÇAIS SUR VINGT-SIX

Avec ses 2 131 347 personnes membres, la Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.) peut se flatter d'être la première société mutuelle d'Europe. Un Français sur vingt-six est bénéficiaire de ses services.

Créée en 1947 par la fusion de cent trente sociétés, elle s'adresse non seulement aux personnels de l'éducation nationale — qu'ils soient ou non adhérents, elle assure pour eux la gestion de la Sécurité sociale mais aussi à ceux de la culture, de la recherche, de la jeunesse, des sports et des loisirs, et à leurs ayants droit.

Elle emploie près de 8 000 personnes pour gérer ses trente-huit établissements : hôpitaux, centres climatiques, maisons de retraite, etc. Le centre de diagnostic et de soins de Montparnasse, à Paris, où exercent 200 médecins, reçoit 1 200 consultants chaque jour.

permette parce que parfois néces-

saires, la compréhension. Mais la décompression recourt de plus en plus à la fuite du lieu de travail. Ces enseignants ne le dissimulent pas. Lorsqu'ils sont « à bout », ils prennent une demi-journée de congé. Certains avouent être arrêtés « deux ou trois fois quinze jours » au cours de la dernière année scolaire « pour souffrir un peu ». Le régime d'indemnités des enseignants titulaires est donc à trois absences de quarante-huit heures par an sans certificat médical ; en cas de congé de maladie (dispositif des congés de maladie de longue durée). Ils conservent leur plein traitement pendant trois mois.

Du valium pour tenir le coup

Signal de la maladie, l'absentéisme est aussi le symptôme d'un désintérêt, ou de difficultés dans l'exercice du métier (2). C'est pour cela que l'administration n'aime pas qu'on s'empare du sujet et qu'elle déroge aux yeux profanes les chiffres dont elle dispose. De plusieurs documents plus ou moins secrets, il ressort que l'absentéisme des instituteurs augmente (3). En 1973-1974, il était de 4,4 %. En 1974-1975, il était de 4,6 %. Ces chiffres englobent les congés de maternité. La féminisation d'augmentation plus depuis

quelques années et la fécondité n'ayant pas progressé significativement, l'attribution en hausse peut être attribuée à la maladie, au sens large.

Les services du ministère notent que « le mois de mars fait apparaître des congés généralement plus nombreux : les congés de maladie sont en nombre très élevé et se cumulent avec des congés de maternité qui croissent de la fin avril à la fin mai (3) ».

Autre observation : le temps moyen d'absence à l'occasion de la naissance est de plus en plus long. Des congés maladie s'ajoutent aux congés de maternité. Le rapport souligne enfin une autre trace d'évolution : les autorisations d'absence pour des mo-

Quand M. Lucien Brunelle, directeur de ce centre, écrit que les relations entre les parents et les maîtres sont vouées à l'ambiguïté affective, c'est pas par pessimisme. C'est parce que la même Janine Filloux, maître-assistant à l'université Paris-V et psychanalyste, « l'enseignant est un substitut aux parents ». Ainsi, comment s'étonner qu'il soit « d'une fragilité extrême aux blessures narcissiques, à tout ce qui fait écho à son image ». Il n'est pas étonnant que par là, il est constamment en présence de deux enfants : celui qui est en face de lui et celui qu'il a été. Et ce, en face de lui et de son image. Et ce, en face de lui et de son image. Et ce, en face de lui et de son image.

(1) C'est dans l'un de ces quartiers, la Bussière, qu'un jeune Français d'origine marocaine a été tué le 18 octobre par un O.R.S. (le Monde du 21 octobre).

(2) Pour le personnel enseignant du second degré, les termes de comparaison font défaut. En 1971-1972, une enquête sur dix départements faisait apparaître un taux d'absence de 4,59 % dont 3,11 % pour maladie.

(3) Les observateurs ont noté depuis plusieurs années que « la proportion » des absences est en augmentation pour les enseignants par rapport à d'autres catégories de salariés. Le docteur Chanoit confirme aujourd'hui ce diagnostic. Il y a, affirme-t-il, la même proportion de suicides et de tentatives de suicide chez eux qu'au sein des autres catégories professionnelles.

(4) Selon le docteur Laurence Fradette, conseiller médical du ministre de l'éducation, depuis quelques années, 70 % des enseignants candidats à un poste de réadaptation (qui constitue une position administrative particulière) sont des malades mentaux.

(5) Pathologie mentale et profession, par le docteur Pierre Chanoit et J. Donat, D. de Barry, J. Chanoit, B. Chanoit de Traversa, in l'Information psychiatrique, vol. 55, n° 6, octobre 1979.

Jouer à la poupée

Peut-être, la névrose est-elle la compagne obligée de l'enseignant, comme le formule follement M. André Ughetto, professeur de lettres au lycée Jean-Parrin à Marseille, « quand on réussit dans ce métier, c'est de la dépression surmontée ». Et, à dire que l'acte d'enseigner et la condition enseignante secrètent la maladie mentale, comme la mine la silhouette ?

Pour le docteur Chanoit, c'est la convergence de facteurs qui va conduire le sujet à « décompenser » à un certain moment, à l'occasion d'un problème familial, sentimentale ou même d'une grippe. Il est vrai, convient-il que les malades commencent par incriminer les relations avec les parents, avec la famille, avec les élèves, et aussi l'insuffisance des médias, la succession des réformes. Ainsi Georges, hospitalisé à La Verrière raconte-t-il que lorsqu'il a été nommé directeur il était, à l'école, le plus jeune des dix instituteurs, ses collègues n'ont pas apprécié : « Je me suis retrouvé en face d'une meute hurlante ». Et Geneviève : « Des parents se sont plaints de moi ». Pour faciliter la réinsertion, les psychiatres de la M.G.E.N. ont imaginé des solutions originales. A l'atelier thérapeutique de réadaptation par le travail à Paris, une cinquantaine de « fréquentants » se préparent après l'hôpital de jour à reprendre une classe, en se soumettant pendant un temps qui peut atteindre trois ans aux contraintes d'un travail d'imprimerie. A l'école bleue, le Centre national de réadaptation des personnels de l'éducation nationale, des malades hospitalisés tout près de La Verrière, peuvent renouer le contact avec des élèves, des collègues, le paysage et l'odeur des classes. Progressivement à leur rythme, en double, puis seuls. Sur cent vingt et un stagiaires accueillis de 1972 à 1978, cent sept ont repris par la suite un poste d'enseignement.

Est-ce quand l'insécurité l'emporte que tout peut basculer ? Une étude du docteur R. Amiel de G. Mace-Kradjan montrait, il y a quelques années (7), qu'un

LA « 28^e ACADEMIE »

L'hétérogénéité des classes de collège, les injures aux jeunes professeurs, l'éloignement — ce sont les raisons de plus en plus invoquées par les enseignants qui demandent un poste au Centre national d'enseignement par correspondance (C.N.E.C.). Mais la moutarde dans le saladier est la même depuis huit ans : 1900 dont 1836 de « réadaptation », c'est-à-dire attribuée à des enseignants dont l'état de santé les rendait inaptes à leur fonction. En principe, on ne reste pas plus de trois ans enseignant au C.N.E.C.

Le C.N.E.C. compte 200 000 élèves, du cours préparatoire à l'agrégation et à l'expertise comptable. C'est plus que les moins peuplés des vingt-sept académies.

enseignant suicidaire sur quatre n'est pas titulaire, tandis que le rapport des titulaires/non-titulaires était de dix pour un en 1970. Ce qui plaide « nettement, écrivent les auteurs, en faveur de la plus grande fragilité psychique des enseignants non titulaires ».

En cours de l'année 1970-1971, parmi les enseignants, le nombre de suicides avait été de soixante-dix et celui des suicidants de cent trente et un. « Nous ne concluons pas, disent-ils dans la même enquête, à une facilitation plus marquée chez les enseignants du passage à l'acte suicidaire ». Le docteur Chanoit confirme aujourd'hui ce diagnostic. Il y a, affirme-t-il, la même proportion de suicides et de tentatives de suicide chez eux qu'au sein des autres catégories professionnelles.

Dans leur quasi-totalité, les suicides demeurent secrets. « Ça, que année, on or deux étaient dans la lumière de l'actualité. Le suicide des enseignants heurte l'opinion, parce qu'il atteint quelqu'un à qui l'on confiait l'avenir, et que l'on aurait cru préservé, à leur contact ».

Mais « tous ne meurent pas ». Le professeur Chanoit, qui a des enseignants permet aussi à des sujets menacés de reprendre leur souffle, de récupérer. D'ailleurs, « 80 % de ceux qui sont pas trappés ». Il y a des enseignants heureux.

Prochain article :

ENSEIGNER
OU LA VRAIE VIE

Le Monde DES LIVRES

Jean Ray ou la passion des mots

● Un « Cahier de l'Herne » sur un des meilleurs auteurs de la littérature fantastique

RAYMOND, JEAN, MARIE DIE KREMER, né et mort à Gand en Belgique (1887-1964), on le connaît mieux sous le pseudonyme de John Flanagan — sous lequel il publia de nombreux récits destinés à la jeunesse, écrits soit en néerlandais, soit en français — et mieux encore sous celui de Jean Ray — réservé à ses œuvres de langue française où se trouve ce qu'il a donné de meilleur.

Il a failli devenir le grand auteur qu'on entrevoyait dans beaucoup de ses textes. Sa vie, qui ne fut point une vie d'aventures, ainsi qu'on l'a un peu trop complaisamment répété — il est vrai qu'il en avait magistralement brouillé les pistes, s'inventant un passé de marin, de mauvais garçon, de bootlegger... — sa vie, qui ne fut seulement qu'aventureuse, ne lui a pas permis, il n'en demeure pas moins qu'il figure parmi les tout premiers auteurs fantastiques d'expression française d'aujourd'hui et que, à ce titre, son importance est indiscutable.

Un délire imaginaire

On ne commence à parler un peu de lui et de son œuvre que lorsque Robert Kail édite *Malpertuis* chez un éditeur pacifiste (1966) — Jean Ray avait alors soixante-huit ans ; on en parla bien davantage après sa mort, quand la « Bibliothèque Marabout » entreprit de regrouper dans seize forts volumes près d'une centaine des aventures d'Harry Dickson, le Sherlock Holmes américain, publiées d'abord anonymement en fascicules.

C'est là une longue suite polémique et fantasmagorique rédigée et rapidement que le délire imaginaire et l'horreur, qui y découlent tout naturellement d'une écriture quasi automatique, l'assistent parfois et émerveillent pour peu qu'on ait le goût de la littérature populaire. Quant à *Malpertuis*, c'est un roman fait de bric et de broc, mais aussi une

★ L'HERNE, N° 32 : JEAN RAY, publié sous la direction de Jacques Van Herp et François Truchaud. Éditions de l'Herne, 415 p. Environ 120 F.

La plupart des œuvres de Jean Ray sont aujourd'hui rééditées par la Librairie des Champs-Élysées (Éditions du Masque). Trois recueils, signés John Flanagan, figurent dans la collection 12/13.

manière de chef-d'œuvre du fantastique. Certains récits de Jean Ray — *le Grand Nocturne*, *la Rue à l'ombre*, *le Psauteur de Mayence*, *la Main de Gort von Berlichingen* — sont d'une qualité peu commune.

L'auteur s'y montre fou de mots, rares surtout. Il savait les trouver, les choisir, les assembler mieux que personne. Son style flamboyant, baroque, trébuche parfois, en a remarquablement tiré parti. Cela nous vaut d'étonnantes images, telles celles-ci : « Les arbres, exilés sur les maïs et les avenues, n'étaient plus que de grêles trucs au futaie et les feuilles mortes acquiesçaient, au caprice du vent, un mélodique posséder de mains à giffes » (*Malpertuis*). N'y a-t-il point là comme une résonance surréaliste ? « André Breton », dit Alain Resnais, admirait beaucoup Harry Dickson.

Aujourd'hui, seize ans après sa mort, Jean Ray prend enfin sa véritable dimension. Un copieux numéro des *Cahiers de l'Herne*, dirigé par Jacques Van Herp et François Truchaud, vient de paraître, qui va efficacement l'y aider.

On trouve d'abord, dans ces quatre cents grandes pages, des témoignages de quelques-uns de ceux qui ont connu l'auteur de *Malpertuis*, surtout au soir de sa vie ; puis de bonnes études de l'œuvre et de certains de ses aspects : « Jean Ray ou la culture des anges » (Jacques Flaud), « L'écriture de Jean Ray » (Fernand Verheesen), « L'Univers de Jean Ray » (Jacques Van Herp), etc. On peut cependant regretter que Verheesen n'ait pas exacte-

ment perçu l'importance de la passion des mots chez Jean Ray. De même, Van Herp n'a pas suffisamment insisté sur les rapports de Jean Ray et de Gand, cette ville fascinante au moins autant qu'il la voulait parfois aux géomètres Gand, qui est bien toutes les villes de ses récits, et même le Londres d'Harry Dickson — pour qui sait voir.

Il n'empêche que ce *Cahier de l'Herne*, bien qu'on l'ait préfacé plus élaboré, plus « construit », est fort intéressant et mérite de rester l'attention.

De nombreux textes de Jean Ray — récits inédits, réflexions sur le métier d'écrivain, fragments où se fait jour un érotisme que nous soupçonnions à peine, — des photographies et des dessins aussi, une bibliographie complète mais abondante et utile complètent cet ensemble. Ajoutons encore qu'avec des *Repères biographiques* d'une très belle précision, Marc Vuillesteke, jetant bas la légende, nous dit, enfin, ce que Jean Ray fut vrai-



★ Dessin de Sébastien CLEVEY.

ment : écrivain et journaliste durant près d'un demi-siècle.

La gloire pourtant, ou ce qui en tient lieu, lui vint tard et parcimonieusement. Mais d'autres travaux paraîtront prochainement, qui lui seront aussi consacrés. Un monument commence à prendre forme : le présent *Cahier de l'Herne* en est la première pierre.

ROLAND STRAGLIATI.

Falstaff chez les Soviets

● Un pudding de nuits blanches et de marché noir

PROFESSEUR, journaliste, méromane, grammairien, globe-trotter, Anthony Burgess vit pour deux et écrit pour quatre. S'il met les bouchées doubles, c'est sans doute pour rattraper le temps perdu par six années passées dans l'armée, pendant et après la seconde guerre mondiale.

Il approchait de la quarantaine quand il a publié son premier livre, aussitôt suivi d'une kyrielle d'autres, publiés sous divers pseudonymes afin de ne pas effaroucher les critiques qui les recevaient parfois par lot de trois. Mais sa verve inimitable ne troupa jamais ses lecteurs et le succès de *« Orange mécanique »* (1962) lui permit de renouer aux dégoûtements. Aujourd'hui, à soixante-trois ans, il essouffit en toute liberté sa vocation d'homme-orchestre, du haut d'une pyramide de plus de quarante volumes, dont

onze seulement ont été traduits en français.

Du miel pour les ours date de 1963 et appartient au rayon des farces. A l'heure de la détente, le capitalisme et le communisme se font de pittoresques sous l'œil pique-nard de Khrouchtchev. Parmi les touristes-paléontologues venus saluer la patrie de la révolution, Burgess glisse un mauvais esprit, Paul Gussery, antiquaire britannique en « mission de marché noir ». Mais cette entreprise douteuse repose sur de nobles mobiles : accomplir les dernières volontés d'un ami mort, en retrouvant les traces d'un mystérieux maudit et en vendant des robes en diamant au bénéfice de la clandestinité. Et qui reprocherait au courageux intermédiaire de prêter sa commission au passage ?

Malheureusement, Gussery n'est pas l'homme de l'emploi. Sur le bateau qui l'entraîne vers l'aventure, des appréhensions le rongent qu'il tente en vain de noyer dans l'alcool ou d'étouffer dans les bras de sa belle épouse américaine. « *Tchanka, Tchanka !* », lui crient les mouettes

de la Baltique pour saluer son arrivée à Leningrad.

A peine a-t-il mis pied à terre que les ennemis commencent. D'abord, un douanier lui confisque la colle qui sert à maintenir en place ses fausses dents. Avec des bouts d'allumettes, il se confectionne des cales qui bloquent ses incisives baladeuses, mais qui lui blessent les gencives et déforment son accent. Or, Anthony Burgess, linguiste chevronné dont les photos nous révèlent la dentition de cannibale, sait qu'une erreur de prononciation peut conduire aux catastrophes. Il enlève donc tout à tour à ses héros : sa femme, ses valises, ses économies et sa liberté.

En revanche, Gussery découvre l'âme russe. Lui qui s'attendait à rencontrer des hommes nouveaux dans un pays neuf s'enfoncé dans une sorte d'enfer éternel peuplé de grands-mères et d'ogres. Sa présence éveille des convoitises qui l'étonnent. Voilà des gens qui ont « le monopole de la vérité, du beau, du bien. Que veulent-ils de plus ? Ses vêtements, ses bagages en peau de porc... » Et aussi l'air d'ailleurs, les dernières modes ou gadgets qui circulent de l'autre côté du rideau de fer. Est-ce à dire qu'ils ne possèdent rien ? Si, la femme de Gussery leur reconstruit le privilège de l'amour. « C'est à peu près tout ce qui leur est resté pour les soutenir à travers leurs terribles mutations historiques. Et je suppose que l'amour a presque disparu d'Angleterre et des États-Unis, à cause de la facilité de s'y procurer d'incompréhensibles substituts. Désormais, elle entend vivre à la chaleur de cette tendresse, de cette compassion qu'incarne une jeune doctoresse soviétique, alors que son mari, définitivement édenté par un ultime passage à tabac, regagne la maussade Angleterre.

On voit que la farce débouche, comme au Moyen Âge, sur une morale. Burgess renvoie dos à dos capitalistes et communistes. A chacun ses péchés, ses circonstances atténuantes, ses bourreaux et ses martyrs. Telle est la leçon que reçoit, en échange de ses illusions perdues, celui qui se targue d'apporter « du miel aux ours » ou des perles aux cochons. Hortense Chabrier et Georges Belmont ont réussi à traduire dans un français multicolore ce rappel à l'ordre de la chair écrit en « anglorusse ».

GABRIELLE ROLIN.

★ DU MIEL POUR LES OURS, d'Anthony Burgess. Éditions Acropole, 331 pages. Environ 65 F.

Une méditation sur la mort

● Les pensées de Pierre-Albert Jourdan

PIERRE-ALBERT JOURDAN, fait partie de ces auteurs, trop rares, que la célébrité n'attriste pas. Elle, les rebute plutôt. Il n'y voit sans doute qu'une illusion fâcheuse, risquant de fausser le jugement que l'écrivain porte sur lui-même ; elle l'invite, en effet, à se considérer comme un homme public, et non plus comme l'entremetteur de tous les secrets. Loin du bruit et des vanités de la mode, Pierre-Albert Jourdan poursuit une œuvre austère, mais d'une grande séduction, car elle associe la profondeur à la simplicité.

Cet hiver, il publie *l'Angèle morte*, son quatrième recueil d'aphorismes, après *la Langue des fumées* (1), *le Matin* (2) et *Fragments* (3). C'est, presque entièrement, une méditation sur l'infortune de mourir. « La main, dit Pierre-Albert Jourdan, trace un signe dans l'air. Nous avons

convenu qu'elle prolongeait ainsi l'adieu. Mais nous ne savons rien de l'adieu. La main s'immoobilise. L'extrémisme a fait mouche. » Ailleurs, il note : « Même sommaire tu auras droit à ta toilette », car « il semble que l'entourage veuille effacer l'indécence du mourant ».

Quoi qu'il s'efforce d'imaginer le cadavre comme une farce que l'on se joue, Pierre-Albert Jourdan ressent « une douleur insupportable » en songeant qu'il devra « tout quitter ». Cette pensée fait tressaillir toutes les autres. « Elle sourd constamment du paysage contemplé, des êtres autour de soi. Mais elle ne les détruit pas, elle les fait venir à la beauté. » L'auteur sait qu'on « oublie de vivre », lorsqu'on oublie la mort. Aussi voudrait-il, dominant ses craintes et ses tourments, envisager celle-ci avec sérénité. « Un peu de maturation n'est jamais qu'un peu d'acceptation », dit-il. Ou encore : « Celui qui absorbe les restes du soleil en silence n'attend rien », connaissant la vanité de ses prières, de ses révoltes et de ses larmes. Une sagesse fragile, guettée par l'inquiétude comme par un oiseau de proie, s'affirme dans le livre

de Pierre-Albert Jourdan, selon l'enseignement des anciens philosophes chinois, qui pensaient que mourir c'était rentrer chez soi.

L'auteur évoque, aussi, le naufrage des amours et des amitiés, avec beaucoup de justesse et d'émotion : « Nous en parlons quelquefois entre nous. » Entre nous il y avait ce vide qui était notre négation, qui nous appelait, et nous, nous espérions faire revivre par le souvenir un peu de la chaleur perdue. Nous étions là, désespérés. Entre nous ce vide nous dépourrait sans que nous nous en apercevions. Nous n'étions qu'une épaule adossée à la nuit. » On admire la discrétion de cette sorte d'aveu, dans une époque où les sentiments se trahissent, trop souvent, de la pire manière. Il faut la retenue de Pierre-Albert Jourdan pour désigner le mystère sans l'amoindrir. « Passer outre, écrit-il : c'est la devise qui flotte sur ton corps comme un sourire indéfinissable. »

FRANÇOIS BOTT.

★ L'ANGÈLE MORTE de Pierre-Albert Jourdan. Diffusion Librairie Truchaud, 24, boulevard Montparnasse, Paris 75014. Environ 30 F.

« Dieu, sa vie, son œuvre », de Jean d'Ormesson

Un sacré tintouin

LE titre du dernier livre de Jean d'Ormesson, reconnaissable qu'il est drôle. Qui plus est, ajusté. C'est bel et bien du créateur et de la création qu'il s'agit. Thème de canular par excellence, puisqu'on peut tout en dire, et le contraire. Mais la connotation scolaire prévient loyalement les nombreux lecteurs du très romanesque *Plaisir de Dieu* qu'il va falloir retourner sur les bancs du lycée. *Dieu, sa vie, son œuvre* est à la classe de philo ce qu'était à celle d'histoire la *Gloire de l'Empire*.

Pour les deux tiers, le livre pense. En se jouant, car c'est la marque profonde de l'auteur, sa politesse, mais enfin il pense l'écriture. Dans la belle tradition de l'enseignement libéral, et vu le sujet, les questions l'emportent sur les réponses. En gros, toutes celles qu'on se pose en terminale. Pourquoi y a-t-il un univers plutôt que rien ? Ce monde peut-il être sans cause ? Son auteur, présumé parfait, a-t-il voulu le mal qui nuit tant à son « image », comme on dit maintenant ? A-t-il hésité à nous laisser libres d'écrire une histoire ? Compte-t-il arrêter l'expérience un jour prochain ?

Et d'abord, existe-t-il ? Sous une des identités dont on l'a affublé, horloger des raisonnements ou barbu des Églises, d'Ormesson ne se prononce pas. Si, en revanche, vous appelez Dieu le tout auquel chacun de nous appartient, le temps et l'espace qui nous portent, la nature, l'histoire, la cohorte des hommes passés et futurs, le hasard, la nécessité, l'absurde sur lequel les incroyants se cassent le nez, et l'en passe, alors d'Ormesson fait plus que d'y croire : il le supplie et lui rend grâce.

De même, si on nomme Lucifer l'autre « sans qui il n'y aurait pas eu d'univers distinct de la divinité, ni de dialogue avec elle, l'auteur est tout prêt à lui faire une place dans sa petite théodicée portative.

Et pourquoi, direz-vous, ce moment d'agréable enjoué ? Nous y arrivons. Pour permettre à l'écrivain qu'il est devenu, d'y aller de son œuvre maîtresse sur l'indécible geste divin.

par Bertrand Poirot-Delpech

Homère, Dante, Milton et Chateaubriand se sont risqués sur ces hauteurs, Carpeccio et Michel-Ange aussi : pourquoi pas moi ? C'est dit avec tous les doutes et les sourires volus, mais l'ambition est celle-ci : prendre rang et date dans la mémoire culturelle au rayon des monuments qui espèrent embrasser l'aventure divine et humaine, du plus haut qu'il se peut !

On n'a jamais parlé de ces choses que par paraboles ou fictions. Comme d'Ormesson est romancier de son métier, sa Sixtine à lui sera un catalogue de ce que le créateur avec un petit « c » peut faire avec le seul secours des mots. De même que *la Gloire de l'Empire* visait à épuiser toutes les histoires possibles, *Dieu, sa vie, son œuvre* prétend résumer tous les romans imaginables — cela dit, répétons-le, avec quatorze points d'auto-ironie.

Parmi les licences du romancier, il y a celle de mentir effrontément dans les marges de l'histoire. Beaucoup d'auteurs en usent, ces temps-ci : Dutoit récrit Conan Doyle, Tourneur les Évangiles, Boisdétreffe Goethe ; et je crois savoir que la liste n'est pas close. Le plaisir de d'Ormesson, on l'a vu avec ses autres livres, est de donner des coups de pouce malicieusement successifs et aux accidents de lignées qui sont, à ses yeux, les moteurs de l'histoire.

Les deux espèces de canevas romanesques qui s'intercalaient entre ses considérations théologiques procédaient de ce goût espiègle pour les retouches généalogiques. Le « nègre » qui finira par épouser une bourgeoise de Pontarlier et par incarner tous les terrorismes à du sang Vaudreuil dans les veines (cf. *le Plaisir de Dieu*), il a traversé l'Atlantique sur l'*Apollon* commandé par le père de Chateaubriand, il a secondé Toussaint Louverture, et aimé la future Pauline Borghèse... Comme le beau monde est petit !

TOUTJOURS plus fort : Hortense Allart, une des maîtresses de Chateaubriand qu'on a données pour la fille de Bernadotte, de Murat et même de Napoléon, ne serait autre — vous êtes assis ? — que la fille de Henry Bayle et la sœur de Fabrice del Dongo. Stendhal, beau-père du vicomte par la main gauche, qu'est-ce que vous dites de ça ?

Au vrai, rien ne s'y oppose. Sans qu'il y ait besoin d'invoquer l'érudit imaginaire de *la Gloire de l'Empire*, les grands stendhaliens, Martineau, Chuquet, Royer, Vermaire, ont tous séché sur l'identité du lieutenant Robert du début de *la Chartreuse de Parme*. (Voir La Pléiade, page 1381.) Stendhal a donc pu se peindre sous les traits de l'officier, et séduire la mère d'Hortense, à la Scala de Milan, vers 1800. Au cas où les spécialistes chatoaubriandistes, je signale à d'Ormesson son qu'en préface à la Correspondance de Stendhal (Michel Lévy, 1855, page XII) Mérimée fait état d'une confidence de son ami Bayle sur un « amour secret », en Italie, à l'époque idoine.

C'est à Chateaubriand, lui-même, sa vie, son œuvre, que d'Ormesson réserve ses talents de fletti brodateur, mêlant à l'exact l'exquis invérifiable. Le tombeau de Pauline de Beaumont, à Saint-Louis-des-Français, et un tableau de la Villa Médicis attestent, je les ai revus il n'y a pas huit jours, que le XIX^e siècle avait bien les yeux sur les aventures de l'ambassadeur de Charles X, et que la Villa lui faisait fête ; mais quant à savoir s'il a fait, dit et pensé tout ce que lui prête l'auteur, notamment laquelle de ses trois morts fut la bonne, à vos Malet-Isaac, à vos Lagarde-et-Michard !

POURQUOI une chronique rêvée de Chateaubriand à Rome, à propos de la biographie de Dieu ? Pourquoi pas ! La vie de l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* récapitule assez bien ce que peut être l'histoire du monde, d'un homme et Rome ce que les artistes ont su inventer de mieux.

(Lire la suite page 12.)

Jean-Paul Aron Misérable et glorieuse la femme du XIX^e siècle



Fayard

صلى الله عليه وسلم

Un sacré tintouin

(Suite de la page 11.)

On sent surtout une tendre prédilection du comte Jean pour le vicomte François-René, ambassadeur, pair de France, écrivain de génie, tout occupé, avec succès, de gloire et d'amour, couvert de femmes, d'honneurs et d'absolutions. (Il paraît que le poste d'ambassadeur, au palais Farnèse, va être vacant. Au lieu d'y mettre un diplomate à l'ancienneté, ou un ancien ministre à l'usage, que n'y envoie-t-on un de nos grands amoureux de l'Italie, fils et neveu de représentants à la fois de l'habileté et de la bêtise ? Quel bonheur ce serait de le voir régaler d'anecdotes les belles Romaines, sous le plafond coquin du Carrache !)

En Chateaubriand, l'auteur voit s'incarner son idéal de talent qui réussit, du bonheur scandaleux et gai. Au fond, pour lui, l'histoire est moins faite de statistiques, de divisions en classes et d'efforts obscurs que de coups de foudre entre jeunes gens huppés, beaux, bannis des dieux et contents de l'être !

C'est à cause de l'amour ainsi entendu que Dieu, à la fin du livre, décide de faire qu'il y ait quelque chose au lieu de rien. Un amour dont d'Ormesson a tiré naguère qu'il était d'abord un « plaisir », et qui ne se dédit pas. Amour masqué de carnaval, dieu du jeu autant que du don. « Nous sommes faits, est-il dit, pour rire, oublier, jouer à la balle » ; rester en enfance, montrer Rome à une fiancée...

Le jeu ! Du titre à la dernière ligne, Dieu, sa vie, son œuvre joue sur tout : le vertige des possibles, l'ambiguïté des tons, l'étonnement des références et des énumérations, le biseau des glaces. Le rêve de l'auteur serait d'habiter ces miroitements comme Vélazquez ceux des Ménines. Dire tout et le contraire, être tout et le contraire, Dieu et Lucifer, le bon et le mauvais, le puissant et le faible, le riche et le pauvre, l'homme d'ordre et le révolté, tout exprimer, tout concilier. Imaginez un précis de théologie qui serait écrit comme un envoi de comédie : ça ou autre chose, comme il vous plaira... Est-ce bien sérieux ?

LES lecteurs qui attendaient une suite à la saga des Vaudreuil vont tiquer, de même que les amateurs de cosmogonie, même avec poignées. Autant dire que d'Ormesson a pris un petit risque. Comme romancier, il se met dans la situation, jugée par lui-même périlleuse, de ne pas assez cacher son savoir et son art, de trop intervenir, de ne pas laisser à ses inventions le temps de s'incarner et de prouver, d'elles-mêmes, ce qu'il a envie de dire. Bref, si Dieu se fait, son prophète, passablement, bavard !

Mais quoi ! Tenir à bout de bras, à la veille d'être, l'univers, l'humanité, les mots, le sens, et un rayon lueur, comme aurait dit Virgile, c'est « un sacré tintouin » ! Le tour de force est là, ainsi qu'une certaine émotion inquiète, sous la jonglerie, et un si formidable amour de notre littérature, en particulier du dix-neuvième siècle, qu'on a envie de se y replonger.

Dieu, sa vie, son œuvre fait mieux que de contenir tous les livres : il y renvoie. **BERTRAND POIROT-DELPECH.**

* DIEU, SA VIE, SON ŒUVRE, de Jean d'Ormesson. Gallimard, 488 pages, environ 65 F.

DANS SON NUMÉRO DE JANVIER

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LES GRANDS-PARENTS RETROUVÉS



L'ORDINATEUR À L'ÉCOLE : LA GRANDE PAGAILLE

Italie: l'extrême droite gagne chez les jeunes

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION

La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER VOUS NE PAIÉREZ QUE 80 F, 1 AN FRANCE POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 88 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 80 F (étranger 104 F).

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

30181

Envoyez votre règlement à : LE-MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

Les cartes postales de Giraudoux

Peut-être parce qu'il regrette qu'on n'ait aucun autographe de Molière, à part une signature sur une facture, Louis Jouvett gardait et classait tout, le moindre billet, la moindre carte postale.

Des cartes postales, Jean Giraudoux, qui voyageait sans cesse en sa qualité d'inspecteur des ambassades, en envoyait beaucoup. Des messages d'amitié, certes, mais à peu près aussi intéressants que « Bon souvenir de Ball » ou de San-Francisco. La publication de la correspondance entre Giraudoux et Jouvett a réclamé un minutieux travail pour un résultat assez mince, heureusement relevé par une longue lettre de Jouvett à la lecture de *Judith*, où l'on voit comment il questionnait une pièce et cherchait à en saisir tous les sens. Jouvett a monté *Judith* au Théâtre Pigalle en 1931. Dix ans plus tard, il déclarait : « C'est une pièce qui ne marche pas. J'ai cherché, je n'ai pas encore trouvé par où elle pêche. C'est mystérieux, une pièce. »

L'auteur du recueil assure dans sa préface que cet échange de correspondance vaut par le non-dit plus que par le dit. Peut-être, mais, pour les non-initiés, ce non-dit risque de rester inaudible.

CHARLOTTE DELBO.

* Correspondance entre Jean Giraudoux et Louis Jouvett. Cahiers Jean Giraudoux, 9, Grasset, 150 pages.

Qui connaît Sylvain Pitt ?

Charles-Albert Ginzirg conservait jalousement un panier japonais rempli de calepins, de liasses, de grimoires, même monnaie d'un trésor perdu de « 700 cahiers pleins de dessins et d'inscriptions toutes chaudes de chaque aujourd'hui depuis 1880 ». Ce tas d'écritures était le dernier message d'un marginal prophétique, presque anonyme, faisant métier de chanson populaire et de pédagogie sauvage, à l'aube du vingtième siècle (1880-1919). Qui connaît Sylvain Pitt ? Doris Jakubec, scrutant ce legs énigmatique, a redonné vie à un personnage hors du commun, à une aventure modeste et fascinante. C'est que Pitt, fils d'un petit instituteur

de l'Oise, porte témoignage au jour le jour d'une expérience éternelle de la liberté. Cette quête commença par la mort d'une mère, et par les désastres d'un séminariste sans vocation. La folie du charbonnier, mais folie en l'homme, et l'amour éternel de la vie animeront ce solitaire intraitable. Professeur à Elampes, Pontoise, Coulommiers, sa pédagogie libertaire sera en honneur à l'enseignement officiel et à ses dignitaires. Précepteur de fils de riches, surveillant d'institut pour enfants pauvres, secrétaire à l'université populaire de Georges Deherme, pionnier des vacances ouvrières ou créateur d'un atelier de couture utopique (égalité des salaires et journée de huit heures), Pitt est insatiable d'échecs et d'optimisme. Un optimisme braqué sur l'avenir, et qui enlève à l'échec son amertume.

Les carnets de Pitt sont traversés de superbes éclaircissements, mais sa véritable œuvre, celle à laquelle s'attache D. Jakubec, il l'a vouée sans avoir eu le temps de l'écrire. C'est cette aventure intérieure de grand style qui lui a valu l'amitié de Ginzirg, de Francis Jammes, et surtout de Claudel, avec qui le lecteur de ce beau livre pourrait dire : « Combien je désirerais avoir pour compagnon cette âme forte... » (Sylvain Pitt ou les aventures de la liberté, une vie à l'aube du vingtième siècle, de Doris Jakubec. Éditions Universitaires, Fribourg.)

la vie littéraire

Dirty, je suis pour...

S'ouvrant sur le frontispice mortuaire d'un masque noir et blanc de Marta Kuhn-Weber, cette quatrième et double livraison de la revue *Dirty* confirme l'importance de ce lieu ouvert aux tentatives les plus diverses et les plus novatrices de ce que nous pourrions appeler l'écriture contemporaine. Sous la subtile tutelle de Frédéric-L.M. Bergougnoux, chaque numéro s'articule autour d'un thème. Après la nudité, voici donc la beauté/suicide magnifiquement « traversée » par de forts textes distribués sur 154 pages grand format.

Un copieux dossier Ezra Pound, outre la publication des « Cantos Dynastiques LII et LXI », regroupe des interventions de G. Lely, D. de Roux, Allen Ginsberg, P. Riva... tandis que Hubert Juin nous fait découvrir un texte

ROLAND CHOLLET.

Le baiser au cancer

On se souvient de la réaction du lecteur dans le *Diabète* et le *bon Dieu*, lorsque Gertz, converti à l'amour du prochain, veut l'embrasser : « Pas sur la bouche, pousse ! » Si Fritz Zorn, l'auteur de *Mars* (Gallimard, 1979), avait survécu à sa maladie, il aurait sans doute apprécié de la même manière le « baiser au cancer » que lui administre Monique Verrey sous la forme d'une lettre humaniste et larmoyante publiée en guise de préface à l'un de ses récits posthumes (Monique Verrey : *Letzte*, de Fritz Zorn, et Fritz Zorn, *le Premier Puzzle de Zurich*, l'Air Lussanne, « Dossiers Z », 98 pages). Zorn ne nous a pourtant pas laissé les ressources de nous appuyer sur son sort : il a fait de son cancer le plus terrible des accusateurs, contre sa famille, qui l'a « éduqué à mort », contre la classe bourgeoise à laquelle il appartenait, contre la Suisse, contre la société. « Je suis le déclin de l'Occident », proclamait-il superbement. Ce qui est pitoyable, en revanche, c'est la tentative de Monique Verrey de faire passer *Mars* pour l'effet d'une carence affective à laquelle elle se reproche, tardivement, Dieu, merci, de ne pas avoir remédié ! Quant à la traduction qu'elle propose du récit inédit de Zorn, disons par euphémisme qu'elle fait ressortir la qualité exceptionnelle de celle que Gilberte Lambrichs avait donnée de *Mars*. Cette publication inaugure une nouvelle collection, « Dossiers Z » (Z comme Zorn, c'est-à-dire colère, précise l'éditeur). Puisse le second dossier annoncé sur Zurich et sur Zorn honorer cette fois le titre de la collection !

MICHEL THEVOZ.

vient de paraître

Romans

BERTRAND BLIER : *Bas-père*. — Ce qui arrive quand le héros tombe amoureux d'une femme déjà mère d'un enfant. Par l'auteur des *Valseuses*. (Laffont, 226 p.)

JEAN CAYROL : *L'Homme dans le rétroviseur*. — L'auteur définit ainsi son nouveau personnage : « Nouveaux des idées, vagabond de la mémoire des autres, monnaie du temps passé ». (Le Seuil, 218 p.)

PIERRE MOUSTIERS : *Le Cœur du voyage*. — Le voyage en Provence et l'éducation d'un jeune homme sous le Dictionnaire. (Le Seuil, 286 p.)

GEORGES PROUVE : *A la suite d'une*. — Quand le fils de Jean-Sébastien Bach entreprend de raconter la vie de son père... (Denoël, 274 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

Nouvelles

JACQUES MERCANTON : *Récits et nouvelles*. — Le premier tome des œuvres complètes de cet écrivain suisse francophone, avec une préface de Jacques Chessex. Neuf autres volumes suivront. (Ed. de l'Aire, Lausanne, 420 p.)

Biographie

PIERRE PETITFILS : *Voltaire*. — Les visages contradictoires de Paul Verlaine : le poète dévot et la légende (Julliard, 508 p.)

Critique

PAUL NOUGÉ : *Histoire de la poésie*. — Les œuvres théoriques d'un surréaliste belge, mort en 1967. Collection « Centre, Lettres différentes ». Ed. L'Âge d'homme, Lausanne.

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

Ressais

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

Ressais

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

Ressais

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

Ressais

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

Ressais

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*. — Ajaz, Modiano, Sagan, Azagron, Le Clézio, Dorell, Simonon et beaucoup d'autres, interrogés par un journaliste des *Nouvelles littéraires*. (Le Seuil, 298 p.)

Ressais

LEO BERSANI : *Épistolaires et Fables*. — Convergences et divergences de la littérature et de la psychanalyse, par un professeur de l'université de Californie. (Trad. de l'anglais par Dominique Jean. Ed. du Seuil, 156 p.)

CORNELIUS CASTORIADIS et DANIEL COHN-BENDIT : *De l'écologie à l'autonomie*. — La transcription des débats qui eurent lieu à Louvain-la-Neuve, en février

en poche

1980, et qui traitèrent de la lune arcturienne, de l'écologie et de la politique. (Ed. du Seuil, 125 p.)

PIERRE PRU : *La Petite Fille dans la forêt des contes*. — Pierre Pru propose une interprétation des contes traditionnels qui diffère totalement de la démarche psychanalytique de Bruno Bettelheim, en montrant l'accent sur les métamorphoses des personnages comme signes de leur évolution existentielle. (Ed. Robert Laffont, 296 p.)

CHRISTOPHER LASCH : *Le Complexe de Narcisse*. — Le sous-titre du livre : *La Nouvelle Sensibilité américaine*. — Dans cet essai, qui a été un best-seller outre-Atlantique dès sa parution, Christopher Lasch montre à quel point l'Amérique a changé. Une société qui était encore conquérante dans les années 60 est désormais avant tout préoccupée d'elle-même. Partout, dans l'éducation, la politique, le sport, la vie affective, règne le culte du « moi ». (Traduit de l'américain par Michel L. Landa. Robert Laffont, 340 p.)

JEAN-CLAUDE RENARD : *Une autre parole*. — Neuf essais où l'auteur s'interroge sur « le langage poétique ». (Le Seuil, 156 p.)

Entretiens

PIERRE DE BOISDEFRE : *Goethe m'a dit*. — Dix entretiens imaginaires avec l'auteur de *Werther* sur les sujets les plus divers : l'Édipe, le christianisme, l'amour, etc. (Ed. L'Âge d'homme, Lausanne, 332 p.)

JEAN-LOUIS EZINE : *Les Écrivains sur la sellette*.

essais

La façon de François Roustang

● La dissidence est-elle le prix de l'originalité ?

EN exergue à son dernier livre, le psychanalyste François Roustang a mis la réponse du champion de tennis Jimmy Connors à la question d'un journaliste qui lui demandait quelle épithète il souhaitait voir gravée sur sa tombe : « Je la voudrais dans le style : il est né en 1952. Mort en... A sa façon. »

François Roustang a une façon bien à lui, à la fois originale et insolente, d'envisager l'histoire de la psychanalyse. On se souvient sans doute qu'il y a quatre ans son essai *Un désir et une fin* (1) avait provoqué quelques remous dans les milieux analytiques : il y ridiculisait, entre autres, ses confrères lacaniens, qu'il décrivait comme des perroquets prétentieux, bavards et fanatiquement attachés aux basques de leur maître comme des enfants aux jupes de leur mère.

On se tromperait lourdement cependant en faisant de François Roustang un adversaire de la psychanalyse. Certes, il raille ses sectes (et quel esprit libre ne s'en réjouit-il ?) ; certes, il nie sa scientificité (et comment lui donner tort ?) ; certes, il critique son mode de transmission (comme, d'ailleurs, à peu près tout le monde) ; certes, il redoute que le patient, après avoir été extirpé de lui-même par son entourage, ne soit aussi par la théorie (et là, il s'écarte des tables sacrées freudiennes). Mais ses réserves visent en définitive à rendre la relation analytique plus libre et plus féconde.

Deux exemples permettront peut-être d'illustrer la démarche de François Roustang. Le premier concerne la guérison en analyse. Pour Freud, elle est rendue possible par le travail d'interprétation, voire par les constructions de l'analyste, travail qui a pour finalité de rendre à l'inconscient conscient. Hélas ! il arrive trop souvent de constater

que comprendre ne sert à rien, que savoir comment on fonctionne, ce que l'on répète, ne modifie rien d'essentiel ! De contre, écrit Roustang, si l'on réussit à susciter une production onirique ou fantasmatique qui rend manifeste un état de régression jusqu'à l'insupportable, des remaniements s'opèrent sans qu'il soit possible au psychanalyste de produire un système de références qui englobe le dire du patient. Comme si ce qui était assés par ce dernier, à travers ses formulations étranges, devenait pour lui une nouvelle assés et de nouvelles racines. Il s'agit non pas tant de faire passer le somnifère dans la veille que de déployer le sommeil jusqu'à ce qu'il trouve sa propre constance.

Croire au génie

Voilà, instruments-t-on vaguement, une démarche plus junglienne que freudienne ! A cette objection, Roustang répond qu'il n'y aurait à lui gravité et que les dogmes l'ennuient, non sans préciser ensuite qu'il s'agit d'autre chose : non pas de la découverte d'archétypes ou de quelque chose susceptible de donner accès aux secrets de la nature, mais bien plutôt d'une expérience de la folie dans la raison et de la raison dans la folie qui court-circuite une réalité trop oppressante, permettant ainsi à l'imagination de prendre son envol. C'est dire, d'autre part, que l'analyste doit croire au génie de son patient et que la guérison n'est peut-être rien d'autre que la généralité en acte. Sur ces deux points, Roustang se rapproche de Ronald Laing et de Harold Searles.

Un second exemple, plus moulin mais moins frivole qu'il n'y paraît, mettra, lui, en évidence l'insolence et la hardiesse de l'auteur. Les psychanalystes, on le sait, aiment à se présenter comme des êtres infiniment évolués, que la société bolchevique pousse à l'analyse. Cette croyance, si elle

flatte incontestablement leur narcissisme, ne résiste pas à l'analyse, et celle de Roustang est étonnante.

On souhaiterait la reproduire entièrement, ce qui bien évidemment n'est pas possible, heureusement d'ailleurs, car ce serait priver le lecteur du plaisir de la découverte. Disons simplement, juste question de donner à humer le fumet, que les psychanalystes dans leur ensemble sont décrits comme des marginaux du secteur tertiaire, incapables, par grandeur ou par misère, d'intégrer au circuit économique la production, mais qu'ils sont en même temps des marginaux reconvertis au social par le détour lucratif de la gestion du non-rationalisable, c'est-à-dire de l'inconscient. Cela dit, qu'ils permettent à quelques pages de mieux vivre ou de vivre moins mal, c'est déjà précieux. « Mais quel besoin, conclut Roustang, de se donner des airs de révolutionnaire de peu de lapin ! »

Le titre de son livre — *Elle ne le lâche plus* — est tiré d'un passage d'une lettre adressée à Freud par le psychiatre suisse Ludwig Binswanger dans laquelle ce dernier écrit : « Celui qui se psychanalyse a empoigné, elle ne le lâche plus. » C'est sans doute, déplore Roustang, qu'analytiques ou analystes adoptent presque malgré eux le style de Freud, quand ils ne tentent pas celui de Lacan. Mais un style ne s'impose pas, si ce n'est pour ne rien dire et pour faire rire. Alors, autant écrire, autant travailler à sa façon, quitte à être qualifié de dissident ou d'hérétique. L'originalité et l'inventivité sont à ce prix. Freud le savait bien lui qui méprisait sciemment ses disciples les plus fidèles. Gageons qu'il aurait apprécié les audaces de Roustang, quitte à l'accuser de trahir la cause. Il n'y a pas de liberté sans parodie.

ROLAND JACCARD.
* — *ELLE NE LE LÂCHE PLUS*, de François Roustang. Ed. de Minuit. Coll. « Critique » dirigée par Jean Piél. 228 pages. Env. 51 F.

(1) Ed. de Minuit.

L'homme est le remède de l'homme

● Un guide de l'anti-psychiatrie par Joseph Berke.

IL y a près de dix ans, Joseph Berke, un psychiatre américain, publiait un livre bouleversant qui allait connaître un énorme retentissement : *Mary Barnes, un voyage à travers la folie* (1) ; il racontait dans quelles circonstances il avait été amené à accompagner une infirmière de quarante-deux ans, équilibrée « schizophrène », dans ses efforts pour naître à elle-même. L'histoire de Mary Barnes devint rapidement à l'antipsychiatrie ce que le cas de *l'Homme-papillon* est à la psychanalyse : un document authentifiant la théorie.

La renaissance de Mary Barnes avait en pour cadre Kingsley Hall, ce centre communautaire et expérimental créé par Ronald Laing. Kingsley Hall, aujourd'hui, n'existe plus, mais de nombreuses communautés thérapeutiques s'en sont inspirées pour tenter de répondre aux problèmes concrets posés par la folie. Joseph Berke raconte dans son dernier livre, *l'Homme-papillon*, toutes les attentions à l'attention psychiatrique ; il s'agit d'un guide — avec adresses et numéros de téléphone — de l'antipsychiatrie britannique.

Joseph Berke a lui-même fondé, en 1970, avec Morton Sabatmann, l'association Arbores

du nom de ces arbres que les tarabustés trouvaient dans le désert ; elle offre un refuge à tous ceux qui ont été ballottés par des tempêtes, internes ou externes, réelles ou fantasmatiques. Comme Kingsley Hall, elle repose sur deux principes essentiels : le respect de ce que chacun pense ou ressent, aussi étrange ou inhabituel cela soit-il, et le refus de juguler l'angoisse de l'autre, ainsi que sa propre peur, avec des moyens chimiques.

Les cent premières pages de *l'Homme-papillon* sont d'ailleurs consacrées à recenser et à critiquer les moyens thérapeutiques généralement utilisés pour faire face aux personnes « en crise » : électrochocs, neuroleptiques, antipsychotiques, neurochirurgie. Joseph Berke explique pourquoi il les considère comme inadaptés, au pire (dans le cas de la lobotomie, par exemple) comme criminels.

C'est que la psychose, pour lui, ne résulte pas d'un déficit organique ; il la décrit comme « un événement cyclique qui comprend une période de fragmentation psychique aboutissant à une période de reconstruction sur le plan émotionnel » ; d'où le titre de son livre : *l'Homme-papillon*, la métamorphose du papillon symbolisant pour l'inconscient le passage de la dépendance à l'autonomie, de l'impuissance à la force, de la mort à la renaissance.

Bruno Bettelheim, dans *Un lieu pour rêver* (2), avait déjà employé cette métaphore ; il présentait d'ailleurs l'Institut orthogénique de Chicago où il accueillait des enfants autistes, comme un refuge où cette métamorphose était rendue possible : « Au plus profond de lui-même, le malade sait que cet endroit lui servira de chrysalide et qu'après une période d'hibernation et de développement intérieur il en sortira une personne complète. »

Pour Joseph Berke, comme pour Bruno Bettelheim, l'homme seul peut être le remède de l'homme ; à les lire, on pressent ce que pourrait être une psychiatrie à l'usage humain, où le malade ne serait pas ravalé à l'état de chose que l'on possède et que l'on manipule à sa guise, et où le psychiatre ne régnait pas sur un peuple d'ombres.

R. J.
* *L'HOMME-PAPILLON*, de Joseph Berke. Trad. de l'anglais par M. Renard et C. Sé. Ed. Buchet-Chastel. 256 pages. Env. 50 F.

(1) Ed. du Seuil.
(2) Ed. Robert Laffont.

VIRGINIA WOOLF

LA TRAVERSÉE DES APPARENCES

Le LIVRE de POCHÉ

MICHEL GRANET docteur d'Etat

LE TEMPS TROUVE par ZOLA

dans « LE DOCTEUR PASCAL »

« C'est un livre bourré d'idées et de passion » (G. Mitterand Paris III Sorbonne nouvelle).

« J'y ai retrouvé toute la richesse foisonnante de vos découvertes, la rigueur de vos distinctions jointes à l'audace insupportable de votre imagination » (G. Michaud, Professeur émérite Paris X Nanterre).

Les Publications Universitaires de Paris, 6 rue Eginhard 75004 Paris.

« l'indispensable »

GREVISSE

le bon usage

DU CULOT

PRÉFACE DE PAUL ROBERT

provinciales

La terre dans les veines...

● Les racines de Georges-Emmanuel Clancier, Pierre Gascar et Gaston Bonheur.

LA littérature française contemporaine serait-elle le fait, pour une certaine part, de paysans déracinés ? On pourrait le croire à voir le nombre de livres qui paraissent où des romanciers réputés partent à la recherche de leurs sources, puisent dans ces « terres de mémoire » qui tirent leur humeur de la glèbe familiale et villageoise.

Georges-Emmanuel Clancier, dans une collection que dirige son fils, ont sont déjà parus un André Dhôtel et un Henri Vincenot, se penche, avec une application et un respect de chercheurs de champignons, sur son Limousin natal : Saint-Yrieix et Châlus. « Au seuil de l'an 2000, écrit-il, notre temps, plutôt que de conjuguer ses rêves au futur, comme le fit la première moitié du siècle, jette en arrière un regard nostalgique à la recherche des racines d'une certaine « sagesse » ou d'un certain « bonheur ». Et de parler un peu plus loin de la « douceur de vivre », bien que le romancier du *Patrimoine* n'oublie pas que cette douceur s'appellait également dureté : paysans aux reins cassés par un labeur ingrat, ouvriers du kaolin minés par la stérilité.

Il serait intéressant de rechercher les raisons pour lesquelles romanciers et poètes, réputés pour leur sens divinatoire, leur perception de ce qui va être, préfèrent aujourd'hui se réfugier dans ce qui fut, inventer les vestiges plutôt qu'interpréter les signes. Par quel réflexe de fuite, quel complexe de refus devant l'absence de ce qui va venir ? En attendant, la mémoire embellit, la mémoire s'attendrit, la mémoire idéalise. Coiffes, chemises antiques où l'on pouvait tenir debout, vieilles cruches, bahuts anciens, terres à l'infini et arbres, arbres...

...avec humour...

UN véritable régal, ce livre du dessinateur anglais Ralph Steadman ! La biographie de Freud y est envisagée dans ses rapports avec l'humour et l'inconscient. Les illustrations regorgent de moulures visuelles et de textes de mots d'esprit. Il a fallu plus de trois ans à Steadman pour réaliser cet hommage à « l'un des penseurs les plus fantasmatiques que notre planète tarabustée ait jamais produits ». Le résultat, digne de tous les éloges, a été salué par la presse comme il le méritait : rare, en effet, sont les ouvrages aussi originaux, aussi drôles, inspirés par la psychanalyse. La traduction française de Jean Gaspard est également un modèle d'intelligence. Pour une fois, voici donc un hommage digne de celui qui l'a inspiré : les artistes comprendraient-ils mieux Freud que les psychanalystes ?

* SIGMUND FREUD, de Ralph Steadman. Trad. de l'anglais par J. Gaspard. Ed. Aubier-Montaigne. 115 pages, 50 dessins. Env. 30 F.

...sans dévotion

ERICH FROMM ne s'est jamais départi à l'égard de la psychanalyse d'une vigilance critique qui irritait fort ses confrères. Dans de nombreux ouvrages, il a tout à la fois reconnu ce qu'il devait à Freud et marqué ses distances par rapport à l'orthodoxie analytique.

Dans son dernier livre (posthume), il reprend en les synthétisant les objections que soulève la méthode scientifique de Freud. « Malgré toute l'admiration qu'on peut éprouver pour le fait qu'avait Freud en la raison et en sa méthode scientifique, écrit-il, on ne peut nier qu'il nous donne souvent l'image d'un rationaliste obsessionnel qui construit des théories sur une base pratiquement nulle et qui fait violence à la raison. » Une pièce supplémentaire à ajouter à l'interminable et vraisemblablement insoluble débat concernant la scientificité de la psychanalyse.

R. J.
* *GRANDEUR ET LIMITES DE LA PENSÉE FREUDIENNE*, d'Erich Fromm. Trad. de l'américain par T. Carlier. Ed. Robert Laffont. 216 pages. Env. 36 F.

Faconde

Avec Gaston Bonheur, disparu peu après qu'il eut mis la main aux dernières corrections de son livre, si nous ne quittons pas le domaine de la langue d'oc, reconnaissable aux patois gascon, périgourdin et limousin, nous entrons en plein pays cathare et occitan. Gaston Bonheur, c'est, bien sûr, la trilogie de *l'Ecole enchâssée* (Qui a cessé le vers de Soisson ? etc.) et la glorification de l'école laïque et républicaine, inspirée et vernue, symbolisée par la mère, institutrice publique ; c'est également le journalisme de la grande presse de l'après-guerre, son aventure, ses faiblesses, c'est le Tout-Paris de l'éditorial ayant pignon sur avenue ou sur rond-point, les gros titres et les gros tirages, c'est un certain romantisme, une certaine faconde, mais c'est aussi, à la fin de sa vie, un retour aux origines carcassonnaises, un repli sur soi et sur sa terre.

L'explication par laquelle il justifie son ralliement à l'Occident ne manque pas de fruit. De même qu'en perdant son empire la Grande-Bretagne a cessé d'être un Royaume-Uni pour redevenir irlandaise, écossaise, galloise ou anglaise, les Français, repliés sur leur seule métropole, se sont retrouvés Alsaciens, Bretons, Basques ou Occitans. « J'ai abandonné ton patois et je t'offre le monde », tel était le marabout. « Si l'Hexagone se ramène à Paris, écrit Gaston Bonheur, je maintiens que Paris ne vaut pas qu'on perde son âme. » « J'aime mieux l'âme de Toulouse », poursuit-il évoquant cette République de Toulouse dont l'idée, alors prématurée, flotta un moment dans l'air à l'époque de la libération, apportée par le vent des maquis, mais contrariée par les difficultés de l'homme. Cette idée, il la reprend, l'étendait à la Gascogne, à l'Aquitaine, à l'Auvergne, au Périgord, à la Provence et au Languedoc, de Bayonne à La Turbie, des Pyrénées à Châteauroux, faisant de Narbonne la capitale historique de cette Fédération occitane et de Toulouse son centre vital.

Mais, comme le littérateur ne peut être tout à fait absent de ces divagations de l'âme, c'est à deux écrivains, deux poètes, qu'il se réfère pour étayer ce rêve réverdi des désolations de l'âge : Joë Bousquet et sa chambre confinée de la rue de Verdun, Joseph Delteil et ses appétits paléolithiques, les deux chantres, carcassonnais et montpelliérains, de ce que, dans un livre demeuré inachevé, il voulait appeler *Notre patrie barbare*.

PAUL MORELLE.

* *TERRES DE MÉMOIRE : LE LIMOUSIN*, de Georges-Emmanuel Clancier ; interviews de Laurence Paton ; photos de Calude Léman. Jean-Pierre Delarge, 250 pages. Env. 75 F.

* *TERRES DE MÉMOIRE : GASCogne, Guyenne, Quercy, Périgord*, de Pierre Gascar ; interviews de François Guénié ; photos de Guy Zarat. Jean-Pierre Delarge, 160 pages. Env. 70 F.

* *L'ARDOISE ET LA CRAIE*, de Gaston Bonheur ; entretiens avec Maurice Chavaudais ; collection « Profils ». La Table ronde, 225 pages. Env. 60 F.

DERVY - LIVRES

Christophe ANDRUZAC

RENÉ GUÉNON

LA CONTEMPLATION MÉTAPHYSIQUE ET L'EXPÉRIENCE MYSTIQUE

Cette étude propose comme clé de la synthèse de René Guénon, la contemplation dont témoigne le livre *lambdas* de la Métaphysique d'Aristote et distingue avec beaucoup de soin cette « contemplation métaphysique » de la contemplation chrétienne telle qu'on la trouve, en particulier, chez Saint Jean de La Croix.

env. 40,00 F

6, rue de Savoie - 75006 Paris

صلى الله عليه وسلم

lettres étrangères

William Blake (Londres 1757-1827). Gerard Manley Hopkins (Stratford 1844-Dublin 1889). Deux poètes anglais, différents en tout — époque historique, culture, art, philosophie, — mais que réunit un hasard d'édition. Le fait aussi, peut-être, que Hopkins soit cette année au programme de l'agrégation d'anglais. Mais surtout, élément capital pour une œuvre poétique étrangère de cette envergure, un maître d'œuvre commun, Pierre Leyris, véritable « révélateur » d'une poésie difficile qui, sans lui — et ses pareils, traducteurs exigeants, — serait restée inaccessible, incompréhensible.

Blake, évidemment, n'est pas un inconnu. On a l'impression de le connaître : à cause des tableaux de la Tate Gallery, qui influencent tant les préraphaélites, à cause d'André Gide et de sa traduction du *Marriage du Ciel et de l'Enfer*, à cause aussi de celle des *Chants d'innocence et d'expérience* par Philippe Soupault dans la collection de poésie dirigée par Albert Camus chez Charlot. A cause surtout de cette première grande édition

Deux figures de la poésie anglaise

bilingue des Œuvres de William Blake, commencée en 1974 chez Aubier-Flammariion sous la direction de Pierre Leyris, à la demande de Paul Otchakovski-Laurens, et dont le troisième tome vient de paraître, sur les six volumes annoncés.

« Je suis venu à Blake assez tard, explique Pierre Leyris, comme pour s'excuser de nous avoir fait attendre. Ce fut un coup de foudre tardif. Quand j'ai vu un poète, j'ai besoin de me colleter avec lui. Tant que je ne l'ai pas traduit, je ne le connais pas vraiment ».

Traduire, disait-il à Françoise Wagnier, au moment de la sortie du premier tome (1), c'est avoir l'honnêteté de s'en tenir à une imperfection alusive. « Continuant dans cette voie austère, il semble s'être imprégné de la pensée du poète, évitant d'être à la fois perdu et égaré par cet esprit entouré de beaucoup d'obscurité, mais fulgurant ».

C'est une tout autre obscurité que celle de Gerard Manley Hopkins, homme de l'époque victorienne qui avait abjuré le pro-

testantisme pour devenir jésuite et qui ne cessa jamais d'écrire des poèmes qu'il ne publiait pas. (La première édition anglaise de ses œuvres date de 1916.)

« L'obscurité de William Blake, nous explique Pierre Leyris, tient à un autre imaginaire : il parle par figures symboliques au fil de son imagination. Chez Hopkins, au contraire, l'obscurité vient de la concentration extrême de la phrase, il déplace les mots, bouscule la syntaxe, utilise sans archaïsme des termes rares. Les mots explosent en réagissant les uns sur les autres et cela finit par former un sens très clair ».

En même temps que le choix de poèmes fait par Pierre Leyris paraissent, chez Aubier et chez Charlot, deux autres volumes bilingues consacrés à Hopkins, dont le poète Kenneth White rend compte ici. De son côté, Bernard Genies examine les premiers « livres prophétiques » d'un Blake profondément marqué par la Révolution française (tome III 1789-1795).

(1) Le Monde du 12 juillet 1974.

Le « prophète » William Blake

Le troisième tome des œuvres du poète

COMMENCER, il y a six ans, la publication des Œuvres de William Blake se pourrait lentement mais sûrement sembler à un travail de longue haleine. Deux volumes nous ont permis de lire, dans la traduction de Pierre Leyris, les *Esquisses poétiques*, les *Chants d'innocence et d'expérience* (tome I), des *Poèmes* tirés de divers manuscrits, l'*Évangile éternel* et les *Portes du Paradis* (tome II). Un troisième volume, dernier paru, nous propose les onze premiers livres prophétiques auxquels ont été ajoutés deux opuscules sur la religion et des annotations sur des ouvrages du mystique suédois Swedenborg.

Dans l'œuvre de William Blake, les livres prophétiques constituent indubitablement une pierre d'achoppement. Écrits sur un mode épique, ils forment d'images, de scintillements rugueux ou de grandes explosions. Là où la poésie, dans son écriture concise et percutante, annonçait clairement la couleur, les livres s'engagent à multiplier les pistes et les signes, tant et si bien qu'il n'est pas toujours très facile, même pour le lecteur attentif, de démêler tous les fils d'un discours dense et échevelé.

Nourri des lectures de Böhme, Milton, Swedenborg, influencé par les idées de ses amis Paine et Mary Wollstonecraft, le poète jette sur le monde quantité de regards. Avant tout, il est homme de son temps ; il s'adresse à ses contemporains, leur livrant ses commentaires, sa vision de l'univers.

L'étouffement du désir

Radical, il défend l'idée des libertés. L'indépendance des colonies américaines, la Révolution française, l'enthousiasme : *Visions des filles d'Albion et Révolution française* en rendent compte.

Radical encore, Blake s'affirme dans ce que l'on appellerait aujourd'hui une lutte pour l'émancipation sexuelle. Il se dresse contre l'hypocrisie des mœurs, la négation et l'étouffement du désir par les institutions sociales. « Les prisons se construisent avec les pierres de la loi, les barreaux sont les chaînes de la religion », écrit-il dans le *Marriage du ciel et de l'enfer*. Tout aussi sévèrement, il demande, dans son *Chant de la liberté*, que « la plus putasserie de la religion n'appelle pas virtuellement le désir qui n'agit point ». Enfin, ses *Visions des filles d'Albion* lui fournissent l'occasion de louer « Le moment du désir ».

Certes, Blake n'est guère connu pour des coups d'éclat ou des formules à l'emporte-pièce, mais ces sentences affirment sa volonté d'en finir avec une conception du monde rigide, étouffante, capable même d'entraver son œuvre de création. Par exemple, en 1791, le poète annonce la parution de sept livres consacrés à la Révolution française. Un seul sera imprimé, mais jamais distribué, par crainte des effets de la vigilante censure instaurée par George III. Le sanglant épisode de la Terreur mettra un terme aux aspirations radicales défendues par l'anglais, qui dira alors toute sa méfiance envers les solutions politiques. Dès lors, l'écrivain reprendra le chemin de vieilles plus universelles, plus religieuses, avec le *Chant de Lou, le Livre d'Albion* ou le *Premier Livre d'Urizen*. A la différence des auteurs dont il s'inspire, Blake ne versera jamais dans le mysticisme d'un Swedenborg, à qui il reproche d'avoir « écrit toutes les vieilles faussetés ». En : « Il conversait avec les anges, qui sont tous religieux, et ne conversait pas avec les démons qui



naissent tous la religion, car il en était incapable du fait de ses idées poines. » Le « système » de Blake s'entendit toute approche de ce genre puisqu'il prône la nécessité des « contraires », sources de « progression ». En somme, aux vides de la Révélation, il préfère celles d'une unité dialectique susceptible d'expliquer le monde en dehors des énoncés matérialistes du Siècle des Lumières.

Peintre, graveur, poète, Blake a soif d'absolu. Illuminé ? Peut-être. Il affirme avoir reçu de son frère Robert, mort quelques années auparavant, diverses instructions concernant le procédé de gravure qu'il utilise. Ici, nous touchons certainement à l'aspect le plus déroutant et en même temps le plus fascinant de l'auteur.

Ses livres prophétiques sont l'œuvre d'un homme qui se dit plus « voyant » que « prophète ». Il ouvre grandes les portes de l'imaginaire, dans un jaillissement de tableaux, de sons et de couleurs. Au-delà du monde sensible, il trace l'épure d'un autre espace placé sous le signe du feu, du courroux et des nuages. Pour ajouter au relief de ce théâtre, Blake a créé toute une galerie de personnages mythiques : Urizen, Los, Othoon, Orc, Enltharmon, etc., qu'il relie entre eux par les éléments d'une mythologie. Manifestations symboliques de l'organisation humaine, ces silhouettes apparaissent comme des demi-dieux, tendreuses puissances enchaî-

nées au destin de l'homme. Leur existence repose uniquement sur le doute et une insoutenable souffrance ; ils créent pour la détruire la spirale des énigmes. L'Apocalypse n'est pas loin, devant ou derrière.

« De voraces nuages occultent sur l'homme », « le courrier à l'haléine de feu » traverse les nuages, « les feux rugissants couraient par les cieux » et « les furieuses terreurs volèrent à la ronde ». « Sur les chariots d'or qui jaisaient rage, leurs roues vermées ruisselaient de sang ».

Dans un tout autre registre, William Blake apparaît également comme le poète d'une sensualité et d'un enthousiasme féconds. Il glisse sur les pentes de l'infinit, maître d'un monde de sensations et d'états. Les « portes de la perception » lui semblent étroites et ses « visions » constituent la seule échappatoire possible au rationnel.

Poète des contrastes, des éthers euphoriques ou terribles, William Blake n'a pas fini d'étonner ses éternels nouveaux lecteurs. Ce monde sacré de la poésie anglaise du dix-huitième siècle, dans une admirable pureté de ton, les invite « au pays des rêves » et des songes.

BERNARD GENIES.

★ ŒUVRES, volume III, de William Blake. Traduit de l'anglais par Pierre Leyris. Présentation de Jacques Blondel et Pierre Leyris. Ed. Flammarion, 430 p. Environ 55 F.

Le chemin abrupt de Gerard Manley Hopkins

Un grand Victorien méconnu

L'ŒUVRE poétique de Gerard Manley Hopkins est une des plus singulières de toute la littérature moderne. Linguistiquement très complexe et prosodiquement surprenante, elle se tient comme un bloc erratique dans le paysage littéraire.

La vie même de Hopkins est une contradiction permanente. Né dans une famille anglaise et anglicane en 1844, il se convertit au catholicisme. Après de brillantes études de langues et de philosophie à Oxford, il devient prêtre. Après d'une passion pour la nature dans ce qu'elle a de plus sauvage, il passe le plus clair de son temps dans des églises de paroisse et dans la misère physique et spirituelle des villes, dont certaines (Liverpool, Glasgow) parmi les plus redoutables d'Europe.

En pleine période victorienne moralisatrice (le *Vide de la civilisation de ce siècle*), il a un élan de vie et une force de pensée qui font penser à un précurseur, Jémilla, il s'engage une discipline de janséniste.

Une vie si pleine de tensions ne pouvait être longue. Dans son journal et dans ses lettres, Hopkins évoque une constante fatigue nerveuse. Il meurt, prématurément épuisé, à quarante-cinq ans, s'étant senti en exil pendant toute son existence. Dans un poème écrit, à Dublin, vers la fin de sa vie, il résume son itinéraire : « *Parvenir l'étranger, tel est mon lot, ma vie parmi des étrangers.* »

Une physique de l'écriture

Hopkins avait commencé tout jeune à écrire de la poésie, mais il brilla tout avant de se faire jésuite, estimant qu'écrire de la poésie n'appartenait pas à son nouvel état. Pendant sept ans, à l'exception de ses sermons, de quelques lettres et de son Journal, il n'écrivit pas une ligne. Mais, lorsqu'un bateau sombra à l'embouchure de la Tamise durant l'hiver de 1875 et que cinq religieux franciscains se noyèrent à son bord, il fut ému par le compte rendu du naufrage et s'en ouvrit à son supérieur. Celui-ci, connaissant ses talents, lui demanda d'écrire un poème à ce sujet.

Hopkins se mit donc au travail, essayant de mettre en œuvre quelques notions qu'il avait ébauchées pendant ses années de silence. Le résultat fut le *Naufrage du Deutschland*, que Robert Bridges, l'ami à qui Hopkins allait envoyer tout ce qu'il écrivait (ne sachant trop que

faire de cette œuvre. Bridges attendit trente ans après la mort du poète pour la publier), appelle « *Le dragon à l'entrée de la caverne* ». Le poème était, en effet, assez étonnant et, pour certains, monstrueux. Toute la tension accumulée par Hopkins durant ses longues années de retenue s'y déchargeait.

Ce qui se révèle dans la poésie de Hopkins à partir de 1875, résonne orthodoxe mise à part, c'est une métaphysique avec énormément de physique dedans, cette charge physique s'exprimant grâce à une véritable physique de l'écriture.

On ne peut résumer les recherches multiples et ardues de Hopkins en quelques lignes, mais il faut savoir qu'elles font entrer en jeu (un jeu unique, complexe) une conception de la réalité, une théorie du langage et une prosodie révolutionnaire. La réalité, dans ce qu'elle a de plus individuel, de plus précis, de plus minutieux, fascine Hopkins : « *L'hiver a été long et dur, j'ai fait de nombreuses observations sur la glace* », note-t-il dans son Journal.

La philosophie de Duns Scot (« je me soucie davantage de lui que d'Aristote et d'une douzaine de Hegel ») le confirme dans ses intuitions. Comment dire cette réalité singulière dans son sur-sensé original ? Il faut une langue vigoureuse, précise jusqu'à la manie. Or l'anglais ayant perdu sa force anglo-saxonne, il s'agit pour Hopkins, de lui rendre cette force en utilisant des mots et des formules qu'il puise dans les dialectes et dans les dictionnaires.

En même temps qu'il radicalise l'anglais, Hopkins bouleverse la syntaxe établie afin de laisser libre cours à ce qu'il appelle le « rythme abrupt » (*spring rhythm*). Si l'on ajoute à ces recherches celles qu'il a poursuivies du côté de la poésie elle-même, comme le système complexe de rimes et d'allitérations dans la poésie galloise, on comprend que les résultats d'une intensité hors pair aient pu déconcerter. L'Angleterre n'en est pas encore revenue.

Avec celui de Jean Marmbrino (Granit, 1980), les livres de J.-G. Ritz et de Pierre Leyris tentent de présenter cette œuvre au lecteur français. Celui de Ritz contient l'œuvre poétique complète, mais il est soignée et laborieuse. Celui de Leyris, offrant un choix de textes organisés d'une manière intéressante, splendide et vigoureuse, correspond nettement mieux à l'original.

En matière de traduction, qui est ici le problème majeur, on a tendance, habituellement, soit à passer le travail carrément sous silence, soit à se tenir quinze minutes de la marche à l'envers — et le plaisir d'apprendre ce travail caché ? avec un compli-

ment facile (« la merveilleuse traduction de... »). Je m'en voudrais de ne pas donner au moins un exemple précis.

Voici le début de *Forzford de Duns Scot* : « *Towery city and branchy between towers / Cuckoo - echoing, bell - swarmed, lark - charmed, rook-racked, river-rouled.* »

Chez Ritz, cela donne : « *Cité aux mille tours, aux mille branches entre les tours / Qui fait écho au coucou, bourdonne de cloches, est charmée par l'alouette, tracassée par les corbeilles, et ceinte de sa rivière.* » Chez Leyris : « *CHÉ tourée, cité branchue entre les tours/coucousonnante, embourdonnée, d'aloues charmée, de freux nouée, de rus cernée.* » La différence de qualité se passe de commentaire.

Mais Pierre Leyris ne m'en voudra pas si je signale que ni lui ni Ritz ne semblent avoir remarqué que tous les épithètes anglaises de ce texte ont trait au son. « *Si rook-racked signifie bien « cerné » ou « cerné », il faudrait penser aussi dans ce contexte, au sens archaïque du mot rook : chuchoter (vieux anglais : rucian). De même, avec rook-racked, il faut penser moins à « cheval de torture » (rack) qu'à racket (trafic). Même « *supra* » (essaim) indique, à l'origine, non pas une multitude, mais un son (cf. allemand *Schwärmer*, senskrit *swara*).*

Souffle et muscle

Je signale ces détails (et chez Hopkins le détail n'est jamais négligeable) non pour diminuer l'entreprise de Pierre Leyris, qui est admirable, mais pour souligner la complexité du langage chez Hopkins. Plus on le sonde, plus il se révèle subtil. Comme la réalité même. Mais, comme la réalité, cette poésie elle aussi peut offrir un plaisir sensuel immédiat.

Si l'on se donne la peine de prêter souffle et muscle au texte de Hopkins, si on le lit à haute voix, on peut en jouir sans arrière-pensée, et beaucoup de choses qui semblent compliquées et crispées sur la page s'animent et prennent leur envol. Tel ce « *grand oiseau des tempêtes* » évoqué dans un poème qui « *de ses réminiscences négligées...* nous étonne d'émerveillement ».

KENNETH WHITE.

★ POÈMES. Traduction, introduction et notes, par Jean-Georges Ritz. Aubier, 285 p. Environ 50 F.
★ POÈMES, accompagnés de poèmes et de dessins. Choix et traduction de Pierre Leyris. Le Seuil, 100 p. Environ 50 F.
★ GRANDS POÈMES DE DIEU ET AUTRES POÈMES. Traduction de Jean Marmbrino. Grasset, 220 p. Environ 45 F.

Régine Pernoud

HELOISE ET ABELARD

Le LIVRE de POCHE

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits
édités de romans
poésie érudite. Les
ouvrages manuscrits
l'objet d'un lancement
par presse, radio et
télévision.

Adresse manuscrit et C.V. à la
Pensée Universelle 4 rue Chateaugay,
75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixes par contrat.
Notre contrat habilité est défini par
l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur
la propriété littéraire.

VIENT DE PARAÎTRE :

Jean-Pierre Colignon

« Savoir écrire, savoir téléphoner » (édit. Ducrot, collect. « La boîte à outils de la langue française »). — Ouvrages précédents : « Pièces du langage 1 », « Pièces du langage 2 », « La Pratique du style » (en collab. avec P.-V. BERTHIER). — « Guide pratique des jeux littéraires », aux édit. Ducrot. Le résultat fut le *Naufrage du Deutschland*, que Robert Bridges, l'ami à qui Hopkins allait envoyer tout ce qu'il écrivait (ne sachant trop que

P. PEIGNON
34220 SAINT-CYPRIEN
AU SOLEIL COUCHANT

DE L'EMPIRE

Souvenez-vous : l'homme en couleur, une philosophie, un droit économique, un horizon politique au-delà.

« UN LIVRE PASSIONNANT ! »
30 F. T.T.C. - C.G.P. 42047 Limoges.

(Publié)

ÉCRIVAINS

Une solution intelligente et captivante
Devenez votre propre éditeur...

LE MANUEL
DE L'AUTEUR-ÉDITEUR
vous indique la marche à suivre
et les petits secrets
de la réussite

PRINCIPAUX SUJETS TRAITÉS :
— L'inspiration
— Le copyright, le dépôt légal
— La distribution
— Le statut, les droits de l'auteur-éditeur, etc.

Sans engagement de votre part
demandez dès aujourd'hui
la documentation

« Manuel de l'auteur-éditeur » à
Dominique Labarrière, éditeur
B.P. 2 4220 Muz-de-Bologne

Anthony Burgess

Rome sous la pluie

Le LIVRE de POCHE

'SPORTS

RUGBY

table charbonnier du pack de Granthet, il trouve à l'encre-deux

19 b 10 D'accord pas d'accord
19 b 20 Emplacement régional

19 b 10 D'accord pas d'accord.
19 b 20 Émissions régionales.
19 b 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Jeudi cinéma (et à 22 h 5).
20 h 40 Cinéma : Prends l'essie et
vins américains de NY Area (19
A. L. J. Marjolin, M. Ellaire,
J. Chaumon, J. Martin, (Redifurk)
Un petit fest de Baltimore, com-
brins dans son enfance et son en-
fance, des devoirs gangster et se
régulièrement en prison.
Film burlesque courtoisie, trép-
Ward Allen
genre du cinéma américain, trép-
poussés jusqu'à l'absurde.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes
19 h 15 Le tour du Brao à Scia.
19 h 55 Tribune libre
Les Jeux République.
19 h 10 Journal
19 h 20 Emissions régionales
19 h 55 Dessin animé
Hashimoto : histoire de poteries.
20 h Les Jeux
20 h 30 Cinéma : « Les Félins ».
Film français de R. Clément (15)
A. Delon, J. Fontana, L.
G. Gassman, J. Seidner (18) Béd
Pour échapper aux tueur lancés à
ses, un « play-boy » entre comme un
ser vice de deux Américaines vtu

DANCE CULTURE

FRANCE - MUSIQUE

de travail sur une symphonie de Haydn :
 • Sonate pour piano (Dutilleul) ;
 • Suite pour quatre hautbois et cor anglais : séance de travail (J. Bodin du Botemardier), par le directeur des Fêtes du Conservatoire de Paris, M. J. Martin, avec M. Delançois, flauto, et la classe de Musique de chambre de Bernard Delcambre ;
 • Les grandes heures musicales de Nantes : l'Infini. Grad. b. 39, Concert ;
 • Valentin et les autres : M. J. Martin, avec M. Delançois, flauto, et la classe de Musique de chambre de Bernard Delcambre ;
 • Les grandes heures musicales de Nantes : l'Infini. Grad. b. 5. Ouvert. la suite : Les quelques du spectacle,

En ce qui concerne les lignes arrières les sélectionneurs ont ter-

Amato Imbernon (Perpignan);
■ Daniel Revallier (Granibaut);
■ Gombouze; ■ Philippe Dintiras
(Lézignan); ■ Robert Fap-
pemborde (Paul) et Pierre Dos-
saint (Bayonne).

De l'équipe qui se fit titiller
à Biscats en novembre dernier
à 0, ils ne sont plus que
à 1. Ils ont perdu, certes, mais
ajoute à cela que Rives et Joinel
sont arrivés logiquement en place
où'ils n'avaient pu tenir sur bleue
en Roumanie, on pourrait
dire que c'est une équipe pro-
mouvante qui est
arrivée dans les relations. C'est la

généralité entre l'attaque et la
défense. Ainsi, en plus de Ga-
bernet, un autre « blanc » : Blauco
est arrivé en poste à trois
quart d'alle. Une telle prudence ne
s'affronte pas forcément pour
amplifier les Ecosseals qui ont
eux aussi, largement fait appel
à des anciens. L'attirail leur
sépère, mais contre beaucoup de
de salve en Orville avant que le
jugement du stade ne soit rendu
le 17 janvier... A. G.

FOOTBALL

**BRÉSIL ET URUGUAY
EN FINALE DE LA COUPE D'OR**

Le Brésil jouera la finale de la Coupe d'or samedi 10 janvier, à Montevideo, contre l'Uruguay. Les Brésiliens, qui devront affronter les Argentins, ont l'habitude de deux buts d'écart au minimum pour devancer au classement les Argentins à la différence de buts, se sont imposés, mercredi, par 4 buts à 1.

Les Allemands avaient pourtant ouvert le score à la cinquante-cinquième minute par Klaus Allofs, mais le manque de motivation de leur part et le jeu plus facile que l'habitude d'observation de football offensif des Brésiliens dans la dernière demie-heure du Junior (59^e minute), Tominho (62^e minute), Serginho (65^e minute) et Sampaio (69^e minute) ont marqué tous à tour.

Ce renouveau du Brésil, qui s'est imposé dans le groupe le plus difficile devant les deux favoris de l'épreuve, l'Argentine, les Pays-Bas et l'Allemagne, en 1978, et la République fédérale d'Allemagne, championnes d'Europe 1980, restera comme l'heureuse surprise de cette coupe d'or.

Les joueurs du Brésil ont marqué tous leurs matchs face aux Sud-Américains.

ENNUI. — La première tournée de « masters » jamaïcains de reggae, disputée mercredi 7 janvier au Capital Centre de London (Maryland), a permis aux quatuorze participants d'écarter Martina Navratilova (E.-U. face à Wendy Turnbull (Australie), 6-2, 6-2), Chris Evert (E.-U. face à Virginia Ruzici (Roumanie), 6-3), Hana Mandlíková (Tchécoslovaquie) et Andrea Jaeger (E.-U.), et de se qualifier pour le tournoi de 16 joueurs. Les Américains (E.-U.) face à Pam Shriver (E.-U.), 6-4, 6-2.

19 h 45 Top club.

19 h 45 Top club.

20 h Journal.

21 h 35 Feuilletin : les Flancces de l'Empire.
De J. Doniol-Vaccross. III. Les idées claires.
Clairse, l'empereur de l'Asie Mineure, qui est
flanccé avec sa sœur Odile. Un sccien anten
de Clairse tenta de troubler la confiance
que Odile en son sccr. On est en 1809, l'Empire
est à son apogée, la situation écon-
omique est mauvaise.

21 h 45 Apostrophes.
Magazine littéraire de P. Pivrot. Est et on
parle aussi des hommes ?

22 h 15 Bilal Ben Abdallah. C. Collange (Ca-
vaux des hommes ?), A.-M. Bardigana (les Cha-
teaux d'Éros ou les Infortunes du sexe des
hommes), R. Jouhan (Mons Tubaud), J.-J.
Favart (Anthologie des lectures érotiques).

22 h 15 S.S.P.

23 h Cinc-odé (cycle John Ford) : Qu'elle
était verte ma vallée.

Film américain, de J. Ford (1940) : avec
W. Pidgeon, M. O'Hara, D. Crisp, A. Lee,
B. Mac Dowall, J. Leder. (N. Redifusion.)
L'histoire d'une famille de mineurs du Pays
de Galles, à la fin du dix-neuvième siècle,
à travers les souffrances d'un de ses membres.
C'est une histoire de temps passé, selon
les fluctuations de la mémoire. Chronique
chaudeur d'un groupe social. Matériau
puissant de la mise en scène.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes

18 h 30 Les Contes du folklore japonais : des livres

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes
Les contes du foiklore japonais; des livres
pour tous

18 h 55 Tribune libre
La PEN (Fédération de l'éducation nationale).

19 h 10 Journal

19 h 25 Emissions régionales

19 h 55 Dessin animé
Hassimato; le festival des pompes.

20 h Les Jeux

20 h 30 VS - Le nouveau vendredi
Detroit: L'empire contre-attaque. La cité
de l'industrie automobile américaine.

21 h 30 Histoire de la pelote basque
De J. Blandin, réal. E. Monique.

22 h 25 Journal

22 h 45 Magazine : Thelma

FRANCE - CULTURE

7 h 2. Matinales

8 h.5. Les chemins de la connaissance : la
Guerre de Troie; 8 h. 32. L'armement
nucléaire; 8 h. 45. Les sciences

RANCE - MUSIQUE

10. h. 2. Quotidiens musiques : 7 h. à l'Université de la Méditerranée ; 8 h. au Conservatoire de Marseille ; 9 h. 30, M. 20, Magazine d'informations culturelles, et h. 2 Le Matin des musiciens : Haydn chez les Esterházy (Haydn, Beethoven).

11. h. 2. Les grands classiques : tous deux 12 h. Actualité lyrique.

12. h. Musiques : Les chants de la terre (musique traditionnelle du Niger et du Ghana à Filingué) : 16 h. Mozart (pour clarinettes en concert) : W. A. Mozart (pour clarinettes en la majeur) : 16 h. L'art de Hermann Scherchen : 16 h.

13. h. Six-Heur : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery : 20 h. Actualité lyrique.

14. h. 20. Concerts (cycle d'échanges franco-allemands) : 18 h. Concerto pour piano et orchestre n° 1 « Major » : Concerto pour piano et orchestre n° 2 « Concerto pour piano et orchestre » : Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Saarbrücken, Finchas Steinberg.

15. h. 3. Ouvrir le nuit : Portraits par petites touches. Geneviève Joy et Jacqueline Robin.

16. h. 3. Vieilles aires : Hans Fischer dirige Beethoven (« La Pastorale ») : 18 h. 30, Jazz FM.

C.C.A.
TARAIS **TURENNE**
Magasin principal
103 rue de Turenne
75003 PARIS -
Tel 277 59 27



*Vous propose
un grand choix
Champagnes,
Alcools
et Grands Vins
Vente Réclame
de janvier*

Avant hausse ! Avant hausse ! Avant hausse !

La récolte désastreuse de 1980 tant sur la quantité que sur la qualité va faire "flamber" les prix des vins et des Champagnes qui sont eux *coûteux*... sans parler de la hausse des droits sur les alcools, cognacs et spiritueux prévus pour fin janvier. Pour toutes ces raisons nous vous conseillons de constituer ou de reconstituer votre cave en profitant sans tarder de nos tarifs actuels.

Vous trouverez dans les Champagnes (vente par 6) Heidsieck Monop. 51,50, Reims 75,50, 75,50, 75,50.

Dans les Bordeaux (vente par 12) Chât. Bel Air 78,00, Chât. Les Rivières 78 Mdt 16,25, Chât. Clos St-Emilion 78 Mdt 24,80, Chât. Canon 74 Gd Crd 53,50, Chât. Yrieux 76 Gd Crd 42,50, Chât. Bel Orme 71 32,50, 71 25,50, Chât. Pavis Maconia 76 41,50, Léoville Poyferré 74 44,50, La Léoville 77 48,00, sans citer la sélection des grands vins d'Aquitaine de l'Est, et également vente par 12, Chateau 73 Dm. Croix 71,30, Beville chât. Beaulieu 76 42,50, si vente par 6 Chateau de Pape 76 35,00, Mercuray 76 38,00, Sarville les Reims 76 43,50, Samsenay 76 45,50, Gevrey 76 69,50, Créteil "Votivry br" 78 19,20, et sur place vente réclame de vins sans ordres et un grand choix de Champagnes

A DES PRIX !!

Magnifique principal 185, rue de Valenciennes 59003 - 277.59.25
ouvert du mardi au samedi 9h - 12h30-14h - 18h-21h30, envois sur demande
cours et vignettes Unibrix. Autres magasins d'équipement commandez.
Mette-Picquet/Reims des Ballas/Compt. Commercial Galcico


de

COMITÉ DE PARIS de la L.N.F.C.C.

vendues au profit

de la Recherche et du Traitement du Cancer chez l'Enfant

" La Vie est une Victoire "
(médaille de collection)

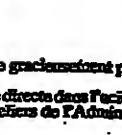


Cette médaille a été conçue et gravée gracieusement par
Gagge et Fando SANFUCCI.
Chaque tirage est frappé dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles.

réalisable en bronze argenté, médaille 72 ans.
réalisable en argent massif 1er titre, médaille 72 ans, **numéroisée (cote 240 g).**
réalisable en or massif 18 carats, avec ou sans brillant, médaille 72 ans (cote 17 g).
réalisable en or massif 18 carats, avec ou sans brillant, médaille 72 ans (cote 17 g).
réalisable en or massif 18 carats, avec ou sans brillant, médaille 72 ans (cote 250 g).
réalisable en or massif 18 carats, médaille 72 ans (cote 250 g).

pour être en votre possession.

**" Savoir pour se protéger
Comprendre pour guérir "**



**Enfin les informations complètes
pour vous protéger.**

19 F.

Engagements et vente :

COMITÉ DE PARIS DE LA LIGUE NATIONALE FRANÇAISE
CONTRE LE CANCER

13, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS - Tél. : 500.00.17

« VIDEO NEWS »
UNE NOUVELLE REVUE

Une nouvelle revue consacrée à la vidéo, *Video News*, vient de paraître. Elle est destinée aux premiers numéros, elle se propose de devenir mensuelle dans le courant de l'année 1981.

Les deux cogérants, directeurs de la publication, sont Jacques Tascher, directeur administratif et commercial, ancien directeur de *Zoom*, qui dirige également les éditions de *Le Monde*, et Michel Casen, directeur-rédacteur en chef, qui fut notamment rédacteur en chef de *Zoom* et conseiller artistique à *Parismatch*.

Au sommaire du premier numéro : une leçon de tennis vidéo (avec Borg et Guerinatti à la barre), une enquête sur la vidéo vidéopiste, la révolution du compact, Captain Vidéo, la présentation des nouveaux magnétoscopes (avec NT 7000 contre Sony SL C7P), des rubriques vidéocheque, vidéoologie, vidéo-act, vidéo-jeux.

(*) 58, rue du Desours-de-Bergne, 92023 Paris 15 France.

TRIBUTES ET DEBATS

JEUDI 3 JANVIER

La radioscopie de Pétrivain et la poste Léonard du Louvre ont été retransmises sur France-Inter à 17 heures.

Le magazine « L'événement » diffuse les premiers extraits du « Forum TFI-Expansion », au cours duquel Raymond Barre, premier ministre, répond aux questions des chefs d'entreprise, sur TFI 1.

Culture et communication, revue du ministère, consacre son numéro 32 (décembre 1980) au thème « télévision, culture et création ». Au sommaire : Un « Forum des réalisateurs », avec Claude Santelli, Jean-Marie Drot, Pascale Brégnont, Erik Cloué, Jacques Fassin, Daniel Leconte, Frédéric Restat et un bilan de l'action des pouvoirs publics.

(C) Documentation française, 29-31, rue Voltaire, 93590 Paris Cedex 07. 15 francs.

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
2, RUE LACORDAIRE, PARIS-9
Téléphone (le soir) : 37-45-48

Noté par la S.A.R.L. le Monde.
Géants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Jacques Savarant.

Imprimerie
« le Monde »
5, r. des Minimes
PARIS-IX

1978

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'Administration.

Avant réorganisation

LIQUIDATION TOTALE

par autorisation préfectorale - loi 1906
de tout le stock de

PRET-A-PORTER FÉMININ PELISSES - FOURRURES TAILLES 38 au 58

à partir du jeudi 8 janvier

RABAIS ÉNORMES



AUTEUIL

99, rue de Passy
75016 PARIS

41, rue La Fayette
75009 PARIS

Arandes Lido
Ch. Elysées, 75008

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITALX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important constructeur de machines agricoles installé dans l'Ouest de la France recherche

UN PRODUCT MANAGER

pour son département produits Europe

De formation supérieure (AGRI - AGRO) et ayant éventuellement plusieurs années d'expérience dans la vente de machines agricoles en Europe.

Il travaillera sous la responsabilité du directeur de produits Europe.

Il se verra confier dans un premier temps la gestion administrative du département (statistiques de ventes, informations produits, tarifs, concours, ...).

Il devra ensuite, dans un deuxième temps, selon l'expérience déjà acquise, se voir confier l'entière responsabilité d'une ou deux lignes de produits (études de marchés, et introduction de produits nouveaux).

La pratique courante de la langue anglaise est exigée.

Déplacements fréquents à envisager.

Envoyer CV et prétentions sous N° 7805 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Laffitte 75008 Paris qui transmettra.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EST A NANCY recherche

UN CADRE SUPERIEUR

chargé de la DIRECTION ORGANISATION et INFORMATIQUE DE LA CAISSE

Ce collaborateur proche de la Direction Générale de l'entreprise sera chargé de la préparation du suivi de la politique d'organisation et d'informatique de la Caisse. Il devra proposer un plan informatique destiné à faire évoluer le système actuel vers un système de base de données et de traitement, type VSE ou MVS; il gèrera 65 personnes et un site comprenant actuellement : un ordinateur I.B.M. 370-158 (2 MEG) - disques : 3350 - 3344 - 3340 système sous D.O.S. - 30 disques ON LINE.

Pour postuler, les candidats doivent être diplômés de l'Enseignement supérieur et justifier d'une expérience professionnelle confirmée d'environ 10 ans.

Adresser C.V. détaillé et photo si possible à : EUROFORMATION, 139, rue du Ranelagh, 75016 PARIS.

Banque Populaire

DIRECTION DE PRODUCTION A MARSEILLE cherche un responsable au

RESPONSABLE DES OPERATIONS ADMINISTRATIVES

- Ce cadre de formation supérieure dirigera 35 personnes chargées du traitement des chèques, effets, virements, contrats.

- Il devra justifier :

- d'un succès en matière de direction du personnel ;
- d'une grande compétence d'organisation ;
- d'une maîtrise de l'utilisation des moyens matériels et informatiques d'aujourd'hui.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à B.P. C.C. Direction des services du personnel, 16/22, rue Léon-Paulot, 13008 Marseille.

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE PRIVEE ET RANGERE récemment installée à PARIS recherche

COMPTABLE

- Expérience de 8 ans minimum de comptabilité bancaire ;

- qualification technique : ETS de comptabilité ou équivalent ;
- libre très rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 36765.

L'U.R.S.S.A.F. de PARIS

SECURITE SOCIALE

recherche

DES ANALYSTES DE CONCEPTION ANALYSTES D'APPLICATION PROGRAMMEURS

Ecrire en précisant les diplômes, l'expérience et les prétentions à :

Monsieur le Directeur de l'Informatique U.R.S.S.A.F., 3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL Cedex.

BANQUE PRIVEE ET RANGERE récemment installée à PARIS recherche

CHEF COMPTABLE

- Expérience 10 ans minimum de comptabilité bancaire de 3 ans dans ce poste ou en qualité d'adjoint ;

- qualification technique ;
- libre rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 36764.

emplois internationaux

PHILIP MORRIS EUROPE MIDDLE EAST AFRICA

We are a leading international company that offers quality products in three major industries - cigarettes, beer, soft drinks - with regional headquarters for Europe, the Middle East and Africa in Lausanne, Switzerland. At this location, where we have been for 16 years, we employ 350 highly qualified people. We now have two challenging openings in our Corporate Affairs Department for persons with experience in journalism or

PUBLIC RELATIONS

For both positions you should be aged around 30, with a college degree or its equivalent, and be familiar with business procedures and issues.

WRITER

An essential part of the work of the Department is to prepare and issue various internal and external corporate communications. These include press releases, specialised articles for publication and briefing papers for press interviews or speeches. Your role will be to research, prepare and write many of these communications in English. You also will be responsible for reporting, editing and producing our headquarters newspapers.

We are looking for someone of English mother-tongue with a proven ability to edit and write clearly. You would find it useful to have worked with audiovisual aids, to be interested in sports and/or the arts and to be fluent in French and/or German.

PRESS RELATIONS COORDINATOR

Your job will be to provide public relations support for specific product promotions and to develop public relations plans that ensure quality and consistency throughout Europe, the Middle East and Africa. You will have to travel extensively (some weekends included) in order to develop good relationships with specialised media in Europe, notably the motor-racing press and electronic media.

To be successful in this unusual job it is essential for you to have had exposure to the press and/or electronic media and to have worked closely with the marketing function of a large company. You should be an outgoing person, bilingual in English and either French or Italian.

Philip Morris is a growing company: A chance for you to develop personally and professionally.

Please send a complete description of your background, marked with the corresponding job title to:

Christopher Nettleton
Recruitment Coordinator
Philip Morris Europe S.A.
Brilliantcourt 4
1006 Lausanne/Switzerland

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 34 ans, bonne connaissance, comptable, 12 ans expérience secrétaire de direction, recherche poste similaire ou dans service photo, ou édition de journaux. Ecrire sous n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Secrétaire de direction

33 ans, libre rapidement, bilingue, angl., allem., espagn., mention. Ecrire et photo à : Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Secrétaire médicale

Bac S.S. Coût-Rouge. Expérience, références, cherche emploi stable. Social ou médical. Paris ou banlieue sud. Téléphone : 888-46-53.

Prof. angl.-espér. exp. donne cours particuliers, sous contrat. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

CHIEFS D'ENTREPRISE

RECHERCHE + SELECTION RIGORISEUSE VOS

CADRES PAR SPECIALISTES

Garantie 1 an.

SOFFOP - 376-07-73

J.F. 28 ans, études supérieures, 2 ans exp. secrétaire, anglais, espagnol, écrit, très propositions. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Couple sérieux (la trentaine) cherche place stable de concubines ou gendarmes de propriétés, région parisienne. Tél. 01-84-74.

INGENIEUR MINES 40 ans manager diplômé et homme de terrain ayant de solides références dans le domaine de l'industrie, développement de produits, d'activités, France et étranger, travaillant essentiellement sur contrat à durée déterminée recherche société, entreprise ou projet à mettre au point, développement ou relance. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

ATTENTION :

Au Paris Urgency required for families in London and suburbs, short/long term. No fees. ALWAYS AU PAIR AGENCY, 18 DONNINGTON ROAD, KENTON, MIDDLESEX, ENGLAND.

514 Région parisienne nord groupe formation. Fabricant équipements machines-outils ch.

CADRE TECHNICO-COMMER.

Pour visiter clientèle en pays de langue allemande, candidat parfaitement bilingue français-allemand, expérience quelques années dans machines-outils, déplacements fréquents.

Région Région parisienne ou région Düsseldorf (R.F.A.). Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

J.F. 34 ans, bilingue anglais, 12 ans expérience secrétaire de direction, recherche poste similaire ou dans service photo, ou édition de journaux. Ecrire sous n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Secrétaire de direction

33 ans, libre rapidement, bilingue, angl., allem., espagn., mention. Ecrire et photo à : Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Secrétaire médicale

Bac S.S. Coût-Rouge. Expérience, références, cherche emploi stable. Social ou médical. Paris ou banlieue sud. Téléphone : 888-46-53.

Prof. angl.-espér. exp. donne cours particuliers, sous contrat. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

CHIEFS D'ENTREPRISE

RECHERCHE + SELECTION RIGORISEUSE VOS

CADRES PAR SPECIALISTES

Garantie 1 an.

SOFFOP - 376-07-73

J.F. 28 ans, études supérieures, 2 ans exp. secrétaire, anglais, espagnol, écrit, très propositions. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Couple sérieux (la trentaine) cherche place stable de concubines ou gendarmes de propriétés, région parisienne. Tél. 01-84-74.

INGENIEUR MINES 40 ans manager diplômé et homme de terrain ayant de solides références dans le domaine de l'industrie, développement de produits, d'activités, France et étranger, travaillant essentiellement sur contrat à durée déterminée recherche société, entreprise ou projet à mettre au point, développement ou relance. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

ATTENTION :

Au Paris Urgency required for families in London and suburbs, short/long term. No fees. ALWAYS AU PAIR AGENCY, 18 DONNINGTON ROAD, KENTON, MIDDLESEX, ENGLAND.

514 Région parisienne nord groupe formation. Fabricant équipements machines-outils ch.

CADRE TECHNICO-COMMER.

Pour visiter clientèle en pays de langue allemande, candidat parfaitement bilingue français-allemand, expérience quelques années dans machines-outils, déplacements fréquents.

Région Région parisienne ou région Düsseldorf (R.F.A.). Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

propositions diverses

Pour bien choisir votre métier : FRANCE-CARREES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

travail à domicile

Recherche manuscrite littéraire à dactylographier. Travail sérieux. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

capitaux propositions commerciales

A donner : gérance libre magasin. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

enseignement

Apprendre l'américain à L'AMERICAN CENTER 261, bd Raspail, PARIS (14^e)

automobiles

de 5 à 7 C.V.

ventes

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

divers

de 5 à 7 C.V.

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

- **PROJTEURS** EN CONSTRUCTION METALLIQUE
- **INGENIEURS** EN CONSTRUCTION METALLIQUE
- **DESSINATEURS** TECHNIQUES

ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine des installations et des techniques des centrales électriques et atomiques.

Adresser prétentions à : HASSDENTEUFEL & TEUTSCH, Ringstrasse 48-51, 4300 ESSEN B.R. DEUTSCHLAND.

ATTENTION : Au Paris Urgency required for families in London and suburbs, short/long term. No fees. ALWAYS AU PAIR AGENCY, 18 DONNINGTON ROAD, KENTON, MIDDLESEX, ENGLAND.

514 Région parisienne nord groupe formation. Fabricant équipements machines-outils ch.

CADRE TECHNICO-COMMER.

Pour visiter clientèle en pays de langue allemande, candidat parfaitement bilingue français-allemand, expérience quelques années dans machines-outils, déplacements fréquents.

Région Région parisienne ou région Düsseldorf (R.F.A.). Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

CHIEF DE GROUPE FACTURATION

Anglais souhaités. Expérience confirmée.

Adresser C.V. et photo s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Association recherche d'urgence UN SECRET. QUALITE (E) pour services formation, et une DACT. EMPLOYEE BUREAU. Ecrire s/n° 83562 à Contesse Publi, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

CHIEF COMPTABLE

- Responsable comptabilité française et assurant rapport mensuel d'activités à 1ère main anglaise. Connaissances, inform. et anglais indispensables.

Adresser C.V. et photo à St John 2246, 11, rue Guy-Moquet, 21 d'Argenteuil, 95104 Argenteuil.

secrétaires

PARIS. Place d'Italie Association Nationale pour la Formation Permanente du Personnel Hospitalier recherche

à partir du 12 janvier pour remplacement de 6 mois

SECRETAIRE STENOGRAPHIQUE EXPERIMENTEE

+ aptitude classement et documentation. Téléphonez au 580-58-00 pour conditions et R.V.

صكنا من الامم

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DES INVESTISSEMENTS AU PLUS PRÈS DES BESOINS

363 millions de francs pour aider la France rurale

Au terme du comité des fonds interministériels de développement et d'aménagement rural (FIDAR) réuni le 8 janvier sous la présidence de M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, le gouvernement a annoncé le déblocage de 363 millions de francs (216 provenant du FIDAR, 147 de divers ministères) en faveur des « zones rurales fragiles » et qui concernent une quarantaine de départements et quelque quatre cent mille exploitants agricoles. Ces crédits devront permettre de réaliser 1,4 milliard de francs d'investissements.

Plusieurs mesures ont été décidées, notamment pour essayer de freiner l'exode démographique dans les régions de montagne. Il s'agit de développer ce qu'on appelle la « pluri-activité » des agriculteurs et des ruraux, de faciliter le métier des commerçants ambulants, d'aider la modernisation des logements des commerçants et artisans. D'une manière générale, il s'agit moins de lancer de coûteux travaux d'équipement et d'infrastructure que de susciter le développement d'activités économiques spécifiques à chaque région : maintien des commerces ruraux dans la Drôme, valorisation du hêtre dans les Pyrénées, promotion du fromage de brebis au Pays basque, aquaculture et production d'énergie à partir du fumier de porc en Bretagne, tourisme dans le Jura, etc.

En application des orientations définies au conseil des ministres du 10 décembre 1980, le gouvernement vient de prendre dans ce sens une série de dispositions :

● **L'agriculture** : la transformation et la commercialisation des produits agricoles à la ferme elle-même seront encouragées. Des

● **Un nouveau président de la « prévention routière »** : M. Paul Robillard a été élu président de la « prévention routière ». M. Jacques Bollent, à qui il succède, avait demandé que son mandat ne soit pas prolongé.

● **Le 1^{er} septembre 1980** à Montauban - en - Combrailles (Puy-de-Dôme) - M. Robillard, ancien élève de l'École nationale d'administration, a été désigné général de la répartition française des sociétés d'assurance, de 1980 à 1982, puis administrateur - directeur général au Groupe des populations d'assurance. Il est membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

expériences d'installation de jeunes agriculteurs par les SAFER (par location des terres pendant dix ans avec vente à terme) seront lancées, et la culture de la lavande bénéficiera d'aides spécifiques.

● **Les petites industries agricoles et alimentaires** : l'enveloppe des primes pour ce secteur augmentera de 70 % en 1981.

● **Le bois et la forêt** : un nouveau régime social et fiscal devrait s'appliquer aux agriculteurs qui exploitent des forêts appartenant à des tiers ainsi qu'à la profession d'entrepreneur de travaux forestiers.

● **Le tourisme** : Les pouvoirs publics voudraient que les ruraux deviennent de véritables professionnels du tourisme. Ils doivent alors recevoir une formation adéquate, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à maintenant. Une dizaine d'expériences dites de « contrats de pays d'accueil » seront lancées.

● **Les activités des femmes et leurs conditions de vie** : on dénombre 4,5 millions de Françaises vivant dans les zones dites « fragiles ». Un nombre important de mesures ont été retenues, parmi lesquelles on citera : les stages de formation dans des parcs naturels dans les Alpes-de-Haute-Provence, l'utilisation de la vidéo transmission par des femmes d'artisan en Auvergne, la création d'un centre de rencontres dans la Sarthe.

● **Les services publics** : on sait que lorsque les principaux services publics disparaissent dans un canton, celui-ci est voué à une mort économique. Jusqu'à maintenant, l'aménagement du territoire a rencontré de graves échecs sur ce chapitre. La décision a donc été prise d'étendre en cours de polyvalence des bureaux de poste ruraux qui, outre les tâches habituelles des P.T.T., sont chargés d'opérations comme la délivrance des cartes d'identité, des passeports, des cartes grises, des fiches d'état civil, des permis de chasse, des timbres fiscaux ou des billets de chemin de fer, qui recensent les offres d'emploi ou gèrent les prêts de livres.

En outre, dans douze départements, des mesures particulières seront prises pour tenter de rompre l'isolement de la population et des activités (développement de la vie associative, information administrative, action sociale, enseignement préscolaire et élémentaire).

TRANSPORTS

LE CONTRAT AVEC AIR FRANCE

L'État ne veut pas et ne peut pas abandonner Concorde

M. Daniel Hoefel, ministre des transports, a présenté et commenté le contrat d'entreprise signé le 7 janvier à l'hôtel Matignon entre l'État et Air France. Ce contrat est valable pour trois ans (le Monde du 8 janvier). Il prévoit notamment des compensations financières versées par les pouvoirs publics à la compagnie nationale pour l'exploitation de Concorde.

Cette exploitation est très déficitaire et ce déficit sera désormais couvert à 90 % (70 % auparavant) par l'État, qui prévoit de déboursier à ce titre 238 millions de francs en 1981, 280 en 1982, 269 millions de francs en 1983. En outre, c'est toujours l'État qui remboursera tous les investissements relatifs aux sept super-soniques achetés en service sur les lignes d'Air France.

La question vient donc naturellement à l'esprit : pourquoi continuer à exploiter un avion qui coûte si cher au contribuable, dont la rentabilité est exclue et qui n'est pas spécialement réclamé par la compagnie qui l'exploite ? M. Daniel Hoefel a donné l'explication suivante : même si l'on arrêtait Concorde,

il faudrait encore continuer à payer les investissements engagés pour sa construction et qui représenteraient les deux tiers des sommes qu'il coûte à l'État.

Il est impossible, en outre, d'augmenter davantage les tarifs payés par les usagers du super-sonique, car son trafic risquerait alors de diminuer dans de trop fortes proportions.

M. Hoefel a rappelé le climat particulièrement lourd dans lequel évolue le transport aérien international. Les taux de croissance du trafic seront dans les prochaines années très faibles, et les compagnies françaises et européennes devront garantir quatre échecs : l'augmentation du coût du carburant, la morosité de la situation économique mondiale, la poursuite de la politique de « déréglementation » (concurrence sans entrave) américaine, les effets de la politique aéronautique britannique, notamment en Extrême-Orient. Les dernières statistiques publiées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) confirment les analyses pessimistes des transporteurs aériens. Le trafic des compagnies régulières mondiales ne s'est accru en 1980 que de 2 % pour les passagers et de 3,5 % pour le fret. Leur coefficient moyen de remplissage est tombé de 66 % à 63 %. À titre de comparaison on enregistre des pourcentages d'augmentation du trafic (passagers et fret) de 13 % en 1978 et encore de 11 % en 1979. Même après le premier choc pétrolier les accroissements avaient été de 6 % en 1974 et de 5 % en 1975.

● **Bénéfice net pour Suissair** : La compagnie suisse Suissair bouclera ses comptes 1980 avec un bénéfice net, bien que son trafic ait beaucoup diminué. Malgré un déficit dans l'exploitation proprement dite de 150 millions de francs suisses (plus de 380 millions de francs français), l'exercice écoulé sera bénéficiaire, grâce à des recettes extraordinaires exceptionnellement élevées, notamment du fait des services d'entretien rendus à des tiers. (A.F.P.)

LE TOURISME ET LES LOISIRS SACRIFIÉS ?

Les Français sont prêts à sacrifier leurs loisirs si l'on en croit un sondage de l'Institut Indice Opinion publié par l'hebdomadaire V.S.D.

Les mille quatre-vingt personnes interrogées, entre le 18 et le 24 décembre 1980, ont estimé qu'en cas de crise économique elles réduiraient d'abord leurs dépenses de voyages (44 %), de vacances (33 %) et de loisirs (29 %). Les principales causes de cette situation de crise : l'augmentation du prix du pétrole (46 %), l'inflation (41 %) et la politique gouvernementale (32 %).

Ce sondage peut apparaître en totale contradiction avec l'excellent remplissage des stations de sports d'hiver. Il traduit pourtant une nouvelle échelle de valeurs du consommateur, dont la médiocre saison estivale 1980 avait donné un avant-goût : depuis l'an dernier, les vacanciers n'hésitent plus à faire des coupes claires dans leur budget loisirs.

URBANISME

A Paris

LES COMMERÇANTS

DU MARCHÉ SAINT-GERMAIN DÉMÉNAGENT

La procédure prévue par la Ville de Paris, sur l'initiative de M. Pierre Bas, député (R.F.P.) et adjoint au maire de Paris, pour la rénovation du marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement, continue malgré l'hostilité des associations de défense. Ainsi ce 8 janvier seront inaugurées les nouvelles installations qui accueilleront provisoirement, au rez-de-chaussée de la Maison des examens, rue Mabilon, les commerçants travaillant jusqu'ici dans l'enceinte du vieux marché.

Ce déménagement va donc permettre, dans les jours prochains, de commencer les travaux d'aménagement souterrains prévus dans le programme de reconstruction du vieux marché. Il s'agit sur trois à quatre niveaux, de construire un gymnase, une piscine et des réserves pour les commerçants qui, un jour, retrouveront leur place dans le nouveau marché. À cette fin, vont être

détruits prochainement, dans la grande cour de la vieille halle, des bâtiments construits au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. On va procéder aussi au démontage et au stockage des pierres numérotées de ce qui reste des arcades construites par Blondel le long des rues Clément, Lobineau et Pellé, afin de les remettre éventuellement en place. Les services de la mairie de Paris estiment que les travaux seront achevés à la fin du mois de février 1982.

Mais si, dans cette affaire qui dure depuis plus de dix ans, une étape est franchie pour ce qui concerne les niveaux inférieurs du marché, le problème reste entier quant aux travaux de superstructure. Le projet est en effet « suspendu », pour l'instant, du fait d'une procédure de classement enlancée par le ministère de l'environnement et du cadre de vie.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES

PAR ADJUDICATION

Vente s/mairie Palais Justice Pontaise (93) JEUDI 15 JANV. 1981, à 14 h.

PAVILLON D'HABITATION

à LOUVRES rue Victor-Hugo (93)

MISE A PRIX : 44.000 FRANCS

Pour tous renseignements : M^{re} BUISSON, Avocat à Fontainebleau (93) - Tél. 632-31-62

Vente sur licitation, Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 16 JANVIER 1981 à 14 heures

EN UN SEUL LOT : UNE PROPRIÉTÉ

Usage commercial et d'habitation superficie 203 m² - site à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)3^{er} lot, avenue de la République

MISE A PRIX : 25.000 F

S'adresser à M^{re} GEORGES KRIEGER, avocat à PARIS (15^e), 155, av. Victor-Hugo, tél. 704-36-05 - M^{re} Paul AMIOT, avocat à PARIS (15^e), 97, rue Lavoisier, tél. 704-36-05

A tous avocats postulant près les Tribunaux de Gde Instance de PARIS, SOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

PRET POSSIBLE

du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la CREDITATY BANK S.A.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 23 JANVIER 1981, à 14 heures. - EN UN LOT

UN APPARTEMENT A PARIS (16^e)22, AVENUE PIERRE-1^{er}-DE-SERBIEet 3^e rue GEORGES-SIEST, au 4^e étage, porte face, escal. A, comp. : hall, cuis., 2 w.-c., 2 salles d'eau, 3 chambres, salle de jeux, Bureau, salon, salle à manger (Lot 24) - UNE CHAMBRE au 6^e étage porte 21 (Lot 25) - UNE CHAMBRE au 6^e étage porte 22 (Lot 26) - UNE CAVES au sous-sol, porte n° 1 (Lot 1) - L'imm. cadastr. sect. 104 57 p. 45 pour une contenance de 394 m².

MISE A PRIX : 1.000.000 F

S'adr. à M^{re} G. BLIAH, avocat à PARIS (15^e), 43, rue de Richelieu. Tél. : 296-28-32 - 296-03-74.

Tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, SOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

VENTE au Palais de Justice de NANTERRE, Mercredi 14 Janvier à 14 h.

UN APPARTEMENT à GOURBEVOIE (92)

2 à 30, rue Baudin - 15 ter, 30 et 22, rue de l'Alma et 20 ter, rue de Bezons

Dans tram. LES GEMEAUX, comp. : liv. chbr., 3 chbr., cuis., dégrainage, rangement, 2 w.-c., 2 salles d'eau, 2 entrées, 2 baignoires, 2 caves, UN PARKING dans l'immeuble. S'adresser LES ZODIAQUES

MISE A PRIX : 250.000 F S'adresser S. G. P. MICHEL LAMOTTE, avocat à PARIS (7^e), 100, rue St-Dominique - 555-61-10 Pour visiter : chez la gardienne de l'immeuble LES GEMEAUX et au 788-34-84.

ADJUDICATION AUX ENCHÈRES AU PALAIS DE JUSTICE DE LYON le JEUDI 22 JANVIER 1981 - à 13 h. 30

UNE PROPRIÉTÉ SITUÉE À CHARBONNIÈRES (69)

1^{er} Chemin des Grandes-Bruyèrescompréant : maison principale avec chaudière, rez-de-chaussée, un étage et grenier aménagé avec 11 pièces, 2 salles de bains, 2 w.-c., garage et serre, le tout sur un parc boisé de 7.514 m².

MISE A PRIX : 900.000 FRANCS

Renseign. S.G.P. LAMY, SAINT-PIERRE, VERON, FAYE, RICHTEY, Avocats, Tél. : 828-18-80 - S.G.P. BISMUTH-LANGRAND Avocats, Tél. : 871-02-15. Visites : vendredi de 14 à 18 h. et samedi de 9 à 11 h.

Vente Palais Justice Bobigny (93), Cité Administr. 20 Janv. - 13 h. 30

VILLA Type FONTENAY V à COUBRON (93)

2^e et 3^e Avenue

MISE A PRIX : 180.000 F

S'adresser pour renseignements : M^{re} BUISSON, Avocat à Fontainebleau (93) - Tél. 632-31-62

Vente s/mairie, Palais Justice de PARIS, JEUDI 22 JANVIER 1981, à 14 h.

EN UN SEUL LOT : UN APPARTEMENT

COMPRENANT 3 PIÈCES, CUISINE, W.C., CAVES

au 4^e étage dans l'immeuble sis à PARIS (15^e) - 15, boulevard Victor

MISE A PRIX : 150.000 F

S'adresser à M^{re} André VALENSI, avocat à PARIS (9^e), 72, rue Gay-Lussan. Tél. 533-74-51. - Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la CREDITATY BANK S.A.

Vente Palais de Justice de Paris le Jeudi 23 Janvier 1981, à 14 heures

UNE BOUTIQUE ET DEUX APPARTEMENTS

à THORIGNY-SUR-MARNE (S.-et-M.), 8, rue de la Madeleine

Mise à prix : 1^{er} lot, 50.000 F - 2^e lot, 10.000 F

UN TERRAIN à CONCHES (77)

Lieu dit « La Plante des Bordes » pour 1.117 mètres carrés

Mise à prix : 2.000 F

UN TERRAIN à POMPONNE (77)

Lieu dit « Armoines » pour 1.321 mètres carrés

Mise à prix : 2.000 F

S'adresser à M^{re} Bernard de BARIAC, Avocat, 70, avenue Marceau, à PARIS. Tél. 732-52-58 - M^{re} SAGETTE, Syndic, 8, rue de Savoie, PARIS.

ROSNY SOUS BOIS

Résidence des 10.000 Rosiers

83 à 85, rue Lavoisier

Livraison 3^e et 4^e trimestre 81Appartements du studio au 5 pièces
Façades en pierre de taille.
R.E.R. (Station Val de Fontenay)A partir de 5.750 F le m²

Prix ferme et définitif

Prêts conventionnés

(Prix valeurs janvier 81)

Bureau de vente et appartements témoins sur place,
tous les jours sauf mardi de 14 h à 19 h. Tél. 875.56.54.

Je désire recevoir, sans engagement, une documentation gratuite sur la RÉSIDENCE DES 10.000 ROSIERS.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

FRANK ARTHUR

134, Bd Haussmann, 75008 Paris

562.01.69

صندوق البريد

صلى الله عليه وسلم

économie

SOCIAL

LA MISE EN PLACE DE L'ALLOCATION DE VEUVAGE

Environ vingt mille bénéficiaires

Parmi les quarante mille femmes de moins de cinquante-cinq ans qui perdent leur époux chaque année, environ vingt mille ont droit à l'allocation de veuvage en vertu de la loi du 1^{er} janvier 1981 (1). Un décret publié au Journal officiel du 8 janvier précise les modalités d'application. Cette allocation de veuvage est destinée aux veuves de salariés, de travailleurs percevant des indemnités pour maladie ou accident du travail, d'invalides, de demandeurs d'emploi en cours d'indemnisation ou de retraités.

Pour en bénéficier, il faut remplir un certain nombre de conditions d'âge, de situation de famille et de ressources. En effet, l'âge maximal pour percevoir l'allocation a été fixé à cinquante-cinq ans. A cette date anniversaire, une allocation en cours de versement cessera d'être servie puisque la pension de réversion du régime général de Sécurité sociale pourra être accordée à la veuve. Il faut également ne pas être remariée, vivre seule et soit avoir encore un enfant à charge, soit avoir élevé un enfant pendant au moins neuf ans avant son seizième anniversaire. Les enfants adoptés sont assimilés aux enfants issus du mariage. L'allocation sera servie mensuellement pendant trois ans, suivant une formule dégressive : 1 600 F par mois la première année, 1 050 F par mois la deuxième année, et 800 F par mois la troisième année. Le plafond de ressources à ne pas dépasser pour bénéficier de cette allocation est fixé à 6 000 F dans le trimestre précédant la demande.

Il n'existe qu'un seul plafond, le nombre d'enfants encore à charge n'entrant absolument pas dans les calculs. D'autre part, ces plafonds comprennent le montant de l'allocation de veuvage. Par exemple, lors de la première année de son veuvage, une femme ne devra pas avoir plus de 400 francs par mois de revenu pour toucher l'intégralité de son allocation. Le versement d'une allocation différentielle est prévu pour les veuves dont les revenus ainsi calculés dépasseraient le plafond. La première année, au lieu de 1 600 F mensuels, certaines femmes pourront percevoir 1 000 F, 800 F ou encore moins, suivant leur situation financière. En quelque sorte, l'allocation de veuvage garantit des ressources égales, au minimum, au montant de l'allocation et au maximum à 2 000 F par mois.

Pour le calcul de ces plafonds, ne sont pas inclus les prestations familiales, l'aide personnelle au logement (ou l'allocation de logement), le carteret social, le revenu minimal familial ou le montant du capital-décès du régime général de la Sécurité sociale. En revanche, ils prennent en considération tous les revenus, y compris les capitaux versés au décès par d'autres organismes, comme les caisses de retraite complémentaires, les mutuelles ou les compagnies d'assurances, qui sont comptabilisés dans la limite de 15 % de leur montant. Aucune charge, loyer ou autres, ne peuvent venir en déduction. Toutes ces ressources sont appréciées soit à la date du décès, soit à la date de la demande. Si la demande d'allocation-veuvage intervient dans l'année de date à

date qui suit le décès, l'allocation sera servie avec rétroactivité depuis le décès, à condition que les critères d'attribution aient été remplis à cette date. Si la demande est effectuée plus d'un an après le décès, l'allocation est servie à partir du premier jour du mois de la demande.

Prenez l'exemple d'une veuve sans ressources. En 1981, elle percevra 1 600 F par mois ; en 1982, elle aura droit à 1 050 F et, en 1983, à 800 F. Mais, si cette veuve, en 1981, dispose de ressources supérieures au plafond et n'a pas droit à l'allocation, elle pourra, le cas échéant, en 1982, présenter son dossier si sa situation financière s'est dégradée. On lui accordera alors une allocation de veuvage au taux n° 2 (1 050 F par mois). Si elle attend 1983 pour solliciter l'allocation, elle percevra le taux n° 3 (800 F par mois).

Contrôle des ressources

Un contrôle des ressources est exercé six mois après l'attribution de l'allocation. Par la suite, des vérifications fortuites sont prévues. En cas d'interruption du versement parce que la veuve ne remplit plus les conditions de ressources, par exemple, le versement de l'allocation peut être rétabli ultérieurement dans la limite des trois ans.

Le droit à l'allocation de veuvage est ouvert pour trois ans après le décès et s'éteint trois ans après l'événement. Lorsque l'allocation du veuvage plusieurs prestations peuvent être accordées et se trouvent en concurrence. L'allocation de veuvage est versée en priorité avant l'allocation de parent isolé, le revenu minimal familial ou l'allocation aux adultes handicapés. L'allocation de veuvage est une prestation servie par la CNAV (Caisse nationale d'assurance-vieillesse) (2). Elle sera financée par une cotisation de 0,1 % prélevée sur les salaires plafonnés à la charge unique des salariés.

Pour les seuls salariés du régime général, la CNAV estime que vers 1981 cette cotisation devrait rapporter 700 millions de francs et que l'allocation de veuvage devrait coûter de 80 à 90 millions de francs, étant donné que les demandes s'échelonnent tout au long de l'année. Pour 1983, — lorsque les trois taux seront applicables — le coût global de cette allocation est évalué à 285 millions de francs, somme qui ne devrait guère bouger au cours des années suivantes.

C. G.

(1) Il s'agit de la mise en application de la loi du 17 juillet 1980. Les veuves pourront également bénéficier de cette allocation de veuvage.

(2) Toute demande d'allocation de veuvage devra être adressée pour la région parisienne à la CNAV, 110-112 rue de Valenciennes, 75019 Paris, tel. 203-89-57, et pour la province, à la CNAV (Caisse nationale d'assurance-vieillesse) dont dépendait le salaire.

Chômeurs, jeunes non qualifiés et veuves

Saupoudrage et assistance

Trois séries de mesures ont été prises en faveur des chômeurs indemnisés, des jeunes sans qualification et des veuves pouvant laisser croire que le gouvernement prend enfin le taureau par les cornes pour « éliminer la misère » et combattre les injustices comme l'annonçait, il y a bientôt sept ans, M. Giscard d'Estaing. Les mesures, présentées sous forme de plan quinquennal, ont été limitées ou contrainctes à la notion d'assistance.

Face à l'épineux problème des chômeurs non indemnisés — environ sept cent mille personnes — l'annonce faite par M. Barre à M. Bergeron d'une amélioration du sort de certains chômeurs, dès février 1981, est une initiative de portée limitée. Infirme car elle ne concernerait, ces par ces, que les chômeurs qui, indemnisés, arrivent en fin de droit, au bout de trois à cinq ans, et se retrouvent sans ressources : au total, quelques centaines de personnes par mois sur sept cent mille. On peut, de surcroît, se demander si cette mesure pourra entrer en vigueur à la date prévue.

En effet, la prolongation des indemnités de chômage au-delà des délais fixés par l'accord du 27 mars 1979 (trois à cinq ans selon les cas) suppose une modification de cet accord et, en conséquence, une négociation entre les syndicats et le patronat. Le ministère du travail devait, dès le 8 janvier, avoir des contacts avec la direction de l'UNEDIC, gestionnaire paritaire de l'indemnisation de chômage. Le deuxième problème sera celui des critères retenus pour déterminer, ces par ces, les bénéficiaires, et le troisième celui du financement de cette mesure (assuré en totalité par l'Etat ou, comme cela existe actuellement, aux deux tiers par les cotisants et pour un tiers par l'Etat).

L'importance donnée par le gouvernement au plan quinquennal sur la formation est une autre illustration d'une politique qui, sur certains points, comporte peu d'innovations. Les améliorations

annoncées dans les lycées d'enseignement professionnel sont déjà le fruit d'une concertation avec la FEN, l'intérêt réel de la formation alternative procède d'une loi déjà votée. Finalement, le « plan quinquennal » est un habillage de mesures connues qui permettent de pérenniser, à quelques nuances près, les pactes pour l'emploi avec, cependant, un effort financier moindre que celui consenti depuis 1977 avec le lancement du premier pacte (10 milliards de francs d'ici à 1985 au lieu des 11 milliards dépensés depuis trois ans et demi).

Reste l'assurance-veuvage, elle aussi annoncée à plusieurs reprises comme une grande innovation et un geste de solidarité nationale. Deux fois (la 1^{re} fois le fond de ressources ouvrant droit à l'allocation est non seulement un plafond différent de ceux prévus pour l'allocation de parent isolé et le revenu minimal familial, ce qui soulève l'incohérence totale de ces réformes, comme le déclare la Fédération des femmes chefs de famille, mais, de plus, il apparaît comme un « plafond de misère », puis, la première année, la veuve ne doit pas disposer de plus de 400 F par mois pour en bénéficier).

C'est bien d'assistance qu'il faut alors parler, mais aussi de détournement de fonds. Première injustice : la cotisation destinée à couvrir ces dépenses est versée par les salariés dans le limite du plafond de la Sécurité sociale : autrement dit, ce sont les moins bien rémunérés qui supporteront surtout... cet effort contributif dit de solidarité nationale. Deuxième injustice : on demande à ces salariés 700 millions de francs par an pour une dépense qui atteindra 90 millions en 1980 et 300 en 1983, ce qui signifie que, pour éponger le déficit de l'assurance-vieillesse, on s, une nouvelle fois, recourt à un stratagème saupoudrage, assistance, cotisation dégressive... comment peut-on encore parler de politique sociale ?

JEAN-PIERRE DUPUY

● Chômage technique à Rustine Citroën de Mulhouse. — Mille salariés seront mis en chômage technique pendant quatre jours en janvier, un jour en février et deux jours en mars. — (A.F.P.)

● La fédération « G.T. de la métallurgie » organise une campagne nationale d'action du 18 au 31 janvier, qui pourra comporter des débrayages, pour la défense de l'emploi et l'augmentation des salaires.

AMÉRICAIN
Professeur d'anglais, 11 ans d'expérience, méthode CASEY
Conversation - PAS DE GRAMMAIRE - Tél. : 326-15-47

LAS DE NE TROUVER QUE DES EMPLOIS PRÉCAIRES

Un Lillois entame une grève de la faim

Lille. — Au numéro 4 de la rue Cornille, dans ce pauvre et sombre quartier de Wazemmes, à Lille, vit, dans un deux-pièces-cuisine, un bon géant, M. Gérard Goethals, trente-deux ans, 1,92 m, 110 kilos, qui a failli devenir un méchant ogre pour fait divers. « J'étais prêt à tuer une Soledad Barthelemy », dit-il. Il se contente, depuis le lundi 5 janvier, de faire la grève de la faim, chez lui, ce qui peut évidemment priver à source, quand on n'a pas reconstruit l'homme.

M. Goethals s'exprime bien, très bien. Il a aussi couché son histoire sur le papier, simplement, sobrement. Il n'aurait certainement jamais fait parler de lui, M. Goethals, s'il n'y avait pas été poussé par les aléas, les absurdités de l'époque. C'est simple : ce monsieur-écrivain, titulaire d'un C.A.P. première année de brevets professionnels, qui travaillait régulièrement depuis 1965 et qui a obtenu la qualification de P.I. ne supporte plus d'être, depuis deux ans, au chômage. X mois sur deux, d'être criblé de dettes, d'être accusé à la violence face, selon lui, « aux tuteurs qui se délectent des maux des autres ». Car, bien entendu, M. Goethals accumule les handicaps et est en proie aux affres fiscales, administratives et bancaires.

Son histoire professionnelle n'est pas compliquée. Licencié économique le 18 mars 1979 d'une société de montage d'installations téléphoniques, sept mois de chômage ; à nouveau licencié le 15 août 1979 de l'entreprise Sidélec spécialisée dans les travaux du bâtiment ; enfin, contrat à durée déterminée, le 1^{er} septembre, à la C.G.E.E.-Alstom, et le jour de la Saint-Eustache, « du vendredi, monsieur, nos meilleurs vœux ».

Bien sûr, M. Goethals a un peu partout des dossiers en attente à l'Agence nationale pour l'emploi, aux Assédic — où il est convoqué le 16 janvier — et la C.G.T., dont il est adhérent depuis un an, « se penche activement sur son cas ». Bien sûr, il pourrait retrouver du travail, par l'intermédiaire d'une maison d'insertion. Mais, et on l'a bien compris, il a décidé de marquer le coup, car il trouve anormal qu'à trente-deux ans, après la guerre, il ne puisse obtenir qu'il « il ne puisse — et ce n'est pas faute de chercher — remplir un emploi permanent. « A la C.G.E.E.-Alstom, explique-t-il, on m'a pris comme P.I. aux Assédic, on m'a pris comme P.I. à la fois travailleur vété et bien. Il est « nature », M. Goethals. Il dit ne souffrir « ni le mensonge ni l'hypocrisie » et c'est peut-être là le détail.

Il s'attend à recevoir comme salaire net, pour décembre, 3 000 francs — au lieu de 3 300 francs — compte tenu des

De notre envoyé spécial

Jours châtés pour l'intermittence. En réalité, il touche quelque 300 francs, car il a déjà obtenu 2 700 francs d'acompte. M. Goethals a en effet acheté une voiture, le 14 juin — au lieu de sa moto, — pour pouvoir transporter plus commodément ses oncles d'un chantier à l'autre. Il ne s'attendait pas à être licencié deux mois et demi plus tard pour raison économique. Traites à payer pour l'automobile : 900 francs par mois pendant trente mois (y compris les intérêts : 24,75 %), plus l'assurance. Bien entendu, le monsieur-écrivain peut toujours essayer de vendre sa petite moto-poissonnette. Il a déjà, pour la somme de 2 000 F — quand un employeur précédent lui donnait toujours 1 600 F de congés payés — mis en gage toute une collection de livres, dont les Mémoires de de Gaulle

et les œuvres complètes de Molière. Car M. Goethals, qui caresse amoureusement les branches dorées des ouvrages qui lui restent, a préféré, convaincu par la correspondance de la Guilde internationale du disque, « acheter des livres plutôt que d'être mis en gage ». C'est comme ça. Avec ces 2 000 F, il a payé des loyers en retard.

M. Goethals est seul dans la vie, si l'on excepte sa mère, qui habite à Denain, et son beau-père est en train de se faire licencier à l'âge de cinquante et un ans. Il ne sait plus par quel bout prendre son problème et il a choisi d'alerter les moyens d'information au lieu, dit-il, d'aller tout le feu quelque part.

Quand on l'a quitté, mercredi soir 7 janvier, M. Goethals avait 10 F en poche.

MICHEL CASTAING.

LA MISE A SAC DU FOYER DE VITRY-SUR-SEINE

Les élus socialistes demandent une réunion extraordinaire du conseil municipal

Deux semaines après la mise à sac, la veille de Noël, du foyer d'immigrés mairiens de Vitry-sur-Seine par les « gros bras » de la mairie (union de la gauche), les huit élus socialistes de cette ville ont annoncé, le mercredi 7 janvier, qu'ils allaient demander au maire le convocation d'un conseil municipal extraordinaire. Ceci, ont-ils précisé, pour réaffirmer leur désapprobation de la « démocratie-bulldozer », c'est-à-dire des méthodes utilisées contre le foyer de la rue des Fusillés, mais aussi pour élaborer une déclaration commune qui, « tout en éclairant les responsabilités du pouvoir dans cette affaire, devrait permettre l'organisation d'essais locaux de l'immigration, en vue d'exprimer la solidarité de la population de Vitry aux travailleurs étrangers ». Les conseillers socialistes proposent notamment la création d'un « véritable office municipal des travailleurs immigrés » et d'une commission extra-municipale permanente chargée d'instituer le dialogue avec des immigrés élus par leurs pairs au sein de cette commission, dont le caractère serait consultatif, en l'état actuel des lois, purement consultatif.

Tout en déplorant que cette affaire donne lieu « à une exploitation qui vise à faire passer les communistes pour des racistes, ce qui n'est pas le cas », M. Claude Perrot, président du groupe socialiste et de la commission sociale du conseil municipal, a regretté que la mairie de Vitry se soit engagée « dans l'impasse d'un comportement qui va dans le sens du rejet de l'étranger, encourageant

un tel racisme xénophobe et raciste ». Selon M. Perrot, « ce n'est pas en prenant les immigrés comme boucs émissaires que l'on peut lutter contre la politique actuelle du gouvernement Giscard-Baret et des fols Bonnet-Stolier, qui favorisent le racisme ».

Répondant aux socialistes, les élus communistes du Vitry ont publié, mercredi soir, un communiqué déclarant notamment que, en matière de solidarité avec les peuples et avec les travailleurs immigrés, ils n'ont « pas de leçons à recevoir des représentants d'un parti qui a tant de fois collaboré avec l'impérialisme dans la direction de la répression et des guerres coloniales ». Le groupe communiste estime que les élus socialistes « capitulent devant le coup de force du maire de Saint-Maur et de l'ADFE (association gestionnaire du foyer), outé du grand patronat ».

D'autre part, l'union régionale C.G.T. d'Ile-de-France et la section C.G.T. des personnels communaux de Vitry-sur-Seine ont publié des communiqués séparés approuvant l'action du maire de Vitry. Les employés communaux, notamment, affirment qu'ils n'ont pas mis à sac le foyer et dénoncent les campagnes « calomnieuses » menées, selon eux, contre la municipalité.

D'autre part, l'union régionale C.G.T. d'Ile-de-France et la section C.G.T. des personnels communaux de Vitry-sur-Seine ont publié des communiqués séparés approuvant l'action du maire de Vitry. Les employés communaux, notamment, affirment qu'ils n'ont pas mis à sac le foyer et dénoncent les campagnes « calomnieuses » menées, selon eux, contre la municipalité.

MONNAIE ET CHANGES

CRÉATION A LONDRES D'UN MARCHÉ INTERNATIONAL DES D.T.S.

Un marché financier international où seraient négociés des certificats de dépôts libellés en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) va être créé à Londres par sept banques cinq britanniques, la Barclays International, la Midland International, la National Westminster, la Standard and Chartered, et deux américaines, la Citibank et la Chemical.

D'autres établissements pourraient se joindre aux fondateurs, qui émettront des certificats de dépôts d'un montant minimum d'un million de D.T.S. (1,275 million de dollars et 5,75 millions de francs), libellés contre paiement en dollars et remboursables dans la même monnaie, ou d'autres, le cas échéant.

M. Lawrence Wragg, de la Chemical International, président du comité de direction du nouveau marché, a indiqué que la création de ce dernier était due essentiellement à l'adoption, par le Fonds monétaire international (F.M.I.), d'une formule simplifiée pour la valeur du D.T.S., déterminée, depuis le 1^{er} janvier 1981, à partir des cinq plus grandes monnaies (dollar, livre sterling, franc français et yen).

D'autre part, rien n'empêche une société privée d'émettre un emprunt en D.T.S., mais les assurances ont été rares jusqu'à présent : en 1979 la Chemical International l'a fait pour un montant de 50 millions, mais aucun marché secondaire ne s'est développé pour négocier ces titres. La création annoncée à Londres vient donc à point pour combler cette lacune.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● La commission sénatoriale d'enquête sur les difficultés de l'industrie textile a élu son bureau et commencera ses auditions dès le 31 janvier. M. Pierre Valadier, sénateur de la région Rhône, a été élu président de la commission d'enquête, dont la création avait été décidée le 19 décembre. L'initiative de la commission des affaires économiques du Sénat.

● Un nouveau président à Videocolor. — C'est M. Claude Mallard, directeur à la compagnie Thomson-Brandt, qui a été nommé président de Videocolor, secteur français d'un groupe européen de tubes de télévision couleur. Il remplace M. Abel Parnoux qui, précise un communiqué de la société, ne réintègre pas pour autant le groupe Thomson, actionnaire majoritaire de Videocolor (le Monde du 7 janvier).

Social

● Grève de la faim à la R.A.T.P. Deux agents de l'atelier Championnet, à Paris, ont commencé, le 7 janvier, une grève de la faim. Ils sont accusés de mises à pied qui leur ont été infligées, ainsi qu'à plusieurs autres agents, d'autres encore ayant été mutés. Ils sont accusés de brimades envers un chef d'atelier lors d'une manifestation en décembre 1980.

● Les dirigeants de la C.G.C. seront reçus par le premier ministre le 19 janvier. L'entretien portera sur les principales revendications des cadres, déjà présentées au président de la République le 18 décembre 1980.

En R.F.A.

Le cap du million de chômeurs a de nouveau été largement franchi en décembre

De notre correspondant

Bonn. — Alors que, quarante-huit heures plus tôt que prévu, le ministère de l'économie affirmait dans son rapport mensuel que le chômage continuait de baisser, les derniers mois n'auraient pas encore sérieusement affecté le marché de l'emploi. L'Office fédéral du travail a annoncé qu'à la fin de décembre le nombre des chômeurs s'élevait à 1 200 000, soit 250 000 de plus qu'une année auparavant. Par rapport au mois de novembre, ce chiffre brut est en augmentation de 15,5 %, portant le taux de chômage de 4,3 % à 4,8 % de la population salariée (4,8 % en décembre 1979). Ce niveau n'aurait pas été atteint depuis décembre 1975.

Le choc est beaucoup plus sévère qu'on ne s'y attendait. Selon le président de l'Office du travail, M. Stengel, l'affaiblissement conjoncturel frappe l'économie « de plein fouet ». Or il s'agit là d'une surprise particulièrement inquiétante. Tout en reconnaissant qu'en 1981 la croissance moyenne du produit national brut pourrait être voisine de zéro, les autorités ont jusqu'à présent fait de leur mieux pour convaincre les industriels que, durant le second semestre de cette année, les choses devraient aller beaucoup mieux.

Aujourd'hui, il est constaté que les entrepreneurs ne font pas confiance aux pronostics officiels rassurants des experts officiels. Alors qu'à la suite du premier « choc » pétrolier les industriels — soucieux de conserver leur personnel — s'étaient efforcés de ne pas recourir à des licenciements trop massifs, il n'en va plus de même, au contraire. Selon l'Office du travail, beaucoup d'entreprises n'hésitent plus, désormais, à congédier la main-d'œuvre dont elles

n'ont pas besoin dans l'immédiat, plutôt que de rechercher des méthodes transitoires permettant d'éviter la mise en chômage des travailleurs superflus.

La détérioration de la situation générale n'en est pas moins très visible. Le fait que les femmes et les jeunes sont touchés plus que les autres n'est pas surprenant. On note également que le chômage affecte plus les travailleurs étrangers que les citoyens de la République fédérale. Alors que le nombre des travailleurs immigrés en R.F.A. dépasse à nouveau deux millions (le Monde du 19 décembre 1980).

JEAN WETZ.

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

EXPERTISE COMPTABLE
CERTIFICATS SUPERIEURS de Janvier à Juin 1981
- Révision comptable.
- Juridique et fiscal.
- Organisation et gestion des entreprises.
Dans un Centre d'Etudes reconnu par l'Etat.
NIVEAU D.E.C.S. exigé.

ENOES
62 P. Mirmann 75008 Paris
Tél. (1) 562.57.50

AFFAIRES

Pour «abus de position dominante» La Commission européenne entame une procédure contre I.B.M.

De notre correspondant

Bruxelles. — Le groupe I.B.M. est accusé par la Commission européenne d'abus de position dominante sur le marché européen des gros et moyens ordinateurs. La « communication des griefs » adressée par Bruxelles au siège américain du groupe (avec copie pour I.B.M. Europe à Paris) relève, en se basant sur l'article 86 du traité de Rome, un certain nombre de pratiques que la Commission considère comme abusives et auxquelles elle entend amener I.B.M. à ne plus avoir recours.

L'exposé des griefs ne porte pas sur la totalité de l'activité I.B.M. en matière d'ordinateurs, mais se limiterait aux séries 380, 370 et 360. Il s'agit donc, encore une fois, de gros et moyens ordinateurs. Le document, sur lequel on se montre très discret à Bruxelles, comporte plusieurs centaines de pages. Les services bruxellois, après avoir montré la position dominante qu'exerce I.B.M. sur le marché des ordinateurs dans la C.E.E., position dominante que l'article 86 du traité de Rome interdit pas en soi, — décrivent dans le détail les pratiques jugées abusives.

Conformément à la réglementation communautaire, I.B.M. va pouvoir répondre aux griefs ainsi formulés.

En fait c'est un dialogue-négociation qui s'ouvre entre I.B.M. et les services de la Commission chargés de la politique de la concurrence. Négociation qui peut aboutir à un compromis si le groupe américain tient suffisamment compte des observations et demandes formulées par Bruxelles. Dans le cas contraire, à l'issue de cette phase de négociation dont la durée est théoriquement limitée à deux mois, mais qui peut être prorogée, la Commission peut condamner, et même assortir

sa décision d'une amende. I.B.M. aurait toutefois la possibilité de saisir la Cour européenne de justice de Luxembourg.

C'est en juillet 1974 que M. Albert Borschetta, alors commissaire à la concurrence et depuis disparu, décida de lancer une enquête sur les activités d'I.B.M. en Europe. Cette enquête s'orienta ensuite en fonction d'un certain nombre de plaintes (on par des concurrents d'I.B.M. Les plaintes sont, semble-t-il, des fabricants américains de matériel informatique et avec ceux d'I.B.M. et susceptibles donc, au moins partiellement, de s'y substituer.

On cela limite en fait la portée de l'enquête, les grands européens — I.C.I., Siemens, C.I.L., Honeywell-Bull, Philips — n'étant que très indirectement concernés par cette affaire.

Sans aborder le problème politique — celui des limites objectives de l'action de la Commission face à un groupe de la puissance d'I.B.M. — il apparaît déjà, compte tenu de la nature de l'opération, que les efforts accomplis par Bruxelles n'ont guère de chances de se traduire à terme par une modification substantielle de l'organisation de la production et de la vente des ordinateurs dans la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE GOUVERNEMENT REAGAN NE LAISSERA PAS CHRYSLER ALLER À LA FAILLITE

Le gouvernement de M. Reagan ne laissera pas Chrysler aller à la faillite, à condition qu'il existe une « solution raisonnable » à ses difficultés, a déclaré mercredi 7 janvier, M. Drew Lewis, futur secrétaire aux transports, en ouvrant une audition de la commission sénatoriale du commerce.

Les difficultés des constructeurs automobiles américains consistent « sous toute la plus importante problème auquel nous avons à faire face actuellement en ce qui concerne les transports », a ajouté M. Lewis.

De fait, les ventes d'automobiles américaines aux États-Unis ont été en 1980 les plus faibles depuis 1961, s'inscrivant en baisse de 20,5 % sur l'année, tandis que les ventes de voitures étrangères outre-atlantique s'accroissent de 3 %, atteignant le taux de pénétration record de 26,5 %. Sur un marché global de 8,35 millions de voitures en 1980, General Motors a vu ses ventes chuter de 16 %, Ford de 30 %, Chrysler de 27,6 %, et American Motors de 8,9 %, seule la filiale américaine de Volkswagen enregistrerait une hausse de ses ventes (+ 5,8 %).

FIAT ET HONDA DÉMENTENT TOUT ACCORD DE COOPÉRATION

Les directions de Fiat et de Honda ont démenti, jeudi 8 janvier, avoir signé un accord de coopération technique et commerciale. Cette information avait été donnée le 8 janvier par le quotidien japonais « Yomiuri », qui annonçait qu'un accord de ce type avait été conclu pour la fabrication de moteurs en Italie, et de voitures de petite cylindrée.

Le vice-président de Honda a déclaré que cette nouvelle était entièrement dénuée de fondements. A Turin on rappelle que la société Poggio (motos) mise en cause dans l'article du « Yomiuri » est totalement indépendante de Fiat.

ÉNERGIE

LA FRANCE VA UTILISER UN MÉLANGE D'ALCOOL ET DE CARBURANTS

M. Girard, ministre de l'Industrie, présentera le 14 janvier lors du conseil des ministres un projet de substitution partielle de l'alcool aux carburants, annoncé ce 8 janvier le journal *Les Echos*. Ce programme Carburol (de *Carburant* et *Alcool*), qui allie l'alcool aux carburants dans une proportion qui ne devrait pas dépasser 15 %, permettra de couvrir à terme au moins 10 % des besoins nationaux de carburants. Un simple réglage du carburateur permet, en effet, aux automobiles traditionnelles d'utiliser un tel mélange.

À long terme, les pouvoirs publics visent dans ce programme les moyens de valoriser la biomasse (alcool de topinambour, de maïs ou de betterave). Mais dans l'état actuel des choses, l'énergie nécessaire pour la distillation de l'alcool rend le bilan économique d'une telle opération négatif. Cela est, par exemple, vrai au Brésil, qui a produit en 1980 3,8 millions de tonnes d'alcool, malgré l'utilisation de sources d'énergie fatale (en France on pourrait ainsi utiliser le rejet d'eau chaude de certaines centrales ou industries). De plus, une automobile qui utilise un tel mélange a des performances moindres et une consommation légèrement supérieure.

À court terme, il s'agit d'être prêt à utiliser le méthanol dont on pense qu'il est désormais compétitif et rentable. Il semble donc certain que les producteurs de gaz vont en proposer sur le marché.

MARCHÉ COMMUN

LE BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ

Londres souhaite garder le contrôle de la réforme des dépenses au sein de la nouvelle Commission

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les quatorze commissaires européens sont parvenus, dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 janvier, à se mettre d'accord sur la répartition des responsabilités au sein du collège européen.

La principale difficulté a porté sur la désignation du commissaire chargé de coordonner les travaux destinés à l'élaboration de propositions sur la réorganisation de la Communauté. Les Neuf avaient donné mandat, le 30 mai, à la Commission de la suite de l'affaire sur la contribution britannique au budget communautaire, d'élaborer un projet de ce type pour juin 1981. Or le commissaire britannique, Tugendhat, refusait que la tâche de coordinateur soit confiée à M. O'Kennedy (Irlandais). Toujours chargé des affaires budgétaires, il entendait garder le contrôle de la réforme pour la partie correspondant à ses responsabilités.

« Restructurer » le budget signifie en fait modifier la part des dépenses par secteur et donc diminuer au moins relativement le coût de l'Europe verte au profit d'autres politiques communes, comportant des transferts financiers vers les pays les moins riches. Autrement dit, après le départ de M. Jenkins, Londres ne souhaite pas se dessaisir d'une affaire qu'il ont si bien menée jusqu'à présent et qui doit aboutir à un remodelage sensible de la C.E.E.

Finalement, une formule de compromis a été trouvée, qui donne officiellement le poste de coordonnateur à M. O'Kennedy. M. Thorn ayant toutefois donné des assurances à Mme Thatcher au cours d'un entretien téléphonique le 7 janvier. Reste à savoir si toutes les difficultés sont apaisées, à l'image d'ailleurs de celles que risquent de rencontrer M.M. Cheysson et Natali. Le commissaire italien chargé de l'établissement supervisera la politique globale à l'égard des pays méditerranéens, le représentant français restant chargé de l'aide au

développement. M. Ortoli, en revanche, conserve entièrement ses fonctions (affaires économiques et financières).

Pour le reste, la seule surprise vient de M. Davignon (Belge), qui s'attribue un « super-portefeuille », comprenant les affaires industrielles, la recherche et l'énergie qui était confiée, dans la première mission, à M. Brunner (Allemand, fédérale). Son successeur, M. Narjes, se contentera de la gestion du marché intérieur. M. Gundelach (Danois), reste chargé de l'agriculture et de la pêche. Toutefois, ce dernier secteur passera, dès que les négociations actuelles sur une politique commune seront achevées, sous la responsabilité de M. Contogouris (Grec) qui a aussi en charge les transports.

Le second commissaire italien, M. Pirelli, garde ses fonctions, relatives à la politique régionale. M. Haferkamp (R.F.A.) conserve son portefeuille portant sur les relations extérieures avec les pays tiers. Enfin, les affaires sociales sont confiées à M. Chabard, le second commissaire britannique, et les questions de concurrence à M. Andriessen, commissaire néerlandais qui s'occupera aussi des relations avec l'Assemblée européenne.

MARCEL SCOTTO.

BONN N'ARRÊTERA SA POSITION SUR LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES QUE LE 21 JANVIER

L'Allemagne fédérale ne fera connaître, que le 21 janvier, sa position définitive sur le budget supplémentaire 1980, voté par l'Assemblée européenne, a-t-on annoncé à Bonn, le 7 janvier. Le ministre onest-allemand des finances avait rejeté le 21 décembre, le budget de 368 millions d'unités de comptes arrêté une semaine plus tôt par Mme Veil. Le porte-parole du gouvernement a indiqué que « théoriquement », le cabinet fédéral était libre de ne pas suivre, le 21 janvier, la décision du ministre des finances, qui avait été prise après consultation des autres ministres intéressés.

À Bruxelles, le ministre des affaires étrangères devant les commissions parlementaires, M. Nothomb, doit « expliquer » ce jeudi 8 janvier, sur la position belge. Le gouvernement belge, comme ceux de Paris et Bonn, a décidé, le 30 décembre, de ne verser que la contribution budgétaire supplémentaire établie par le conseil des ministres de la Communauté, tout en se disant disposé à rechercher « une solution ».

Les Pays-Bas et le Danemark, qui ont, eux aussi, désapprouvé le budget supplémentaire arrêté par l'Assemblée ont cependant décidé de s'y conformer.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MERLIN GERIN

Pour Merlin Gerin S.A., l'exercice 1980 vient de s'achever avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 400 millions de francs hors taxes, en progression de 27 % par rapport à la réalisation de l'année précédente.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, aux épures définitivement arrêtées, devrait atteindre, pour sa part, un montant de l'ordre de 3 100 millions de francs hors taxes, marquant une augmentation d'environ 25 % par rapport au montant de l'exercice précédent (27 % en structure homogène).

On estime que les résultats de la société mère, avant impôts, devraient se situer au voisinage des précédents, soit 100 millions de francs.

Le groupe s'établissant à 13 800 personnes, contre 12 800 à fin 1979. Au cours de l'exercice 1980, le groupe Merlin Gerin a embauché 1 170 personnes, dont 470 pour Merlin Gerin S.A.

Groupe Bouygues

BOUYGUES OFFSHORE

Le conseil d'administration de Bouygues Offshore, réuni le 7 janvier 1981, a nommé président-directeur général, M. Armand Marion, quarante-sept ans, ancien élève de l'École polytechnique et de l'Institut national du pétrole, et a, par ailleurs, confirmé que le chiffre d'affaires de la société en 1980 sera de 310 millions de francs, dont 15 % à l'étranger, alors que les pertes de l'exercice 1980 ont été de 625 millions de francs. Pour l'année 1981, de nouveaux et importants développements sont attendus.

GROUPE COCHERY

At 30 septembre 1980, le groupe Cochery, pour les seules activités routières en France, a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 1 185 millions de francs, en augmentation de 21 %.

Avant impôts et hors étranger, mais après 30 millions de francs d'amortissements, le résultat s'élève à 25 millions de francs, en amélioration sensible par rapport au 30 septembre 1979.

Le carnet de commandes est en augmentation de 20 %.

Pour la société Cochery, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 716 millions de francs, en progression de 31 %.

Le résultat ressort à 15,6 millions de francs après 19 millions de francs d'amortissements.

(Publicité)

ENTREPRISE D'ÉLECTRICITÉ

Agitée E.D.F. Qualifiée
réalise tous travaux et chantiers :
appareillages, magasins,
tunnels,
Dépannages dans la journée
SOCIÉTÉ T.B.E. Tél. : 878-12-73

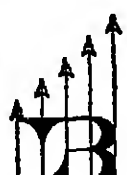
NOMINATIONS A LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Réuni le mercredi 7 janvier 1981 sous la présidence de M. Maurice Lauré, le conseil d'administration de la Société Générale a nommé : a) directeur général adjoint : M.M. Daniel Hus et Léopold Joseph ; b) directeur central : M. Jean-Marie Weydant ; c) directeurs : M.M. Bernard Aubert, Alexis Saint-Gully, Marcel Cottillon et Michel-François Auquebon.

À la suite de ces nominations, la direction générale de la Société Générale est ainsi composée : directeur général : M. Marc Vidal ; directeurs généraux adjoints : M.M. Pierre Luron (vice-président du comité de direction), Pierre Lhermitte, Paul Josteur-Monrozier, Daniel Hus et Léopold Joseph ; directeur central : M. Jean-Marie Weydant ; directeurs de la Société Générale : M.M. François Sezon, Henri Martin, Louis Butlay, Roger Sabot, Bernard Aubert, Alexis Saint-Gully, Marcel Cottillon et Michel-François Auquebon.

GARANTIE FINANCIÈRE

(Loi du 2 janvier 1970 et décret du 20 juillet 1972.)



LAFFITTE - BAIL

Les actionnaires de Laffitte-Bail ont approuvé, le 6 janvier 1981, l'opération d'augmentation de capital par apport en nature précédemment annoncée.

Le capital a été porté de 81 236 100 francs à 118 423 000 francs, par création de 271 969 actions nouvelles de 100 F remises aux compagnies d'assurances Zurich et Alpina, qui ont apporté à la société un patrimoine immobilier évalué à 80 883 000 francs (centre commercial Elysee II et partie du centre commercial de Faviy II). Ces actions porteront jouissance au 1^{er} janvier 1981 et n'ouvriront donc pas droit au dividende qui sera versé au titre de l'exercice 1980. L'assemblée générale a également constaté l'inscription au passif du bilan d'une prime d'apport de 33 686 146 francs.

Le Crédit du Nord, succursale principale à Anjou-Saint-Laure, 59, boulevard Haussmann, 75008 Paris, informe que M. Fernand Riches domicilié à Suresnes, 15, rue du Raval, cessant son activité de gestion immobilière à compter du 31 décembre 1980, il est mis fin à la garantie financière qui lui était accordée.

En conséquence, la garantie dévolue à ce titre par le Crédit du Nord cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 30 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par le Crédit du Nord à condition d'être produites par le créancier dans les trois jours de la présente publication, à l'exception de la présente publication, à l'exception de la présente publication, à l'exception de la présente publication.

L'INSTITUT DE DROIT DES AFFAIRES (Paris-II) organise une série de débats sur « LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES »

LE 9 JANVIER 1981

de 10 h. à 17 h., dans les salons de l'Institut P.L.M.-Saint-Jacques, à Paris.

Ces débats seront placés sous la présidence de M. François Goré, directeur de l'IDA, avec la participation de M.M. Etienne Dailly, Christian Gavaldi, Philippe Combin, Pierre Falcon, Max-Hubert Schroeder et Yves Bachiot.

Pour tous renseignements, téléphoner à : 325-49-60.

Le Carnet des Entreprises

sera publié le vendredi, à partir de janvier 1981.

Il sera ouvert aux personnalités du monde économique qui souhaiteraient rendre publiques leurs nominations ou distinctions à des postes importants.

Toutes les précisions peuvent être obtenues en appelant le 770-85-33.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,5358 4,5375	- 395 - 395	- 516 - 465	- 889 - 739
\$ Can.	2,9059 2,9130	- 339 - 239	- 425 - 360	- 640 - 580
Yen (100)	2,2540 2,2580	+ 49 + 50	+ 85 + 149	+ 410 + 510
DM	3,3120 3,3160	+ 20 + 50	+ 20 + 130	+ 240 + 430
Florin	2,1250 2,1285	+ 20 + 50	+ 59 + 135	+ 220 + 320
F.R. (100)	14,7760 14,8090	28	390	120
F.S.	2,5370 2,5615	+ 109 + 159	+ 225 + 275	+ 770 + 885
L. (100)	4,6539 4,6585	- 275 - 239	- 525 - 420	- 1490 - 1130
S	10,8500 10,8550	- 539 - 329	- 660 520	- 3050 - 970

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/8	5 1/8	5 3/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
DM	5 1/8	5 1/8	5 3/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
\$ E.-U.	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
Florin	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
F.R. (100)	11	11	11	11	11	11	11	11
F.S.	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
L. (100)	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
S	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. franc.	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

INVESTISSEZ LA FRANCE.

EMPRUNT D'ÉTAT

TAUX: 13,80 %

DURÉE: 4 ou 8 ans
selon tirage au sort

صكنا من الاموال

صباحنا من العمل

INFORMATIONS « SERVICES »

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de mettre en vente les ouvrages suivants :

— **Rapport de la Cour de cassation. Année judiciaire 1979.** La première partie du rapport présenté au garde des sceaux est consacrée au fonctionnement général de la Cour. 100 p., 35 F.

— **Jurisprudence du Conseil d'Etat. Principales décisions 1979-1980 et rapport sur l'exécution des décisions des juridictions administratives.** 120 p., 35 F.

— **Activités physiques, sport et santé.** Ce rapport, établi à la demande du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs par une équipe de médecins et d'universitaires, se propose d'évaluer l'importance pour la santé des activités physiques et sportives. Le volume, 116 p., 30 F.

— **Préparation du VIII^e Plan (1981-1985).** Rapport du comité « Transports ». Annexes. Cet ouvrage, publié par le Commissariat général du Plan, regroupe les annexes suivantes : transports, habitat et cadre de vie, Amélioration des conditions de travail et emploi dans les trans-

ports routiers. Transports et compétitivité économique. Les infrastructures de transport et leur financement. Scénario de pénurie en produits pétroliers. Le volume, 364 p., 70 F.

— **Publication des Archives nationales.** Gratiens des bâtiments de Paris, procès-verbaux d'expertise, règne de Louis XIII (1610-1643), 212 258 à 261. Véritable coupe transversale de l'urbanisme parisien, où l'on trouve l'état de la propriété bâtie, la formulation réaliste des propositions urbanistes, une approche de l'étude systématique de la topographie sociale et d'une conjonction des travaux du bâtiment dans la capitale et sa banlieue. Le volume, 368 p., 140 F.

• Ces publications sont en vente : à la librairie de la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris (7^e), et dans toutes les grandes librairies ; à l'Agence régionale de la Documentation française, 163, rue Garibaldi, Lyon (3^e), ou par correspondance à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbousse, 93308 Aubervilliers Cedex ; Tél. : Doctran Paris 284224.

BREF

CIRCULATION
PRÉCISIONS : ACCIDENTS DE LA ROUTE ET DOMMAGES CORPORELS. Comme nous l'avons écrit dans l'information intitulée « Les accidents de la route et les dommages corporels » (« le Monde » du 6 janvier), le service juridique des accidents de la route — organisé par l'Association des paralysés de France (A.P.F.) —

est effectivement gratuit, que l'on soit adhérent ou non de l'A.P.F. Mais il faut préciser qu'une participation financière peut être demandée pour la constitution du dossier.

* A.P.F., 17, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 593-32-49.

FORMATION PERMANENTE
PSYCHIATRIE. — L'université de Paris-VIII organise, du 15 janvier au 20 mars, un stage sur la théorie et la pratique de la psychiatrie institutionnelle.

* Université de Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis), 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02, téléphone : 821-63-64, poste 1387.

MAISON
FOIRE AUX AFFAIRES AU BAZAR. — « La Foire aux affaires » s'est ouverte, ce 6 janvier, au Bazar de l'Hôtel de Ville, où, jusqu'au 24 janvier, seront vendus au poids toute une série d'articles pour la vie quotidienne. La porcelaine de Limoges est à 22 F le kilo, les disques à 55 F le kilo et les réceptifs d'aluminium à 58 F le kilo. Seront soldés en même temps de l'électro-ménager et des meubles avec des remises de 30 % à 40 %.

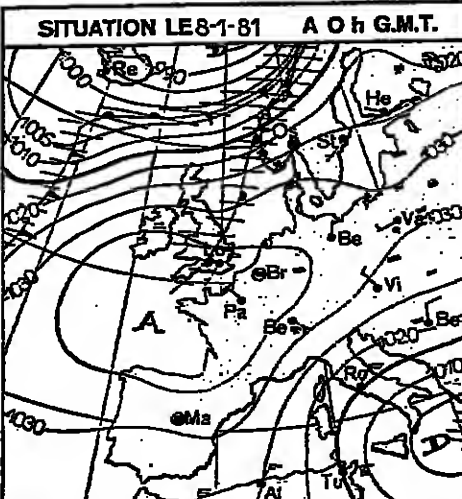
Il s'agit d'achats spéciaux pour cette manifestation organisée au deuxième étage du magasin Rivoli.

Soldes de Soldes LA SOLDERIE
Votre boutique de soldes de prêt-à-porter de luxe féminin vous invite du 6 au 11 janvier A SES JOURNÉES EXCEPTIONNELLES 40 % de démarque
85, RUE LA BOETIE, 75008-18-01

Le Monde DIMANCHE
Au sommaire du prochain numéro :
LA JUSTICE DES MINEURS EN PROCÈS
Une panoplie « éducative », mais une pratique de plus en plus « répressive ».
Les juges pour enfants s'inquiètent.
Enquête de Jean-Pierre CORCELETTE.
QUAND TRADUIRA-T-ON FREUD EN FRANÇAIS ?
Par Serge MOSCOVICI.
En lisant Freud en allemand, le psychologue Serge Moscovici a fait quelques découvertes...

SOLDES début le 6 janvier
GUY LAROCHE
BOUTIQUES Prêt à Porter FEMININ
29, av. Montaigne - 30, fg St-Honoré
47, r. de Rennes - 61, av. Victor-Hugo
MONSIEUR 30, fg St-Honoré
ACCESSOIRES 18, av. Montaigne

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 8 janvier à 6 heures et le vendredi 9 janvier à 6 heures.

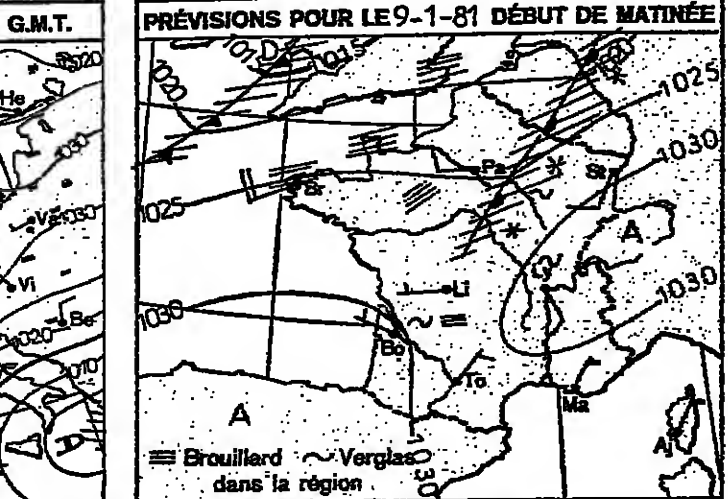
Précédées d'un affaiblissement progressif du champ de pressions, des masses d'air océanique envahiront la plus grande partie de la France.
Vendredi 9 janvier, le sud des Alpes, la Provence et la Corse bénéficieront de belles périodes ensoleillées, tandis que le mistral faiblira. Il fera encore froid le matin, avec des gelées au lever du jour, mais les températures maximales seront en hausse sensible. Ailleurs, le temps sera ou deviendra très nuageux, avec des pluies passagères qui tendront à s'intensifier l'après-midi et la nuit sur les régions s'étendant de la Bretagne et de la Vendée à la frontière belge, où les vents, modérés puis assez forts, souffleront de l'ouest, puis du nord-ouest. Sur le Massif Central et nos régions de l'Est, des chutes de neige et du verglas sont à craindre, en liaison avec la persistance de gelées matinales, mais, dans la plupart des régions, les températures maximales seront en hausse.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer (à Paris, le 8 janvier, à 7 heures, de 1037,6 millibars, soit 778,3 millimètres de mercure).
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Ajaccio, 12 et -3 degrés ; Biarritz, 11 et -1 ; Bordeaux, 9 et -3 ; Bourges, 8 et -1 ; Evry, 9 et 2 ; Caen, 6 et 3 ; Cherbourg, 5 et 3 ; Clermont-Ferrand, 1 et -2 ; Dijon, 2 et -3 ; Grenoble, 3 et -2 ; Lille, 3 et 1 ; Lyon, 0 et -3 ; Marseille, 5 et 1 ; Nancy, 1 et -4 ; Nantes, 6 et 1 ; Nice, 12 et -1 ; Paris-De la Tour, 8 et -1 ; Pau, 10 et -2 ; Perpignan, 11 et 2 ; Rennes, 8 et 1 ; Strasbourg, 4 et -1 ; Toulouse, 8 et 3 ; Toulouse-Matabiau, 8 et -2 ; Fontainebleau, 20 et 20.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 20 degrés ; Amsterdam, 4 et -1 ; Athènes, 7 et 3 ; Berlin, 3 et -1 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 3 et 1 ; La Caba, 20 et 20 ; Les Canaries, 20 et 14 ; Copenhague, 2 et 2.

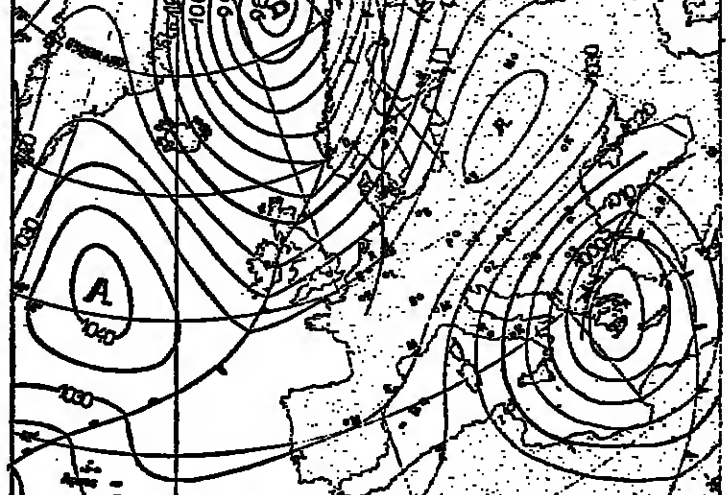
MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2840
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
I. Arrête un homme qui chasse sur la route. — II. Sol qui vient de l'Orient. — III. Se transforme devant sa belle en plat personnel. Démonstratif. — IV. Est plié et fleuri. Fait couper les vitres. — V. Serpent à vis. Air en « tube ». — VI. Note Est qui ne peut rien digérer. — VII. Protège la porcelaine. Donne la patte. — VIII. Canton. Se portait sur le conseil. — IX. Travaille dans le quartier. — X. Domine des masses en mouvement. Se lance avec une vedette. — XI. Plutôt sobres.
VERTICALEMENT
1. Débitent des choses crues et salées. — 2. Conduisent parfois des hommes au paradis. Conjonction. — 3. Chasse les oies. Economiste. — 4. S'enfonce pas à pas dans les bois. Bûche ou souche.



PRÉVISIONS POUR LE 9 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



LA NEIGE SUR LES MASSIFS EN FIN DE SEMAINE
De faibles chutes de neige se produiront vendredi sur les Vosges, le Jura et le Massif Central, puis elles se généraliseront samedi à tous les massifs montagneux, principalement sur les versants nord au-dessus de 800 mètres.
Dimanche, un temps froid et instable se rétablira et on notera encore quelques averse de neige sur le Jura et les Alpes du Nord.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. Paris 6897-23
ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
227 F 271 F 311 F 379 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
397 F 491 F 531 F 639 F
ÉTRANGERS
(par mandat)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
254 F 316 F 356 F 424 F
L. — SUISSE - TUNISIE
254 F 316 F 356 F 424 F
Par voie aérienne
Tél. sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines en plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande via semaine ou mois avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 9 JANVIER
« Priauré Saint-Martin des Champs », 14 h. 30, 205, rue Saint-Martin (Approche de l'art).
« L'Opéra », 14 h. 30, entrée (Carnegie d'Art et d'Architecture).
« Cinq ans d'enrichissement du patrimoine », 15 h. 30, Grand Palais (Mme Hager).
« Palais du Luxembourg », 15 h. 30, rue de Tourcoing (M. P.-Y. Jault).
« Quartier Maubert », 14 h. 30, rapide église Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

CONFÉRENCES

14 h. 195, rue Saint-Jacques, M. H. Chavrier : « Quelques exemples de l'utilisation des argiles sédimentaires marines dans la reconstruction des paléo-environnements ».
19 h. 20, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, docteur H. Dahan : « Un siècle du monde vivant » (Université populaire de Paris).
20 h. 44, rue de Rennes : « Des alternatives à la violence institutionnelle » (Alternative santé).
20 h. 15, 11 bis, rue Requier : « La vie après la mort » (Loge d'un des chapeaux) (entrée libre).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 8 janvier 1981 :

DES LOIS

• Relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ;
• Relative à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ;
• Relative au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation.

UN DÉCRET

• Portant application du titre premier de la loi du 17 juillet 1980 instituant une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (voir page 23).

loterie nationale					
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER					
TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ÉMIERS					
TRANCHE DES ROIS					
TIRAGE N° 1 DU 7 JANVIER 1981					
TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
		F.			F.
1	3 091 7 251 0 671 142 571	2 000 2 000 5 000 1 000 000	7	97 147 8 837 3 287	200 700 2 000 5 000
2	02 6 572 89 002	200 5 000 100 200	8	8 78 228 8 428 9 888 2 258	100 300 800 2 100 5 100 10 100
3	néant	néant			
4	3 434	2 000			
5	5 165 6 785 45 335 366 235	100 800 5 100 100 100 4 000 100	9	129 889 4 929 3 359 3 949 5 219	700 700 2 000 5 000 5 000 10 000
6	56 4 336	200 5 000	0	140 950 47 350	700 700 75 000
PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DE JANVIER DES SIGNES DU ZODIAQUE					
LE 14 JANVIER 1981 À LA BOURSE (Voyage)					
18 20 31 38 41 44					
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 21					
PROCHAIN TIRAGE LE 14 JANVIER 1981 VALIDATION JUSQU'AU 13 JANVIER APRÈS-MIDI					

loterie nationale					
LISTE OFFICIELLE					
ARLEQUIN					
TIRAGE N° 2 DU 7 JANVIER 1981					
FINALES ET NUMÉROS SORTIS AU TIRAGE :	2	21	633	374	8 796
FINALES OU NUMÉROS	2	21	633	374	8 796
2	80	8 796	2 000 000	20 000	
21	200	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
633	150	7 898 7 898 7 898 7 898 7 898	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
374	300	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
8 796	300	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
347	300	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
472	300	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
734	300	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
742	300	6 798 6 679 6 807 6 876 6 887	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	
PROCHAIN ARLEQUIN : LE 21 JANVIER 1981 À PARIS					
Tirage télévisé à 19 h 12					

سنة من العمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA PRÉSIDENCE : « Nous sommes en République », par Jacques Sornette ; « Le statu quo indéfini », par Jacques Robert.

ÉTRANGER

3. EUROPE
— POLOGNE : un entretien avec M. Jacek Kuron.
4-5. AFRIQUE
— LIBYE : le Congrès général du peuple renvoie le « gouvernement » et militarise écoles et industries.
6. PROCHE-ORIENT
— IRAN : « La guerre » bête (IV), de notre envoyé spécial Éric Rouleau.
7. ASIE
— Le voyage de M. Suzuki en Asie du Sud-Est.
8. AMÉRIQUES
— EL SALVADOR : les menaces d'internationalisation du conflit se précisent.

POLITIQUE

8. MM. Fourcade et Chevènement à l'émission « Le Duel ».
8. M. Mitterrand croit « possible » son élection à la présidence de la République.

SOCIÉTÉ

9. JUSTICE
10. ÉDUCATION : « Les enseignants de tous les jours » (II), par Charles Viel.
18. SCIENCES

LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « Dieu, sa vie, son œuvre ».
12. LA VIE LITTÉRAIRE
13. ESSAIS : la façade de François Rostand ; Freud analysé.
14. PROVINCIALES : la terre dans les reines.
15. LETTRES ÉTRANGÈRES : Deux figures de la poésie anglaise : William Blake et Gerard Manley Hopkins.

CULTURE

15. CINÉMA : les Fourberies de Scapin, par Roger Coggio.

RÉGIONS

20. BASSE-NORMANDIE : Caen et Cherbourg entrent le hoché de guerre.

EQUIPEMENT

21. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : 363 millions de francs pour aider la France rurale.

ECONOMIE

22. SOCIAL
23. AFFAIRES : la Commission européenne entame une procédure contre L.B.M. pour « abus de position dominante ».

RADIO-TELEVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (24)
Bibliographie : Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (19-20) ; Carnet (17) ; Programmes spectacles (16-17) ; Bourse (25).

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VETEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir 998 F dans
un choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
20 % sur PRÊT-A-PORTER
HOMMES ET DAMES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (10)
Tél. : 742-70-81
du lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.

A B C D E F G

AU COLLOQUE DE « L'EXPANSION »

La crise est profonde et sera durable déclare M. Barre

« L'année 1981 sera une année difficile [...] La crise n'est ni française ni même européenne ; elle est mondiale. Ce n'est pas une crise superficielle et courte. C'est une crise profonde et durable », a déclaré, jeudi 8 janvier, M. Barre au colloque organisé par « L'Expansion ».

« Face à cette situation, a-t-il poursuivi, nous nos partenaires ont choisi de lutter de façon prioritaire contre l'inflation, et de redresser progressivement leurs comptes extérieurs. Tous refusent de s'engager dans une politique dangereuse de stimulation de l'activité économique, dont les conséquences seraient, à brève échéance, catastrophiques. Voilà pourquoi on ne peut s'attendre à une amélioration de l'activité économique dans le monde occidental avant le second semestre de 1981, et peut-être même avant le début de 1982. »

« La hausse des prix se modérera progressivement. La condition nécessaire sera le ralentissement sensible de la hausse des revenus monétaires », a ajouté le premier ministre. Le dérapage des salaires au deuxième trimestre de 1980 aura fortement pesé sur l'évolution de nos prix. Je pense que, en 1981, la croissance de la masse salariale — à effets constants — ne devrait en aucun cas dépasser la hausse des prix, considérée comme un plafond. »

M. Barre a énuméré les raisons qui le poussent à avoir confiance en l'avenir : programme énergétique, rénovation de l'industrie et expansion de l'agriculture, progrès des sciences et des techniques, réduction de la liquidité excessive de l'économie, maîtrise des finances publiques, remise en ordre de la Sécurité sociale, efficacité et modernisation des travailleurs, bonne tenue du franc.

« Je suis convaincu que la France a pris le tournant décisif pour son avenir », a conclu M. Barre dans son exposé liminaire avant de répondre aux questions qui lui étaient posées.

Après avoir durement critiqué les sondages — « pièges à gogos », — M. Barre a répété qu'il se refusait à pratiquer une politique autoritaire des revenus, préconisant que si le pouvoir d'achat continuait à augmenter, la France ne pourrait plus payer son pétrole et que le chômage se développerait alors très rapidement. Interrogé sur le problème du budget européen et d'une possible condamnation du gouvernement

« M. Barre, dans une circulaire adressée aux ministres et aux secrétaires d'Etat, que cite Le Nouvel Economiste, invite chacun des membres du gouvernement « à contenir strictement la dépense publique au cours des prochains mois » et à ne pas débiter « jusqu'à nouvelle instruction de ma part » les crédits votés au titre du fonds d'action conjoncturelle 1981.

MARCEL LASSANCE
SOLDES
ET
FINS DE SÉRIES
du
7 au 17 Janvier
17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6^e)
Galerie Point Show
66, Champs-Élysées

du 3 au 10 janvier 1981
VENTE
SPECIALE
D'HIVER
CERRUTI 1881
Cerruti Homme
27, rue Royale.
Cerruti Femme
15, place de la Madeleine,
38, avenue Victor-Hugo.

français par la Cour de Justice, M. Barre a répété qu'un détournement de procédure s'était produit. Si nous mettons le doigt dans une opération de ce genre, a déclaré en substance le premier ministre, nous subissons complètement la tyrannie financière de l'Assemblée de Strasbourg. Aussi n'accepterons-nous pas de budget supplémentaire. « Ce n'est pas un problème juridique, c'est un problème politique. Pour la Cour de Justice, on verra, les choses s'arrangent souvent. »

Après avoir annoncé que les statistiques de l'emploi pour décembre montraient une progression du chômage, M. Barre a assuré que « le gouvernement avait fait depuis des années tout ce qu'il était possible de faire », ajoutant que certaines dispositions de la législation qui empêchent une utilisation plus continue et plus longue du matériel étaient « antiproductives, donc antisociales ».

Estimant que toutes les autres politiques économiques proposées pour la France allaient dans le sens d'un relâchement des efforts — « soit celle avancée par M. Debré, mais faut-il risquer un nouveau mal 1983 ? » — M. Barre a conclu : « Il n'y a pas moyen de faire beaucoup d'autres choses que ce que nous faisons. Les prétendants qui parlent d'une voix douce, tranquille et agréable rappellent la voix de 1976 qui menait à la catastrophe. Je me suis souvent souvenu des intérêts des Français. Mais il y a aussi une chose que j'ai faite : je n'ai jamais sacrifié la France aux Français. »

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA NAMIBIE SE HEURTE À DES PROBLÈMES DE PROCÉDURE

Ouverte à Genève, mercredi 7 janvier, par M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, la conférence sur l'avenir de la Namibie s'est aussitôt heurtée à des questions de procédure, et la première séance de travail a été retardée pour la deuxième fois ce jeudi. La délégation sud-africaine tient, en effet, à un statut d'observateur — afin de mettre en avant les délégués de Windhoek — alors que la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) considère Pretoria comme seul interlocuteur valable.

Dans son discours, devant plus de cent délégués et observateurs, M. Waldheim a souligné qu'il son avis la seule chance de réussite de la conférence — qualifiée officiellement de « pré-mise en œuvre du plan des Nations unies » — était de « suivre hardiment la résolution 435 du Conseil de sécurité » (le Monde du 8 janvier). D'autre part, on apprend que les huit délégués de la section intérieure de la SWAPO n'ont pu quitter Windhoek, mardi soir, pour gagner Genève en raison de « problèmes de passeports ».

D
PARIS
SOLDES
PRÊT-A-PORTER FEMMES ET HOMMES
DORMEUIL
261, rue Saint-Honoré Paris 1^{er}

TED LAPIDUS
SAINT-HONORÉ
Femmes SOLDES Hommes
A partir de Vendredi
23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

La ferme abandonnée dans la Mayenne

LE DIRECTEUR DES SERVICES VÉTÉRINAIRES PARLE DE SUBSTITUTION DE TROUPEAU

En dépit des explications et assurances données par les paysans-travailleurs, l'affaire Froger, l'éleveur de la Mayenne qui avait laissé sa ferme à l'abandon (le Monde du 7 janvier) continue de susciter des interrogations.

M. Robin, le directeur des services vétérinaires du département, a déclaré devant le conseil général que le troupeau qu'il avait examiné le 30 décembre et sur lequel il avait constaté de graves carences, ne semblait plus être tout à fait le même que celui qui aurait été trouvé, dans un état sanitaire satisfaisant, le 6 janvier, par le vétérinaire praticien de Saint-Pierre-des-Nids.

« La composition et l'âge du troupeau, aurait précisé le directeur des services vétérinaires, semblent avoir évolué très rapidement entre ces deux dates, 30 décembre et 6 janvier. On peut s'interroger sur les raisons de cette rapidité. Ces propos sont à mettre au conditionnel, car lorsque nous l'avons interrogé, M. Robin nous a fait répondre que l'affaire relevait de la préfecture, où l'on confirme toutefois ces propos.

« A-t-il eu des substitutions d'animaux ? M. Robin aurait remarqué que les dix-huit bovins et sept ovins correspond à la série de numéros qu'il avait relevé auparavant. Mais à la préfecture, on fait remarquer que les frères Froger ne tenaient pas d'inventaire de leur troupeau.

Si se confirme qu'il y a eu substitution, il s'agit là d'une maladresse inexcusable, et la crédibilité du mouvement des paysans-travailleurs serait atteinte. A Laval, des observateurs font remarquer qu'on ne dément pas un troupeau de gros bovins, dans une ferme proche d'un village sans que son entourage, déjà hostile aux Froger, n'aperçoive rien. — J. G.

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1981 a été tiré à 551 809 exemplaires.

Au cours de l'incendie d'un silo de déchets nucléaires

Un ouvrier de La Hague aurait reçu l'équivalent annuel de la dose maximale admissible d'irradiation

De notre correspondant

Cherbourg. — Maltraité dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 janvier, l'incendie d'un silo de stockage de déchets radioactifs situés au nord-ouest du centre nucléaire de La Hague (le Monde du 8 janvier) a provoqué une vive émotion de la part des organisations syndicales et de certains personnels d'entreprises extérieures travaillant dans l'usine.

Dans le compte rendu du comité d'hygiène et de sécurité exceptionnel, convoqué mercredi en fin de matinée, les délégués de la C.F.D.T., de la C.G.T., et du Syndicat autonome des personnels de l'énergie atomique, précisent en effet l'importance de la contamination constatée. Une contamination au césium 134 et au césium 137, que la Compagnie générale pour les matières nucléaires — gestionnaire du centre — admet, et qui serait égale, au point de vue atmosphérique, à la concentration maximale admissible pour les populations d'une zone de plusieurs centaines de mètres carrés.

Cette contamination a donc bien été limitée aux installations nucléaires, mais elle a aussi affecté — de manière très hétérogène selon la direction — la zone de chantier et le parking de plusieurs entreprises travaillant sur le site de La Hague.

Le service de protection contre les radiations qui avait procédé au nettoyage du réseau routier inférieur pendant la nuit a donc invité les automobilistes utilisant ce parking à faire laver leurs voitures mercredi après-midi et à se faire contrôler eux-mêmes en cas de doute.

Tout en admettant les conclusions de la direction, les syndicats ont remarqué que des radionucléides encore plus actifs que le césium peuvent être en suspension dans un silo de stockage de déchets radioactifs : par exemple du strontium ou du plutonium, beaucoup plus dangereux, selon les syndicats, que le césium. Ils ont réclaté, en conséquence, le renforcement du dispositif de mesures, et distribué un tract appelant les agents à se faire contrôler individuellement.

L'un d'eux, qui travaillait, mardi, dans la zone de retombée aurale, en effet, reçu l'équivalent annuel de la dose maximale admissible, et dit-neuf pompier du service de sécurité ont dû se faire décontaminer au terme de l'intervention effectuée sur le silo. Protestant contre la non-application des procédures d'évacuation dans les ateliers qui ont

donné l'alarme, les syndicats dénoncent aussi le manque d'information et de décision des responsables dans les heures qui ont suivi ainsi que la fréquence des incidents. Ils exigent l'application effective de toutes les mesures obligatoires et appellent leurs adhérents à débrayer, ce jeudi, sur le site, où la direction maintient en place un dispositif de surveillance.

L'origine du feu n'est toujours pas expliquée. Les premiers éléments de l'enquête montrent que seul du graphite-carbone à l'état presque pur aurait brûlé. Le phénomène n'aurait pas entraîné la combustion redoutée du magnésium contenu dans le silo.

L'affaire a été examinée au conseil général de la Manche, dont la commission d'information nucléaire a été tenue au courant par le préfet. Celui-ci a indiqué, au cours du débat, qu'il était entré en relation avec le professeur Fellerin, directeur du service central de protection contre les radiations ionisantes, mais que la mise en œuvre de certains dispositifs du plan particulier d'intervention de La Hague n'avait pas été jugée nécessaire, puisque seul le site de l'usine était concerné.

RENÉ MOIRAND.

L'usine de La Hague, dont la gestion a été confiée à la Compagnie générale pour les matières nucléaires par le Commissariat à l'énergie atomique, retraite, depuis 1957, les combustibles irradiés dans les centrales nucléaires de la filière graphite-gaz-uranium naturel. Le lancement en France d'un programme nucléaire fondé sur la technique américaine au tétra-uranium enrichi a conduit à construire à La Hague un atelier baptisé « DAO » pour permettre le retraitement de ces nouveaux combustibles à partir de 1976. Cette opération n'a pas encore donné lieu à une véritable activité industrielle. Mais la France, outre les engagements qu'elle a contractés dans ce domaine avec l'électricité de France, a signé d'importants contrats pour le retraitement de combustibles étrangers : avec le Japon (200 tonnes), la République fédérale d'Allemagne (214 tonnes), la Suède, la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas pour des quantités moins importantes. A cet effet, il est prévu de réviser l'unité de retraitement existante pour qu'elle soit en mesure de retraiter effectivement 800 tonnes de combustibles par an. Une seconde unité de capacité identique devrait aussi voir le jour (le Monde du 6 février 1980).

St-Germain
des prés
HABILLEUR
CHÉMIER
CHAUSSEUR
LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT
demarkes très importantes
sur
Costumes, Vestons, Pantalons, Imperméables
Peaux laines, Pulls, Chemises, Chaussures
37, rue du Four Paris 6^{ème}
Parking gratuit 64 rue Bonaparte

SOLDES
NICOLL
(jusqu'au 24 janvier)
Hommes et Femmes
Costumes Tailleurs
Vestons Vestes
Blazers Jupes
Pantalons Coordinés
Pardessus Manteaux
Lodens Lodens
Imperméables Imperméables
Reversibles Reversibles
DAKS - Aquascutum
Sportwear - chemises - cravates
pulls - chapellerie
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820
Magasin ouvert sans interruption
de 10 h à 19 h, le lundi de 14 h à 19 h